

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION
DU
MONOPOLE DE L'ALCOOL
AU
TONKIN ET DANS LE NORD-ANNAM

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 27 octobre 1913, à 1 heure 1/2

PAR

René MONIER

— Élève breveté de l'Ecole Coloniale
Administrateur des services civils de l'Indochine

Président : M. PERREAU, professeur.

Suffragants : { *MM. TRUCHY, professeur.*
ALLIX, agrégé.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION
DU
MONOPOLE DE L'ALCOOL
AU
TONKIN ET DANS LE NORD-ANNAM

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 27 octobre 1913, à 1 heure 1/2



PAR

René MONIER

Élève breveté de l'Ecole Coloniale
Administrateur des services civils de l'Indochine

Président : M. PERREAU, professeur.

Suffragants : } *MM. TRUCHY, professeur.*
 ALLIX, agrégé.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor-Cousin, 11

—
1913

AVANT-PROPOS

Il n'est peut-être pas de question coloniale qui, depuis une dizaine d'années, ait fait couler plus d'encre, engendré plus de polémiques, et soulevé plus de discussions passionnées que la question du monopole des alcools indigènes en Indochine. Il n'en est peut-être pas non plus qui soit plus mal connue, non seulement dans la métropole, où triomphe généralement, dans les débats relatifs aux problèmes coloniaux, le point de vue théorique et doctrinaire, mais aussi dans la colonie même où les considérations d'intérêt personnel et privé l'emportent très souvent sur la notion objective de l'intérêt général.

Aussi pourra-t-on considérer comme très audacieux de la part d'un jeune administrateur comptant seulement trois ans de séjour en Extrême-Orient, d'avoir entrepris, avec quelque souci de personnalité dans la critique, l'étude d'un gros problème d'ordre tout à la fois politique et financier au sujet duquel chacun a dit son mot sans que personne ait pu — car le Temps seul le fera — dire le mot de la fin.

Mais ceux-là même qui, à la simple lecture du titre

de notre travail, pourraient être tentés de nous « châtier de notre témérité », seront sans doute rassurés en constatant que, loin d'avoir prétendu dicter aux pouvoirs publics la ligne de conduite à suivre en Indochine, nous nous sommes borné au rôle plus modeste et plus en rapport avec notre jeune expérience, d'historien critique et, si l'on nous permet cette expression, de « metteur au point ».

La « question de l'alcool » en Indochine vient de parvenir à un tournant de son histoire et, contrairement à toute attente, ce tournant ne l'a pas fait dévier, en principe, de la direction jusqu'à présent suivie. Malgré toutes les critiques, toutes les campagnes, toutes les promesses, le monopole de l'alcool a survécu aux nombreux arrêts de mort prononcés contre lui :

Qu'est-ce donc que ce monopole ? Comment est-il né ? Comment s'est-il comporté ? Qu'a-t-il produit au point de vue politique et financier ? Comment a-t-il évolué ? Pour quelles raisons a-t-on voulu le faire disparaître et pourquoi finalement l'a-t-on laissé vivre ? C'est à répondre à ces questions que nous avons consacré notre thèse.

Nous étant avant tout appliqué à situer notre sujet dans le milieu ethnique dont tant d'écrivains métropolitains font si volontiers abstraction, nous nous sommes laissé aller à faire de très fréquents appels à nos souvenirs personnels et à l'expérience vécue que, aidé

par notre connaissance de la langue indigène, nous avons pu acquérir des coutumes et de la mentalité de nos protégés au cours de deux années passées dans une des grandes provinces deltaïques et purement annamites du Tonkin : nous avons conscience d'avoir parfois abusé de notre « moi haïssable » mais nous osons espérer que notre constant souci de vérité et notre absolue bonne foi seront pour nous de suffisantes excuses.

C'est parce que nous avons tenu à n'étayer, autant que possible, nos critiques ou nos assertions que sur des constatations vécues, que nous avons cru devoir limiter l'étude du monopole des alcools indigènes au Tonkin et au Nord-Annam, la seule partie de l'union indochinoise où nous ayions été appelé à servir. L'Indochine, on le sait, n'est pas une, et, du Nord au Sud, le milieu ethnique diffère autant que le milieu géographique.

D'autre part il n'est guère possible de parler de *Monopole* de l'alcool dans le Centre et Sud-Annam, en Cochinchine et au Cambodge, et la question de l'impôt de consommation sur l'alcool lui-même ne se présente pas dans ces différentes régions sous le même aspect et avec les mêmes données que dans le Nord de la Colonie.

Dominé par une indépendance d'esprit uniquement limitée par les devoirs que nous imposent nos fonctions, nous avons essayé de faire œuvre impar-

tiale et sincère. Nous avons voulu fournir à ceux qu'intéressent à des points de vue divers les destinées de notre grande Colonie asiatique, les éléments indispensables pour se former une opinion raisonnée sur une question essentiellement « brûlante » et à l'ordre du jour.

Si nous avons pu réussir à jeter un peu de lumière dans le dédale obscur des polémiques passées et à calmer dans une certaine mesure l'ardeur des discussions actuelles, nous nous estimerons trop heureux d'avoir modestement mais utilement servi la cause coloniale et particulièrement celle de l'Indochine.

Octobre 1913.

LA QUESTION
DU
MONOPOLE DE L'ALCOOL
AU
TONKIN ET DANS LE NORD-ANNAM

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Fabrication des alcools indigènes

Avant d'aborder l'étude de l'impôt sur les alcools indigènes au Tonkin et dans le Nord-Annam, il ne nous paraît pas inutile de fournir ici quelques données techniques concernant la fabrication desdits alcools. En décrivant sommairement, d'une part les procédés employés par l'industrie indigène primitive, telle qu'elle s'exerçait librement avant l'intervention française et telle qu'elle s'exerce encore aujourd'hui sous forme de contrebande, et d'autre part les méthodes mises en œuvre par l'industrie européenne au profit de laquelle la fabrication de l'alcool con-

sommé par les indigènes et taxé comme tel se trouve monopolisée *en fait* depuis les arrêtés de décembre 1902, nous aurons avant tout pour but de répondre par avance à certaines des critiques dirigées contre le régime du monopole de l'alcool en Indochine par bon nombre de personnalités qui, pour être sans doute mal renseignées sur ce côté technique de la question, n'hésitent pas à qualifier « d'intoxication pour raison budgétaire » une partie de l'œuvre fiscale réalisée par la France en Indochine et particulièrement au Tonkin.

A. — PROCÉDÉS INDIGÈNES

Ce qui caractérise les procédés de distillation indigènes (chinois ou annamites) c'est la simplicité des appareils employés et le caractère purement empirique des moyens mis en œuvre pour obtenir la transformation de la matière première en alcool.

Une distillerie indigène se compose essentiellement d'un hangar recouvert d'un toit de paillette, d'un bassin rectangulaire creusé dans le sol au milieu de l'édifice, d'un ou plusieurs fourneaux de terre ou de brique à trois trous établis autour de ce bassin, de tables rudimentaires faites d'un clayonnage de bambou et d'un certain nombre de compartiments servant d'ateliers de saccharification et de fermentation.

L'alambic consiste en une grande marmite (1) en tôle ou en cuivre que l'on place à même le foyer, d'un tronc de cône en bois et d'une sorte de couvercle ou chapiteau en terre cuite dont la partie supérieure se creuse en un godet qui, rempli d'eau, sert de premier réfrigérant pour les vapeurs émanant du contenu de la marmite en ébullition.

Un simple tube de bambou long d'environ 2 m. 50 et incliné à 45 degrés conduit les vapeurs d'alcool dans une jarre plongée jusqu'au col dans le bassin d'eau froide et servant ainsi de récipient de condensation. Les interstices des différentes pièces de l'appareil sont lutés à l'aide d'un mastic composé d'un mélange de terre glaise et de résidus de distillation (hèm).

Sous le régime actuel du monopole ce matériel est toujours réduit à sa plus simple expression, de manière à être facilement et rapidement détruit ou dissimulé en cas de perquisition opérée par les agents du fisc ou les autorités indigènes compétentes. Il se présente généralement — nous en parlons *de visu* — sous un aspect aussi malpropre que primitif, d'autant plus que, instrument de contrebande, il n'est le plus souvent utilisé, nous le verrons ultérieurement, que par de pauvres « nhà-què » (2) à la solde de gros no-

1. La marmite le plus souvent employée est le « nôi-ba-muôi » ou marmite de 30 rations de riz.

2. « Nhà-què » signifie : paysan, campagnard

tables, assez peu soucieux des règles les plus élémentaires de l'hygiène.

Le riz le plus employé par la distillation indigène est le « gao nêp » ou riz gluant qui est très riche en matière amylacée ; comme il est assez peu abondant au Tonkin, on le mélange généralement avec du riz ordinaire (gao te). Ajoutons d'ailleurs, dès à présent, qu'une erreur assez généralement répandue et exploitée consiste à croire que la distillation du riz « nêp » produit un alcool supérieur à celui de la mise en œuvre du riz ordinaire : il n'en est rien. Le riz « nêp » offre seulement à l'industrie indigène, mal outillée, des facilités de macération supérieures uniquement dues à ses qualités gluantes.

Le riz est d'abord décortiqué grossièrement à l'aide de meules de bois. La matière corticale qui reste adhérente au grain a son utilité : elle est riche en azote et, lors de la fermentation, sert d'aliment à la levure.

Le riz décortiqué est mis à cuire dans la marmite spéciale appelée « cho » avec un peu plus que son poids d'eau. Après une cuisson d'environ deux heures, calculée d'après la contenance de la marmite employée, le riz qui a complètement absorbé l'eau et affecte une forme spongieuse est étalé sur des nattes ou sur les tables en clayonnage de bambou dont il a été parlé plus haut ; on le remue pour le faire refroidir, on y trace des sillons parallèles, puis on le

saupoudre d'une levure spéciale de fabrication chinoise appelée « men », composée de plus de trente matières différentes, — parmi lesquelles la levure proprement dite, — qui concourent à donner à la matière fermentée et à l'alcool qui en est extrait l'arome particulier recherché par les indigènes. On emploie environ 1 kgr. 500 de levure pour 100 kilogrammes de riz cru.

Le riz cuit ensemencé et bien brassé est réparti dans des jarres de terre cuite d'une capacité de 20 litres environ, qu'on ne remplit qu'à moitié ; il y séjourne généralement pendant trois jours ; au bout de ce laps de temps l'amidon du riz s'est converti, sous l'influence de la levure, en sucre fermentescible : c'est ce que l'on appelle le phénomène de la *saccharification*.

Ces mêmes jarres sont ensuite remplies d'eau douce et la *fermentation* s'établit presque aussitôt pour devenir rapidement très active. Au bout de deux jours, tout le sucre étant transformé en alcool, la macération est bonne à distiller.

L'opération de la distillation proprement dite est extrêmement simple : on vide le contenu des jarres, riz et liquide, dans la marmite de 30 rations surmontée de son chapiteau et placée sur l'un des trois trous du fourneau, on chauffe au bois et les vapeurs condensées sont recueillies dans la jarre à col (hû) plongée dans le bassin.

Dans une journée de vingt-quatre heures les opérations de cuisson et de distillation peuvent se répéter jusqu'à trois fois.

Ce procédé de distillation, comme on le voit, très imparfait, surtout si l'on tient compte du peu de soins de propreté apportés aux diverses manipulations de la matière première, fournit des alcools « de tête » ou de premier jet rendus *très nocifs* par les huiles essentielles et autres produits secondaires qu'ils contiennent et qui leur donnent une odeur et une saveur très fortes ; ces alcools se mélangent à l'alcool « de cœur » ou de second jet, pour donner un liquide titrant de 25 à 35° au plus et possédant le goût dit « empyreumatique » que recherchent les indigènes.

Le rendement obtenu par ce procédé est très variable : il dépend non seulement de la qualité du riz employé, mais encore de la compétence et de la vigilance du bouilleur. Il varie de 18 % à 28 % et peut être estimé à une moyenne de 26 % des matières mises en œuvre.

A l'heure actuelle l'alcool de contrebande se paie couramment selon les régions et le cours du riz entre 0 § 15 et 0 § 20 le litre de liquide titrant 30° à 35°. La même quantité de « choum-choum » ne coûtait guère que 5 à 6 cents avant l'établissement du Protectorat.

B. — PROCÉDÉS EUROPÉENS

Les procédés perfectionnés utilisés par l'industrie européenne et spécialement, en ce qui concerne le Tonkin et le Nord-Annam, par les trois usines de Hanoï, Nam-Dinh et Hai-Duong ne diffèrent pas sensiblement, en principe, des moyens de production employés par les indigènes.

Le procédé dit « Amylo », résultat des savantes recherches du D^r Calmette et qui fait depuis 1897 l'objet d'un brevet exploité par la Société Française des distilleries de l'Indochine ne se distingue du procédé indigène décrit plus haut que par l'utilisation scientifique qui est faite des mêmes ferments de transformation de l'amidon du riz en sucre et du sucre en alcool. Ce procédé est basé sur l'emploi du ferment d'amylomycètes, isolé de la levure asiatique.

Nous ne croyons pas utile de procéder ici à la description complète d'une des usines qui fonctionnent présentement au Tonkin en utilisant le procédé Calmette. Nous nous contenterons de consigner les constatations qu'est à même de faire le premier visiteur venu, européen ou indigène, constatations que nous avons faites nous-même, en faisant appel, à défaut de compétence technique, aux ressources d'un bon sens simplement impartial.

A partir du moment où il est précipité des sacs de jute qui le contiennent dans le moulin mécanique à décortiquer, jusqu'à celui où il ressort sous forme d'alcool à l'extrémité inférieure de l'appareil distillatoire (alambic ou appareil à colonne), le riz mis en œuvre n'est l'objet d'aucune manipulation et les mesures d'asepsie les plus minutieuses sont mécaniquement réalisées pour éviter qu'il ne soit contaminé par l'air extérieur. C'est ainsi que les moûts fermentescibles sont stérilisés, que les immenses cuves métalliques de fermentation sont parfaitement closes et que le levain est introduit dans chacune d'elle par une tubulure adaptée au dôme supérieur et dont on a soin de stériliser l'orifice et le tampon en bois qui lui sert de bouchon. C'est ainsi encore que l'ampoule de verre renfermant le levain préparé en laboratoire est hermétiquement obturée à l'aide d'un bouchon d'ouate auquel on met le feu au moment de verser le ferment dans la cuve. Tout le matériel, et spécialement la cuverie, est constamment maintenu dans un état de propreté irréprochable.

Tandis que dans le procédé indigène primitif précédemment décrit la saccharification ne dure pas moins de trois jours, dans les grandes usines où l'on utilise de préférence le procédé dit des acides, la même transformation s'opère en deux heures.

La matière première employée est du riz ordinaire de troisième catégorie, d'excellente qualité.

Le produit obtenu se caractérise par une régularité et une limpidité parfaites qui le distinguent très nettement du « choum-choum » de fabrication indigène, d'une couleur généralement jaunâtre quand il n'est pas rectifié, et d'une odeur dite « d'empyreume » très prononcée. Il est presque inutile d'ajouter que l'alcool sorti de l'usine européenne est infiniment moins nocif, malgré son degré alcoolique supérieur, que les eaux-de-vie de riz indigènes ou chinoises obtenues dans des conditions de fermentation et de travail qui heurtent violemment toutes les lois de l'hygiène.

Le rendement obtenu par le procédé « Amylo » est d'environ 42 % des matières premières employées. Le prix de revient de l'alcool livré à la Régie par les usines détentrices en fait du monopole de fabrication ne peut être évalué que très approximativement, surtout par l'Administration qui n'a et ne peut avoir en mains toutes les données du problème. Ce prix serait de 16 à 26 piastres l'hectolitre d'alcool pur, y compris les frais de rémunération du capital calculés à 12 %, selon que le cours du riz oscille entre 2 \$ 45 et 4 \$ 70 le picul de 60 kilogrammes. Le prix de revient d'un litre d'alcool à 40° oscillerait donc entre 0 \$ 06 et 0 \$ 10.

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE DE L'IMPÔT SUR LES ALCOOLS INDIGÈNES AU TONKIN

(et dans le Nord-Annam depuis 1903)

TITRE I

Régime de l'impôt sur les alcools indigènes au
Tonkin depuis les origines jusqu'à décembre
1902.

CHAPITRE PREMIER

Régime antérieur à 1893

Jusqu'à une époque relativement récente l'alcool indigène fut exempt de tout impôt. Il importe cependant de remarquer que les premières taxes qui le frappèrent furent instituées par une ordonnance de la vingt-quatrième année de l'empereur Tu-Duc (1871), c'est-à-dire bien avant l'établissement de notre protectorat sur le Tonkin. Ces taxes frappaient

l'appareil de distillation ; c'étaient donc des droits de consommation perçus sous forme d'abonnement. Les distilleries étaient divisées en trois catégories (grandes, moyennes, petites), auxquelles correspondaient trois patentes dont les prix étaient respectivement au début de 40, 30 et 20 ligatures, furent ultérieurement portés à 48, 36 et 24 ligatures et puis ramenés à leur taux primitif aux cours de la vingthuitième année du règne de Tu-Duc. Les Mandarins provinciaux (1) et locaux étaient chargés de l'assiette et de la perception de l'impôt et en fait, pour classer les distillateurs dans les trois catégories ci-dessus spécifiées, ils se basaient sur la richesse apparente de chacun d'eux. Des pénalités sévères étaient édictées contre la distillation clandestine. Les fraudeurs étaient jugés d'après les lois relatives au vol furtif et à l'abatage clandestin des animaux de labour. Les Mandarins locaux (Phu et Huyèn), les chefs de canton et les ly-trúóng (maires) reconnus coupables de complicité ou même simplement de manque de surveillance étaient également punissables. Il serait donc faux de croire, comme on le fait communément, que ce soient les nécessités financières nées de l'établissement de notre protectorat en pays annamite, qui aient implanté dans ce pays, avec la contrebande consécu-

1. En l'espèce le Quan-bô, haut Mandarin alors spécialement chargé des impôts.

tive à la taxation de l'alcool, le principe des mesures répressives dont on a si souvent déploré, en les exagérant parfois, les fâcheuses conséquences politiques. La contrebande était née parce que l'alcool était taxé avant notre arrivée et l'Administration annamite l'assimilait à un véritable délit de droit commun. Nous n'en voulons pour preuve que les termes de l'ordonnance de la trente-sixième année de Tu-Duc ainsi conçue (1) :

« Au sujet des prohibitions concernant l'usage et
« la fabrication de l'alcool, il est nécessaire de rendre
« une nouvelle décision pour augmenter la sévérité
« de ces prohibitions. Les personnes qui oseront
« privément se livrer à la fabrication de l'alcool se-
« ront punies conformément aux dispositions de
« l'ordonnance relative à ceux qui abattent privé-
« ment ou clandestinement des animaux et condam-
« nés à 100 coups de truong (2) et un mois de cangue.
« Pour les autres pénalités on se conformera aux an-
« ciennes ordonnances. On percevra contre les dé-
« linquants une somme égale à une année d'impôt
« qui sera divisée en dix dixièmes ; cinq dixièmes
« seront confisqués au profit de l'Etat et cinq dixiè-
« mes seront attribués au dénonciateur à titre de ré-

1. Cf. Guerneur. *Le régime fiscal de l'Indochine*, p. 199.

2. Le truong est le bâton, peine immédiatement au-dessus de celle du rotin.

« compense. Les chefs de canton et les ly-trúóng qui
« auront, par complaisance, tenu les faits cachés et
« n'auront pas dénoncé les coupables seront punis
« de la même peine que les coupables. Les Phu et
« Huyên (mandarins locaux) seront punis pour man-
« que d'attention. Les fonctionnaires des services su-
« périeurs ne seront pas concernés. »

Nous n'avons donc en principe rien innové en re-
cherchant la contrebande à l'aide de dénonciateurs
(appelés par nous indicateurs) et surtout en mettant
en jeu, pour la perception de l'impôt de consumma-
tion, la responsabilité des autorités indigènes.

A notre arrivée le nombre des distilleries déclai-
rées était au Tonkin d'un peu plus de 400, exploitées
pour la plupart par des notables indigènes ; la re-
cette officielle du Gouvernement annamite n'était
guère que de 15.000 à 20.000 ligatures soit 4.000 à
6.000 piastres.

Notons qu'à cette époque l'industrie de la distilla-
tion s'était déjà spécialisée Il serait inexact de penser
que tout Annamite récoltant du riz sur sa propriété
fût bouilleur de cru. C'est qu'en effet si, comme nous
l'avons vu, le matériel nécessaire pour distiller le riz
selon le procédé indigène est peu compliqué et peu
coûteux, il n'en est pas moins indispensable, pour
obtenir un produit satisfaisant, que le distillateur
soit pourvu d'une bonne formule de levain et doué
d'un certain tour de main. A cet égard divers villages

de distillateurs professionnels avaient acquis, avec une renommée régionale, de véritables petits monopoles de fait dans leur voisinage. Quant aux raisons de cette concentration de la fabrication dans certaines communes déterminées, c'étaient, soit la présence sur le territoire de ces dernières de rizières particulièrement propices à la culture du riz « nêp », soit, plus souvent encore, l'absence de rizières communales et la nécessité pour les simples habitants de demander leurs moyens d'existence à la distillation et à l'élevage des porcs qui n'est qu'un succédané de cette industrie. Les preuves matérielles de cette concentration subsistent d'ailleurs encore à l'heure actuelle : nous avons pu constater nous-même dans la province de Thai-binh que le chiffre des procès-verbaux dressés en matière de contrebande d'alcool se répartissait sur un nombre relativement très restreint de villages peuplés de professionnels de la distillation, tandis qu'en interrogeant les vieillards de certains autres villages nous avons pu acquérir la certitude que ceux-ci n'avaient jamais connu, même avant l'établissement de notre protectorat, la simple distillation du bouilleur de cru (1).

Mais si les villages de distillateurs professionnels étaient assez peu nombreux, ils étaient par contre

1. De même dans la province de Hà-dông il n'y avait que 25 villages sur 742 qui fabriquaient de l'alcool mais ces villages comptaient de 50 à 60 alambics.

très prospères, car, en dehors des bénéfices provenant de la vente du « choum-choum », ils en tiraient de non moins considérables de l'élevage des porcs à l'aide du « hèm » ou résidu de la distillation du riz.

Lorsqu'en 1886 le Résident Général Paul Bert prit en mains l'administration de l'Annam-Tonkin, il ne manqua pas d'être frappé par la faiblesse du revenu officiel des fermes régionales multiples fonctionnant sous l'empire des dispositions de l'ordonnance royale de 1871 et il songea bientôt à les remplacer par une ferme unique de fabrication et de vente. Il fit part de ses intentions aux Résidents des provinces auxquels il demanda leur avis. Les réponses qui lui parvinrent le firent renoncer à la mise à exécution de son projet.

Voici en effet comment Paul Bert s'exprime dans une lettre du 6 juillet (1)... «... Quant au monopole
« du débit d'alcool, il faudrait qu'il fût acceptable
« pour les populations ; la consommation de l'alcool
« est chose courante ; elle a même, pendant les nom-
« breuses fêtes annamites, un caractère rituel, et ce
« qui la restreint apparaît comme une vexation, sans
« compter que le riz avec lequel le paysan annamite
« fabrique son alcool, est bien à lui et que, venant
« après l'impôt foncier, c'est-à-dire au fond l'impôt
« sur le riz, l'impôt sur l'alcool, produit du riz, res-

1. Voir Guerneur. *Le régime fiscal de l'Indochine.*

« semble à une vexation double. Les diverses consi-
« dérations qui précèdent me font donc hésiter. Je
« me demande si le temps est venu d'établir un im-
« pôt presque sûrement impopulaire, d'un rendement
« assez faible et que la nécessité de déjouer les frau-
« des fera accompagner de formes inquisitoriales et
« vexatoires. » Les choses en restèrent là jusqu'en
1893 (1).

1. Un arrêté du 26 février 1888 avait entre temps établi une taxe de 0 § 25 par litre d'alcool pur sur les alcools européens d'importation.

CHAPITRE II

Régime de l'impôt sur les alcools indigènes au Tonkin de 1893 au 1^{er} juin 1897

La taxation par l'Administration française des alcools de fabrication locale fut consacrée pour la première fois par les deux *arrêtés des 3 et 4 mars 1893*. M. de Lanessan qui dirigeait alors l'administration indochinoise et concentrait toute son activité sur la réorganisation financière de l'Annam-Tonkin eut tôt fait de remarquer qu'il était impossible d'escompter un accroissement régulier et indéfini des ressources à provenir des impôts directs annamites ; aussi n'hésita-t-il pas à demander aux taxes indirectes, plus extensibles et mieux proportionnées aux facultés des contribuables, le complément de recettes nécessaire à l'équilibre budgétaire ; il le fit d'ailleurs avec prudence et l'alcool ne fut frappé qu'en dernier lieu après les pétroles, les allumettes, le tabac et le sel.

L'arrêté du 3 mars 1893. — Les dispositions contenues dans l'arrêté du 3 mars 1893 permettent de constater qu'à cette époque le principe de la distinc-

tion qu'il convient de faire, au point de vue de la taxation, entre les alcools européens et les alcools indigènes, c'est-à-dire fabriqués pour la consommation des indigènes, n'était pas encore nettement établi. On considérait l'impôt de consommation comme devant être unique pour tous les produits similaires ayant une base commune, en l'espèce l'alcool pur, et l'on estimait anormal de frapper lourdement l'alcool européen tandis que l'alcool indigène était exempt de toute charge ou n'acquittait que des droits très minimes. Or, un arrêté du 26 février 1888 avait établi sur les alcools d'importation, même d'origine française un droit de consommation de 0 § 25 par litre d'alcool pur. Ce fut pour mettre un terme au régime de faveur dont la production *locale* avait bénéficié jusque-là que les arrêtés des 3 et 4 mars 1893 vinrent déterminer les conditions de cette production et réglementer la répression de la contrebande.

L'arrêté du 3 mars soumit donc en principe les alcools de fabrication locale au droit de 0 § 25 par litre d'alcool pur que supportaient déjà, depuis 1888, les spiritueux importés. Toutefois, se rendant compte — bien qu'assez confusément — qu'il n'était pas possible d'assimiler complètement les alcools dits indigènes, fabriqués exclusivement pour l'usage des Asiatiques, aux alcools européens, l'Administration locale décida d'accorder des détaxes de trois cinquièmes sur les alcools fabriqués à l'aide d'appareils et

de procédés européens avec des produits du pays, ou fabriqués à l'aide de procédés indigènes avec des produits du pays pour la consommation asiatique, et de un cinquième seulement sur les alcools fabriqués à l'aide d'appareils et de procédés européens mais avec des produits étrangers.

Ces dispositions font ressortir très nettement l'intention de la part du signataire de l'arrêté du 3 mars d'encourager, d'une manière générale, la production locale et particulièrement, — ceci est à noter, — la création d'usines européennes susceptibles, par la mise en œuvre à l'aide de procédés perfectionnés de matières premières tirées du pays, de concurrencer l'industrie indigène et de produire des alcools présentant le minimum de nocivité pour la santé publique.

Il ne fut d'ailleurs point répondu à l'appel tacitement adressé par M. de Lanessan aux capitaux métropolitains qu'il fit de si louables efforts pour attirer dans notre grande colonie. Aucun industriel ne tenta l'installation d'une grande distillerie modèle. Nous ne citerons que pour mémoire les timides tentatives de MM. Berr et Canavaggio qui, pour prétendre à la détaxe en faveur des distilleries travaillant par des procédés européens, avaient cru pouvoir se contenter de remplacer le tube de bambou asiatique par un serpent en cuivre. S'il en fut ainsi c'est que des deux seuls procédés de fermentation alors connus, malt

ou acide, aucun n'était pratiquement utilisable en Indochine.

L'arrêté du 3 mars 1893 maintenait le principe de la liberté de fabrication. Tout individu, société, village ou association de villages désirant fabriquer de l'alcool, devait en faire la déclaration au Résident chef de la province, qui la transmettait au Directeur des Douanes et Régies. Il devait indiquer le procédé de fabrication, la nature ou qualité de l'alcool qu'il se proposait de produire. La déclaration, valable pour une année, servait de licence de fabrication et de vente et donnait ouverture à un droit d'une piastre. Le recouvrement de la taxe de consommation était assuré par voie d'exercice et les frais de surveillance des distilleries étaient récupérés par une surtaxe de 20 à 50 piastres, quand cette surveillance était confiée à des agents indigènes et de 100 à 150 piastres quand elle était exercée par des agents européens.

Enfin l'article 12 de l'arrêté autorisait l'Administration à prendre des mesures transitoires et à traiter des *abonnements* avec les autorités indigènes en ce qui concerne la fabrication des alcools de riz, hors des centres et chefs-lieux de province, par des indigènes et pour la consommation indigène.

Quant à l'arrêté du 4 mars 1893 il édictait des dispositions très sévères au point de vue de la répression de la fabrication clandestine.

L'application de cette réglementation donna lieu,

dès le début, en ce qui concerne les alcools indigènes, à de grosses difficultés. Il fallut négliger les dispositions fondamentales de l'arrêté du 3 mars pour faire application de l'article 12 ci-dessus mentionné et l'on alla très loin dans la voie des concessions afin de ne pas compromettre, par les effets d'une politique fiscale trop tracassière, le succès des efforts accomplis à cette époque pour la pacification du pays. On laissa donc à quiconque la faculté de s'établir distillateur moyennant le paiement d'une licence d'une piastre. On exigea d'abord que les personnes demandant l'autorisation de distiller fussent munies d'une attestation des autorités indigènes de leur village indiquant l'importance moyenne de leur fabrication, mais on y renonça après avoir reconnu que la délivrance de cette attestation était le plus souvent onéreuse pour les intéressés (1). On songea alors à percevoir la taxe sur la fabrication réelle ; mais, comme il ne pouvait être question de soumettre tous les bouilleurs de cru à l'exercice sans multiplier outre mesure le personnel fiscal et compromettre en même temps la tranquillité publique, on décida que chaque distillateur devrait tenir sur un registre *ad hoc* le compte

1. Les notables Annamites ont en effet l'habitude de se faire payer tous les petits services, même officiels, qu'ils sont appelés à rendre.

Ces menues concussions sont de nos jours beaucoup plus vexatoires pour le « nhà-quê » que celles des mandarins, lesquelles ont considérablement diminué.

de sa production ; à la fin de chaque mois, il se présenterait au bureau de la Régie où l'on totaliserait la production dudit mois et où l'on percevrait ensuite un droit de consommation de 0 \$ 01 (un cent) par litre de liquide distillé, c'est-à-dire, si l'on admet que l'alcool indigène ne titrait pas plus de 30°, un droit de 3 \$ 33 par hectolitre d'alcool pur au lieu du droit de 10 \$ prévu par l'arrêté du 4 mars.

Devant des conditions aussi douces, la résistance à l'établissement de l'impôt ne tarda pas à s'évanouir. D'un autre côté le Résident Supérieur au Tonkin agit énergiquement sur les chefs de province et le Kinh-Lúoc (Vice-Roi du Tonkin) (1) sur les autorités indigènes pour faire accepter cette réglementation.

L'ensemble de ces dispositions assura au nouveau régime un succès qui, quoique relatif, parut suffisant pour en faire décider le maintien pour l'année 1894 avec une seule modification concernant le prix de la licence qui fut porté à 2 piastres. Il produisit pour l'exercice 1894 et pour le Tonkin seulement une recette *nette* de 59.607 \$ 93.

Mais une année de pratique avait suffi aux distillateurs indigènes pour découvrir et mettre à profit les imperfections du système ; d'ailleurs la plupart d'entre eux étaient des illettrés qui ne pouvaient, en admettant même qu'ils l'eussent voulu, porter sur

1. Supprimé en 1897.

leur carnet les indications exigées par la Régie ; d'autre part le relâchement, autant vaut dire l'inexistence de la surveillance, permit à la distillation clandestine de prendre un rapide développement ; aussi, malgré l'élévation du prix de la licence, l'exercice ainsi appliqué ne pouvait-il assurer que de très faibles recouvrements.

C'est pour parer au danger financier de cette situation qu'un *arrêté du 1^{er} décembre 1894* décida qu'à compter du 1^{er} janvier 1895 l'arrêté du 3 mars 1893 serait strictement appliqué. Il apportait à ce dernier texte une modification très importante en retirant à l'Administration la faculté de consentir aux distillateurs des réductions de taxe. Mais, pour atténuer le passage brusque d'un régime trop bénin à un régime plus rationnel mais qui, par comparaison, paraissait rigoureux et, comme on reconnaissait par avance l'impossibilité d'assurer la perception de la taxe de 10 § par hectolitre d'alcool pur sur la fabrication réelle des distillateurs indigènes, le service des Régies fut autorisé à la percevoir sous une forme abonnée, c'est-à-dire sous forme d'une taxe *fixe* frappant l'appareil de distillation (1).

Cette taxe fut fixée à 3 § 50 par alambic et par mois pour les distilleries travaillant de jour seulement et à 7 § par alambic et par mois pour les distilleries

1. On revenait ainsi, comme le fait remarquer M. Guerneur (*op. cit.*) au régime institué par Tu-Duc.

travaillant nuit et jour. La circulation des alcools était libre, mais, pour la première fois, on dissociait la distillation et la vente en établissant deux licences, l'une de 2 \$ 50 pour les distillateurs, l'autre de 1 \$ pour les débitants.

Quant à la répression elle restait réglementée par l'arrêté du 4 mars 1893.

Sous la forme nouvelle fixée par l'arrêté du 1^{er} décembre 1894 la taxe de consommation présentait deux inconvénients. D'abord elle était uniforme pour tous les alambics quelle que fût leur capacité de production; ensuite le désir de se soustraire aux droits qui atteignaient 44 \$ 50 par an, demeurait chez les assujettis aussi vif que par le passé.

D'autre part des distilleries européennes venaient de s'établir au Tonkin pour la production, avec des alcools indigènes épurés, de spiritueux et liqueurs de forme européenne.

Pour tenir compte de cette situation nouvelle un *arrêté du 21 décembre 1895* fixa à nouveau comme suit les détaxes dont bénéficiaient les alcools fabriqués dans le pays :

a) Alcools fabriqués à l'aide d'appareils et de procédés européens :

1° Avec des produits du pays : six dixièmes.

2° Avec des produits étrangers : quatre dixièmes.

b) Alcools fabriqués avec des appareils indigènes et des produits du pays :

1° Pour la consommation asiatique : neuf dixièmes.

2° Pour la rectification : huit dixièmes.

Les alcools indigènes qui étaient soumis à une rectification pour servir à la fabrication des spiritueux de forme européenne étaient rendus passibles de la différence de la taxe entre le droit perçu sur les alcools indigènes et celui des alcools importés (élevé de 0 § 25 à 0 § 50 par litre d'alcool pur par arrêté du 23 décembre 1894).

Le même arrêté du 21 décembre 1895 ordonnait que les distilleries fonctionnant au moyen d'appareils européens seraient exercées.

Par contre il conservait à l'Administration des Douanes et Régies la faculté de traiter des abonnements avec les distillateurs indigènes utilisant des appareils indigènes moyennant 3 § 50 ou 7 § 50 par alambic et par mois selon la distinction indiquée plus haut.

Les mesures de répression de la contrebande étaient enfin renforcées par une disposition qui rendait les autorités communales responsables judiciairement et administrativement des pièces à conviction et des contrevenants qui leur étaient remis par les agents du fisc avec réquisition de les conduire devant le chef de la province.

Des réclamations contre cette réglementation se produisirent de la part des distillateurs européens utilisant des appareils européens pour la fabrication

des alcools indigènes. Encouragés, comme nous l'avons vu, par la réglementation de 1893 à venir s'installer dans le pays, ils se trouvaient, depuis le 21 décembre 1895, soumis à l'exercice et ne bénéficiaient plus que d'une détaxe de six dixièmes alors que les distillateurs utilisant l'appareil indigène étaient dégrevés de neuf dixièmes.

Pour faire droit à ces réclamations que semblaient bien justifier les intentions nettement manifestées par le législateur de 1893, un *arrêté du 7 février 1896* vint modifier une fois de plus la réglementation des alcools indigènes : il décida que les alcools de riz produits avec des riz du pays et à l'aide d'appareils et de procédés européens bénéficieraient de la détaxe des neuf dixièmes à condition d'être livrés à la consommation dans des récipients portant seulement la mention « Alcool de riz » à l'exclusion de toutes autres indications pouvant les faire confondre avec des alcools de qualité supérieure ou avec des spiritueux similaires des alcools de provenance européenne.

Enfin un *arrêté du 25 décembre 1896* éleva la taxe abonnataire des appareils indigènes utilisés par les distillateurs indigènes et la porta à 4 \$ par alambic et par mois pour les appareils fonctionnant seulement de jour, et à 8 \$ pour les appareils fonctionnant de jour et de nuit.

Il est aisé de comprendre que par suite des températures nombreux apportés, dans l'application, au

régime institué en 1893, les recettes budgétaires fournies par la taxe de consommation sur les alcools indigènes soient demeurées très faibles. De 59.607 § 93 en 1894 elles se sont élevées pour le Tonkin à 147.089 § 82 en 1895 pour redescendre à 126.208 § 75 en 1896.

Il serait injuste de reprocher à ceux qui de 1893 à 1896 présidèrent aux destinées de l'Indochine et particulièrement à M. de Lanessan, d'avoir ainsi délibérément sacrifié l'intérêt du Trésor à l'intérêt politique. Ce fut de leur part et surtout à cette époque, prudence et sagesse. Il convient seulement de regretter que les exigences immédiates et inéluctables de la politique d'essor économique et financier inaugurée après eux n'aient pas permis de ménager une transition assez sensible entre la politique très libérale qu'ils s'étaient imposée et celle d'ultrafiscalité qui devint celle de leur successeur.

CHAPITRE III

Régime de l'impôt sur les alcools indigènes au Tonkin

Du 1^{er} juin 1897 à décembre 1902

De l'exposé qui précède il ressort que jusqu'en 1897 les essais, somme toute assez timides, d'institution d'une taxe indirecte de consommation sur l'alcool ne se rattachaient à aucun plan d'ensemble, à aucun système fiscal bien déterminé. Ajoutant son maigre produit à celui d'autres taxes de consommation ou de circulation, l'impôt sur l'alcool indigène établi en 1893 ne présentait guère, à sa naissance du moins, que le caractère d'un expédient financier.

Il faut arriver au début de ce que les Indochinois appellent « l'ère Doumérienne », c'est-à-dire à l'année 1897, pour voir l'institution des taxes indirectes destinées à alimenter le budget général, « instrument d'empire », prendre la valeur d'un véritable principe financier.

Nous n'aborderons pas ici l'étude du programme d'organisation fiscale et économique conçu et exécuté

par M. le Gouverneur général Doumer : cela nous entraînerait hors du cadre très spécial de cette étude. Nous nous contenterons de rappeler, après beaucoup d'autres, pour faire ensuite application de cette constatation au sujet qui nous occupe, que l'œuvre du véritable fondateur de l'Union indochinoise, du créateur de son outillage économique et de son crédit fut dominée par un esprit de fiscalité qui, pour naturel et nécessaire qu'il ait été eu égard au but poursuivi, n'en a pas moins paru à certains critiques trop exclusif des préoccupations d'ordre politique qui avaient inspiré l'administration précédente.

Sous le Gouvernement de M. Doumer la taxe de consommation sur les alcools indigènes devient une des « trois bêtes de somme » (1) du budget général, et toute la réglementation la concernant, élaborée de 1897 à 1902, ne tend qu'à en accroître le rendement.

Notons d'abord que c'est à partir de l'année 1897 que le principe de la distinction à faire, au point de vue fiscal, entre l'alcool européen et l'alcool indigène se trouve nettement dégagé en doctrine et en fait. C'est ainsi que le régime applicable aux « alcools étrangers », c'est-à-dire fabriqués par des procédés européens, fait l'objet d'un arrêté distinct en date du 8 novembre 1897, postérieur à celui qui fixe le régime des alcools indigènes, et dont la caractéristique est

1. Les deux autres étant les taxes sur l'opium et le sel.

de faire disparaître le caractère protecteur de la tarification antérieure (1).

C'est également à partir de 1897 que, dans le but d'obtenir de l'impôt sur l'alcool indigène des ressources sans cesse croissantes, l'Administration va progressivement s'efforcer de *concentrer la fabrication* pour arriver à atteindre intégralement la production réelle au moyen de l'exercice, augmenter en même temps la quotité de la taxe de consommation, accroître la vigueur de la répression de la contrebande et s'engager résolument dans une voie dont l'aboutissement sera, au bout de six ans, l'établissement du monopole absolu de fabrication et de vente exercé par des sociétés européennes et, comme conséquence, la dépossession complète des indigènes du droit de fabriquer et de vendre de l'alcool. Cette évolution sera d'ailleurs, nous le verrons, singulièrement favorisée par la découverte, en 1897, du procédé « Amylo » et l'acquisition du brevet d'exploitation de ce procédé par la Société Française des Distilleries de l'Indochine. L'Administration sera par la suite tellement frappée par les avantages divers qui résultent de l'utilisation industrielle de ce procédé, qu'en 1901, deux ans à peine après l'inauguration de la première grande usine construite à Hanoï par la Société des Distilleries de l'Indochine elle écrira à cette der-

1. Voir *Bulletin de l'Asie Française*, juin 1909.

nière : « J'ai l'honneur de vous informer que l'Administration désire grouper en des centres aussi peu nombreux que possible, les distilleries d'alcool indigène. Votre projet de construire des établissements considérables munis, comme votre usine d'Hanoï, d'un outillage perfectionné, est donc absolument conforme aux vues de l'Administration. »

C'est enfin à partir de 1897 que les plaintes de la population indigène commencent à se faire entendre et que se développe, à côté de la contrebande du bouilleur professionnel qui, pendant la période précédente, constituait la source la plus importante des « évasions fiscales », une autre forme de contrebande, celle du bouilleur de cru qui distille pour sa consommation personnelle de petites quantités d'un alcool médiocre parce qu'entre autres raisons il trouve trop cher l'alcool de la Régie.

L'arrêté du 1^{er} juin 1897. — C'est l'arrêté du 1^{er} juin 1897 qui introduit pour la première fois au Tonkin le système du *monopole* au profit de l'Etat pour la perception de la taxe de consommation sur les alcools indigènes. Il ne s'agit, il est vrai, que du monopole *de vente* et le texte en question maintient soigneusement le principe de la liberté de fabrication ; mais en fait, le monopole de vente, tel qu'il fut exercé en régie intéressée, devait fatalement entraîner à brève échéance le monopole de fabrication.

Passons donc en revue les principales dispositions de l'arrêté du 1^{er} juin 1897.

A. — *Fabrication.*

Tout individu, société, village ou association de villages qui désire fabriquer de l'alcool doit en faire la déclaration au bureau de la régie ou au bureau du débitant de la province. Il lui est délivré une licence et un livret. La déclaration doit contenir le nombre, la nature et la capacité des alambics et le distillateur est tenu d'inscrire chaque jour sur le livret le produit de la fabrication.

Pour la première fois on fixe impérativement le degré (1) de force alcoolique des alcools indigènes à livrer à la Régie, cela dans le but de faciliter la recherche et la répression de la contrebande.

Enfin, disposition capitale, les distillateurs sont obligés de vendre tout le produit de leurs alambics au débitant général de la province, aux prix et aux conditions fixés par les contrats d'exploitation des débits généraux.

B. — *Répression de la contrebande.*

Comme il était à prévoir que l'application de cette nouvelle réglementation se heurterait à des difficultés

1. 36° (rappelons que l'alcool fabriqué par les procédés traditionnels ne dépasse guère 26°).

et par suite à des résistances considérables, l'arrêté du 1^{er} juin 1897 met entre les mains de l'Administration un instrument de répression de la contrebande des plus sérieux.

C'est ainsi que, dans la crainte que le personnel de la Régie auquel est dévolue la perception des taxes indirectes, ne suffise pas à sa tâche, on décide de faire régulièrement concourir à l'œuvre de répression de la fraude les agents européens et même les agents asiatiques commissionnés et assermentés des débitants généraux.

Les peines prononcées contre les distillateurs clandestins deviennent d'une grande sévérité. Quiconque, sans y avoir été autorisé, se livre à la fabrication des alcools de riz ou autres spiritueux, peut être puni d'une amende de 200 à 1.000 \$ et d'un emprisonnement de quinze jours à trois ans ou de l'une de ces deux peines seulement. Les ustensiles servant à la fabrication, les substances en macération, les alcools et leur contenant sont saisis et confisqués au profit de la Régie. La même amende de 200 à 1.000 \$ peut être prononcée contre les distillateurs autorisés qui vendent le produit de leur fabrication à d'autres que le débitant général de la province, et le débitant qui s'abstient de se munir d'une licence est passible d'une amende de 50 à 200 \$ et d'un emprisonnement de quinze jours à trois ans ou de l'une de ces deux peines seulement. Quiconque est trouvé

porteur ou détenteur d'une quantité d'alcool sans pouvoir justifier de sa provenance légitime par la présentation du permis de circulation timbré et daté par le vendeur, ou de plus d'un litre d'alcool ne titrant pas le degré officiellement prescrit, est puni d'une amende de 25 à 500 § et d'un emprisonnement de huit jours à trois ans ou de l'une de ces deux peines seulement. Tout distillateur trouvé détenteur de plus de 3 piculs et demi de riz en fermentation par alambic déclaré pour travail de jour ou de plus de 7 piculs de la même matière par alambic fonctionnant jour et nuit est poursuivi comme distillateur clandestin. Des dommages-intérêts dont le montant doit toujours être égal au montant de l'amende prononcée par les tribunaux contre le contrebandier sont alloués au débitant général.

Enfin par les articles 14 et 15 de l'arrêté du 1^{er} juin 1897, *les autorités des villages sont rendues responsables* des condamnations pécuniaires (amendes et dommages-intérêts) prononcées contre les distillateurs clandestins lorsqu'elles n'ont fait, préalablement à la constatation de l'infraction, aucun acte pour prévenir le délit ou l'empêcher de se commettre. Elles sont de même rendues responsables du montant des condamnations pécuniaires prononcées ou encourues, lorsque par suite de refus d'assistance, d'inexécution de réquisition, le délinquant ou les pièces à conviction ont été soustraits à

la justice, sans préjudice des poursuites correctionnelles qui peuvent être exercées, lorsque ces faits revêtent le caractère du délit d'entrave ou rébellion aux agents dans l'exercice de leurs fonctions.

C. — *Vente en régie, perception de la taxe.*

Ainsi puissamment armée contre les « évasions fiscales », l'Administration songe à établir pour la première fois au Tonkin (1) le régime de la ferme ou plus exactement de la *régie intéressée*, pour la perception de la taxe de consommation. Le système de l'abonnement appliqué par M. de Lanessan est entièrement aboli.

On peut d'une manière générale définir la régie intéressée : « celle où l'Administration et un tiers, en général un fermier, perçoivent l'impôt d'un commun accord en prenant chacun une part proportionnelle réglée d'avance ; plus particulièrement en ce qui concerne l'impôt sur l'alcool, c'est celle dont la gestion est confiée à un adjudicataire moyennant une redevance fixe due sur un minimum déterminé d'alcool consommé, plus un quantum sur les produits consommés en excédent de ce minimum (2). »

1. Le système de la *ferme* avait fonctionné en Cochinchine sous des formes et avec des rigueurs diverses de 1871 à 1893. Il était la règle dans l'Annam central dès avant la conquête française.

2. Cf. Demorgny, « *Les principales réformes financières en Indochine.* »

Au premier juillet 1897 l'Administration désormais détentrice du monopole de la vente et du transport des alcools indigènes, concède l'exploitation de ce monopole à un *débitant général* par province, désigné par adjudication pour une durée de dix-huit mois et s'engageant par contrat à assurer une vente minima et par conséquent à verser à l'Administration une redevance mensuelle minima calculée sur la base du litre d'alcool à 36°, cette redevance étant réduite de moitié pour les quantités vendues au delà du minimum fixé par le contrat.

Les contrats liant les débitants généraux à l'Administration ne sont d'ailleurs pas rédigés sur un modèle uniforme pour toutes les provinces ; ils contiennent tous des modalités appropriées aux besoins locaux des régions très diverses où ils doivent recevoir exécution. Un régime spécial est même adopté pour la ville de Hanoi où il n'existe pas de bouilleur de cru.

Le débitant général a seul le droit d'acheter des alcools indigènes aux distillateurs (1) à des prix et conditions à débattre, — sous la réserve du droit pour l'Administration, en cas de nécessité reconnue, de fixer le prix minimum —, de les transporter et de les revendre aux débitants principaux et débitants au dé-

1. Lesquels sont, ainsi que nous l'avons vu plus haut, tenus de leur livrer toute leur production.

tail agréés par lui au prix et aux conditions fixés par lui-même suivant les circonstances et sous la réserve du droit pour l'Administration de déterminer le prix maximum.

Les débitants généraux sont également autorisés — et nous verrons l'usage qu'ils n'ont pas tardé à faire de cette autorisation —, à installer des distilleries fonctionnant pour leur propre compte après en avoir fait la déclaration à la Régie et avoir acquitté le droit de licence. C'est dans cette disposition qu'apparaît nettement la tendance de l'Administration, gênée par la multiplicité des petites distilleries indigènes difficiles à exercer, à *concentrer* de plus en plus la production afin de la frapper plus sûrement.

Les prix de l'alcool indigène, qui avaient déjà tendance à s'élever pour des causes d'ordre économique telles que la baisse du taux de la piastre, la hausse des cours du riz et l'élévation des salaires et qui, avant 1897, ne dépassaient pas 8 à 10 cents le litre de liquide titrant de 25° à 30°, subissent très vite, sous l'effet de la législation nouvelle, une augmentation considérable. Les prix d'achat du débitant général provincial au distillateur variaient de 5 cents et demi à 7 cents le litre et les prix de vente du débitant général de 18 à 22 cents. Sur la différence, le débitant général versait au budget général de 2 cents et demi à 4 cents et demi par litre de liquide à 36° suivant les régions et les quantités vendues, soit

une taxe variant de 7 à 12 cents par litre d'alcool pur.

Les contrats du 1^{er} juin 1897 furent, à leur expiration, prorogés pour une nouvelle période de dix-huit mois expirant le 30 juin 1900 ; mais une décision du 17 mars 1898 intervenue après entente avec les débitants généraux éleva la redevance à verser par eux au budget général à 5 cents par litre d'alcool de 40° à 49° avec, au delà de 50°, perception d'une surtaxe de 1 cent par chaque 10° ou fraction de 10°.

Cette nouvelle disposition, en augmentant encore le prix de l'alcool indigène vendu par la Régie, ne put que fournir un surcroît de prime à la distillation clandestine. La plupart des bouilleurs annamites ne livraient aux débitants généraux qu'une partie de leur production et pratiquaient avec l'autre partie une contrebande rémunératrice contre laquelle l'Administration, par suite de l'insuffisance de son personnel, du manque de concours des autorités communales annamites, de l'attitude parfois fâcheuse du personnel des débitants généraux, de l'intervention de certains agents d'affaires excitant les indigènes aux réclamations (1), demeurait à peu près impuissante.

C'est pour parer aux graves aléas auxquels cette situation exposait l'équilibre budgétaire qu'au cours des trois années d'application du régime institué par

1. Cf. Demorgny, *op. cit.*

l'arrêté du 1^{er} juin 1897, l'Administration tendit à rapprocher ce régime de celui qui était alors appliqué en Cochinchine et que l'on peut appeler le système de la *distillerie régionale*. A cet effet on s'efforça de grouper les distillateurs épars en des centres déterminés. On exigea d'eux qu'ils vinssent distiller sous la surveillance d'agents de la Régie dans des hangars, des paillotes entourées de hautes palissades en bambou que les débitants généraux firent rapidement construire dans ce but. Mais la plupart des bouilleurs indigènes ne voulurent pas se plier aux exigences des débitants provinciaux ; ils cessèrent ou parurent cesser d'exercer leur industrie. On pouvait craindre qu'il n'y eût alors pénurie d'alcool et que les fermiers ne pussent tenir leurs engagements ; aussi ces derniers durent-ils, faisant usage de la liberté qui leur en était laissée, s'improviser distillateurs et assurer par leurs propres moyens la production de l'alcool nécessaire à l'approvisionnement de leurs débits.

D'autre part un *arrêté du 7 décembre 1899* décidait qu'à l'expiration des contrats passés en 1897 et 1898 avec les débitants généraux pour l'exploitation en régie intéressée du monopole des alcools indigènes en Annam et au Tonkin, l'Administration des Douanes et Régies serait chargée d'exercer directement le monopole dans les conditions fixées par *l'arrêté du 16 septembre 1898* qui, jusque-là, n'avait été applica-

ble qu'en Cochinchine. Du fait de l'extension de cette réglementation au Tonkin la taxe de consommation se trouvait portée à 0 § 25 par litre d'alcool pur et, à compter du 1^{er} juillet 1900, les groupes de distillateurs qui s'étaient formés dans les conditions ci-dessus relatées étaient érigés en distilleries et soumis à *l'exercice*.

Mais aucune de ces diverses mesures, quelles que fussent les tendances dont elles s'inspiraient, n'avait retiré aux indigènes la liberté de distiller ; il ne pouvait être encore question, ni en droit, ni en fait, de monopole de fabrication des alcools indigènes. Ce monopole ne commença à se constituer *en fait*, et au profit des grandes distilleries, qu'à la suite d'un double événement, l'un qui résulte d'une disposition administrative, l'autre qui est un phénomène d'ordre économique.

La disposition administrative est *l'arrêté du 9 mars 1900* qui mettait les distillateurs, en vue de faciliter la surveillance des agents chargés de l'exercice, en demeure, sous peine de retrait de l'autorisation de distiller, de construire des établissements couverts de tuiles et entourés d'un mur d'enceinte. Ces exigences se traduisaient par des dépenses fort importantes, atteignant pour les moindres distilleries 15.000 et 20.000 §, sommes que seuls des Européens et des Chinois pouvaient consacrer à une entreprise industrielle.

Le phénomène économique fut la découverte des méthodes d'application industrielle du procédé Calmette et l'acquisition exclusive du brevet « Amylo » par la Société des Distilleries de l'Indochine, laquelle, armée de ce puissant et économique instrument, prit en quelques années un développement considérable et fit aux autres distilleries régionales exercées une concurrence qui devait rapidement l'amener à un quasi-monopole de fait.

Nous avons vu qu'à compter du 1^{er} juillet 1900 l'Administration devait exercer elle-même et directement le monopole de vente des alcools indigènes ; mais elle renonça à la mise en pratique de ce système et ce fut un régime transitoire de liberté de vente et de concurrence qui succéda purement et simplement à la régie intéressée, entraînant une réduction notable des prix de vente de l'alcool au consommateur.

La Société française des Distilleries de l'Indochine en profita pour ouvrir des débits de gros dans les principales provinces du Tonkin et les alimenta par la production de son usine d'Hanoï. Notons qu'à cette époque « l'Alcool Fontaine », au sujet duquel la verve des polémistes ne s'était pas encore exercée, jouissait d'une certaine faveur auprès des consommateurs indigènes puisque la seule usine d'Hanoï ne suffisait pas à satisfaire aux demandes des débiteurs et que la Société ne réussissait pas à constituer

le moindre stock de réserve ainsi qu'en témoignent les livres de la Régie préposée à l'exercice.

Un des anciens fermiers de l'arrêté du 1^{er} juin 1897, M. Raoul Debeaux, notable commerçant du Tonkin, avait installé, dans les conditions prescrites par l'arrêté du 16 septembre 1898 devenu applicable au Tonkin, une douzaine de distilleries soumises à l'exercice. Se rendant compte que la lutte entre les procédés indigènes mis en œuvre par lui et le procédé « Amylo » était très difficile sinon impossible, il proposa une entente à la Société française des Distilleries de l'Indochine : il fermerait ses distilleries qui deviendraient de simples débits régionaux et s'engagerait à écouler toute la production de la Société; par réciprocité la Société s'engageait à fermer tous ses débits et à fournir à M. Debeaux toutes les quantités d'alcool qu'il lui demanderait. Cette entente fut conclue en décembre 1900.

Bientôt la production de l'usine d'Hanoï, bien qu'elle fût portée à son maximum d'intensité, devint insuffisante et, pour pouvoir satisfaire aux demandes toujours croissantes de la consommation, la Société dut construire une nouvelle usine à Nam-dinh, après avoir, rappelons-le, reçu l'assurance écrite et formelle que ce projet entraînait bien dans les vues de l'Administration et avait sa complète approbation (1).

1. La nouvelle usine de Nam-dinh entra en exploitation en octobre 1902.

Tout cela, il est bon de le rappeler, se passait sous le régime de la liberté, pour le consommateur, de s'approvisionner où il lui plaisait : nous verrons ultérieurement l'intérêt qui s'attache à cette constatation historique.

Ainsi donc, en 1902, l'Administration se trouvait en présence de deux quasi-monopoles *de fait* nés de la concurrence sous un régime de liberté et au détriment de l'industrie indigène progressivement anéantie ou réduite à la contrebande. L'un était détenu par la Société française des Distilleries de l'Indochine exploitant le procédé Calmette : l'autre, celui de la vente, était entre les mains de M. Raoul Debeaux.

Cette situation répondait trop exactement au but poursuivi depuis 1897 par l'Administration locale pour que celle-ci ne fût pas amenée à la consacrer par une nouvelle réglementation uniforme pour toute l'Indochine.

Elle ne pouvait qu'y être encouragée d'ailleurs par les résultats financiers obtenus au cours de la période envisagée dans ce chapitre.

De 386.586 \$ 76 en 1897 (le monopole de vente ne date que du 1^{er} juin) les recettes nettes effectuées au Tonkin au titre des alcools indigènes s'élèvent brusquement à 806.374 \$ 91 en 1898, et ne cessent de suivre une marche progressive jusqu'à 1902.

1899.		888.438 \$ 50
1900.		1.010.763 \$ 00
1901.		1.029.894 \$ 00
1902.		1.216.151 \$ 19

Cet accroissement eût été d'ailleurs singulièrement plus accentué si le nombre insuffisant des agents chargés de l'exercice et parfois aussi leur manque d'expérience professionnelle n'avaient rendu presque illusoires les précautions prises contre les abus des distillateurs, et particulièrement des distillateurs chinois.

Quoi qu'il en soit, le succès relatif, mais certain, obtenu par M. le Gouverneur Général Doumer, devait le conduire à pousser jusqu'au bout la victoire fiscale : c'est ainsi qu'en février 1902 il soumit à l'approbation du Conseil supérieur de l'Indochine un arrêté dont les prescriptions aboutissaient à l'établissement du monopole complet de fabrication et de vente des alcools indigènes.

Mais M. Doumer quitta la colonie avant que cet arrêté ne fût approuvé par le Département. Ce sont néanmoins les dispositions de ce texte qui serviront de base à la réglementation édictée par les arrêtés des 20 et 22 décembre 1902.

TITRE II

Régime de l'impôt sur les alcools indigènes au Tonkin et dans le Nord-Annam de décembre 1902 à 1913

LE MONOPOLE ABSOLU DE FABRICATION ET DE VENTE

Quelle était à la fin de 1902, après les efforts réalisés depuis cinq ans dans le but de concentrer de plus en plus la production, la marche à suivre pour arriver au monopole absolu de fabrication et de vente des alcools indigènes ?

Nous avons exposé que la fabrication était alors exercée concurremment par un certain nombre de distilleries européennes et chinoises utilisant le procédé indigène et par deux grandes usines européennes (1) appartenant à la Société des Distilleries de l'Indochine et exploitant le procédé Calmette. Les propriétaires des unes et des autres s'étaient conformés aux prescriptions de l'arrêté du 9 mars 1900 et se

1. Celles de Hanoï et Nam-dinh.

considéraient, vu les frais ainsi exposés par eux, comme en possession d'un droit acquis de fabriquer sans limitation de production et de vendre au mieux de leurs intérêts. Pour que le monopole de fabrication pût être établi en fait il suffisait que l'Administration se réservât le moyen d'empêcher de nouvelles distilleries de se créer, de « *contingenter* » les distilleries existantes, c'est-à-dire de répartir entre elles la production et enfin d'obliger les distillateurs à vendre à la Régie la totalité de leur production à un prix fixé par elle et représentant le prix de revient du produit augmenté du bénéfice du distillateur. En ce qui concerne le monopole de vente, il suffisait de revenir au système du 1^{er} juin 1897 c'est-à-dire de confier à la Régie elle-même ou à un débitant général le soin d'acheter la production et de la répartir suivant les besoins de la consommation.

C'est ce processus en soi très simple que permirent de suivre les arrêtés des 20 et 22 décembre 1902 signés par M. le Gouverneur Général Beau mais en réalité, rappelons-le, élaborés par M. Doumer et constituant le couronnement de l'œuvre fiscale poursuivie durant cinq années par le fondateur de l'Union Indochinoise.

La législation instituée en 1902 est encore celle qui régit en 1913 les alcools indigènes en Indochine.

Mais au cours de cette période décennale, ce régime a subi bien des assauts et, par suite, fait l'objet,

dans l'application, d'assez nombreuses retouches.

Jusqu'à l'année 1908 c'est encore l'esprit de fiscalité à outrance qui domine ; toutes les mesures prises tendent uniquement à accroître le rendement de la taxe : Nous pourrions appeler cette période celle du « *monopole rigoureux et intransigeant* ».

Puis l'Administration locale et les pouvoirs métropolitains s'aperçoivent à la longue que la politique indigène, singulièrement sacrifiée depuis plusieurs années déjà, ne saurait être considérée comme quantité négligeable dans une colonie comme l'Indochine, sans que soit compromise peu à peu la durabilité même de notre établissement dans ce pays. C'est ainsi que, dès 1906, mais surtout à partir de 1908 s'ouvre, avec une orientation politique nouvelle, une ère de détente caractérisée par un certain nombre de mesures susceptibles d'apaiser les ressentiments de la population indigène en donnant satisfaction à quelques-uns des ses desiderata les plus légitimes. C'est ce que nous appellerons la période du « *monopole tempéré et indulgent* ».

Nous ne saurions trop insister, dès à présent, sur l'importance que présente à nos yeux la distinction très nette qui s'établit entre les deux périodes ci-dessus caractérisées. C'est pour n'en point tenir un compte suffisant que bon nombre d'auteurs et de publicistes se laissant pour ainsi dire hypnotiser, nous dirions presque terrifier, par le vocable même de mo-

nopole et par tout ce que ce système comportait avant 1908 d'abus réels et vexatoires, font excessivement bon marché des modalités dont ledit système est pratiquement susceptible et n'ont pas d'appréciations assez sévères pour la solution qui vient d'être donnée au problème à résoudre au mois d'avril 1913 par le gouvernement actuel de notre grande Colonie d'Extrême-Orient.

CHAPITRE PREMIER

Le monopole « rigoureux et intransigeant » 1902-1906

SECTION I

Etude des Arrêtés des 20 et 22 décembre 1902

§ 1. — L'ARRÊTÉ DU 20 DÉCEMBRE 1902.

(Fabrication)

Le monopole absolu de fabrication des alcools indigènes n'est pas créé par l'arrêté du 20 décembre 1902 : ce texte donne seulement à l'Administration locale la possibilité de l'établir *en fait*. Voici, en effet, comment s'exprime l'article 4 : « Toute personne ou société, tout village ou association de villages voulant se livrer, en Indochine, à la fabrication des alcools européens ou indigènes, des liqueurs, eaux-de-vie, vins de Chine ou autres spiritueux, doit au préalable en obtenir l'autorisation du Directeur des Douanes et Régies de l'Indochine... *L'autorisation peut être refusée*, si l'établissement ne présente pas les garanties réglementaires ou si la création d'une nouvelle

distillerie est jugée inopportune pour les besoins des consommateurs, ou si elle tend à créer des charges inutiles pour le service de surveillance par la Régie... » L'Administration se réserve donc le pouvoir absolu et, ajoutons-le, arbitraire, de limiter la production aux besoins de la Régie et de tuer ainsi la concurrence.

L'article 91 dispose ce qui suit : « Les distillateurs autorisés à fabriquer des alcools indigènes dans la circonscription d'un dépôt régional ne peuvent livrer leurs alcools à la consommation locale que par l'intermédiaire de la Régie si l'Administration gère le dépôt en Régie directe, ou du débitant général de la région, seul dépositaire des marques de la Régie. Le prix maximum de vente par les distillateurs aux débitants généraux (ou à la Régie dans le cas de régie directe) est fixé par un arrêté du Gouverneur Général à *un taux identique pour tous les distillateurs d'une même région* d'après le prix de fabrication augmenté du bénéfice des distillateurs...

Les quantités à livrer par chaque distillateur pour la consommation locale *peuvent être limitées* d'après les chiffres fixés à la décision autorisant l'ouverture de la distillerie, et, au besoin, d'après la moyenne de la production de l'établissement pendant les deux dernières années. C'est cette disposition qui institue ce qu'on appelle le « contingent » des distilleries autorisées. « Si la production ainsi limitée est insuffisante

pour les besoins de la consommation locale, l'Administration peut s'adresser par voie de préférence, à ceux qui lui auront consenti les prix les plus réduits et qui seront dès lors autorisés à augmenter leur production ordinaire en raison des besoins supplémentaires. »

L'article 83 décide que les alcools destinés à la vente seront logés dans des récipients dont le modèle sera ultérieurement déterminé et qui seront munis d'un système de garantie ou revêtus des marques et cachets de la Régie.

L'article 87 stipule que « le prix de vente aux consommateurs des alcools indigènes et des vins de Chine (1) logés dans les récipients fermés de la Régie est fixé par l'Administration. La valeur du récipient comprise dans le prix de vente est obligatoirement remboursée par les débitants aux consommateurs contre le rapport du récipient. Le prix officiel à rembourser sera fixé par des arrêtés du gouverneur général. »

Enfin l'article 32 spécifie que : « les alcools destinés à la consommation des indigènes devront être en principe le produit de la mise en œuvre du riz « nêp » et du riz (ordinaire). Toutefois, suivant les régions

1. On désigne sous le nom de vins de Chine de l'alcool à 50° dans lequel on fait macérer des plantes ou écorces odorantes récoltées en Chine ou dans la Haute-Région du Tonkin.

et les procédés de distillation, le Directeur des Douanes et Régies pourra autoriser l'addition d'une proportion déterminée de maïs, jus de canne ou mélasse. Les produits achevés *devront avoir le goût empyreumatique* spécial aux boissons alcooliques employées par les indigènes. »

La taxe de consommation est fixée à 0 § 25 par litre d'alcool pur (art. 2, § 2).

L'alcool de riz ordinaire livré à la consommation doit titrer exactement 40° (art. 35).

Toutes les opérations de fabrication, la tenue des écritures, la liquidation des droits, les conditions des mélanges et des coupages, les mutations d'entrepôt, tout ce qui a trait enfin au fonctionnement intérieur des fabriques est prévu en détail. La plupart de ces dispositions ne sont que la reproduction plus ou moins textuelle des règlements métropolitains (1).

Le système de *répression* prévu par l'arrêté du 20 décembre (Titre IX) tend, par une sévérité bien marquée, à réfréner la fraude que le nouveau régime ne peut manquer de provoquer par les restrictions prohibitives apportées à la liberté de fabrication. La distillation clandestine est particulièrement visée et, pour l'atteindre plus sûrement, on remet en vigueur la disposition *rendant les autorités des villages responsables* des condamnations pécuniaires prononcées

1. Voir Guerneur, *op. cit.*, p. 205.

contre leurs administrés et pécuniairement responsables des infractions relevées à la charge d'inconnus, lorsqu'elles n'auront fait, préalablement à la constatation de l'infraction, aucun acte pour prévenir ou empêcher le délit de se commettre (1) ou quand, par suite de refus d'assistance ou de négligence grave de leur part, le délinquant ou les pièces à conviction auront été soustraits à la justice. Les pénalités applicables aux contrebandiers sont : l'emprisonnement de quinze jours à trois ans et l'amende de 500 à 5.000 francs exécutable par la contrainte par corps, ou l'une de ces deux peines seulement. La détention de substances en fermentation ou en macération, la possession d'un ou plusieurs alambics suffisent à constituer l'infraction. L'individu convaincu d'avoir acheté ou recélé sciemment des alcools pris par lui chez un distillateur clandestin est puni, comme complice, des mêmes peines que ce dernier.

Quiconque est surpris vendant ou transportant des alcools indigènes ne titrant pas le degré impératif fixé par l'Administration (40°) est puni d'une amende de 100 à 500 francs.

Enfin les procès-verbaux rédigés par les agents des Douanes et Régies font foi jusqu'à inscription de faux (2).

1. Voir arrêté du 1^{er} juin 1897, p. 39.

2. Ce n'est là qu'un résumé des principales dispositions du titre IX.

Quant à la procédure des poursuites en matière de Douanes et Régies elle fait l'objet d'un arrêté spécial en date du 5 juin 1903.

§ 2. — L'ARRÊTÉ DU 22 DÉCEMBRE 1902.

(*Vente*)

L'Arrêté du 22 décembre 1902 est relatif à la vente des alcools indigènes. Par l'article 1^{er} l'Administration se réserve le choix entre deux procédés. Les dépôts régionaux et entrepôts d'alcool indigène et vins de Chine peuvent être gérés, soit par l'Administration en régie directe, soit par des particuliers, portant le titre de débitants généraux et substitués à la Régie pour le ravitaillement des débits de gros et de détail de chaque région, dont les limites territoriales sont fixées par arrêté.

Les débitants généraux peuvent recevoir des alcools indigènes prêts à être livrés à la consommation ou bien des alcools neutres ou rectifiés qu'ils coupent avec des alcools indigènes. Ils sont soumis à l'exercice.

Ils doivent satisfaire aux besoins de la consommation. A cet effet ils sont tenus d'avoir constamment dans leurs dépôts régionaux des approvisionnements et de placer dans les villages et partout où le besoin s'en fait sentir le nombre de marchands en gros et de débitants de détail nécessaire pour donner à la

population des facilités suffisantes de s'approvisionner.

Nul ne peut vendre des alcools sans être muni d'une licence, licence de marchand de gros dont le coût est de 6 piastres ou licence de débitant au détail, dont le prix est de 1 piastre. Ces licences sont délivrées aux débiteurs généraux eux-mêmes par l'Administration mais celle-ci a le droit d'en contrôler étroitement le placement et d'imposer l'ouverture de nouveaux établissements de vente là où elle le juge nécessaire.

Les prix de vente des alcools indigènes et vins de Chine, sont fixés par des arrêtés du Gouverneur général. Ces prix sont affichés à la porte du magasin de vente en français quôc-ngu et caractères chinois.

Il est facile de constater, à l'examen rapide des principales dispositions contenues dans les arrêtés des 20 et 22 décembre 1902, que, sous l'apparence d'un régime unique, ces textes ont laissé à l'Administration le choix entre plusieurs systèmes tout à fait différents : monopole de fabrication ou de vente exercé en régie directe ou affermé et liberté commerciale de fabrication et de vente sous certaines conditions destinées à assurer la perception de la taxe.

Seuls le Tonkin et le Nord-Annam (1) ont connu à

1. Parce que géographiquement et historiquement assimilé au Tonkin.

la fois le monopole de fabrication de fait et le monopole légal de vente affermé, aboutissement nécessaire, nous l'avons vu, de l'évolution commencée en 1897 dans cette partie de l'Union Indochinoise et si délibérément hâtée par l'Administration de M. le Gouverneur général Doumer (1).

Nous venons d'examiner comment, en droit, l'Administration locale était armée pour faire naître ce monopole. Il nous reste à étudier la façon dont pratiquement il est né et s'est organisé.

1. Les divers régimes en vigueur dans les autres parties de l'Union Indochinoise peuvent se résumer de la façon suivante :

Cochinchine. — La production est assurée en majeure partie par la Société des Distilleries de l'Indochine liée à l'Administration par un contrat en date du 12 novembre 1905 et par quelques distilleries chinoises autorisées, auxquelles l'alcool est payé à un prix de deux tiers supérieur à celui de l'alcool « Fontaine ». La vente, d'abord mise en régie directe en 1906 et 1907, est, depuis 1908, assurée par des débiteurs régionaux, pour la plupart chinois, liés à l'Administration par des traités de gré à gré.

Centre et Sud-Annam. — En raison de la structure géographique du pays on a maintenu le principe de la distillation libre, mais exercée, succédant au régime de la ferme qui fonctionnait dès avant notre arrivée. Les distillateurs cèdent directement aux débiteurs de gros le produit de leur fabrication. Le prix de vente de l'alcool n'a pas de limite légale.

Cambodge. — Maintien du régime de la libre concurrence ; la fabrication et la vente, entre les mains des Chinois, sont encore régies par l'arrêté du 16 septembre 1898. Les prix de vente ne font l'objet d'aucune limitation. Liberté du récipient.

SECTION II

L'organisation des deux monopoles de fabrication et de vente au Tonkin et dans le Nord-Annam.

§ 1. — MONOPOLE DE VENTE

Si, contrairement à l'ordre logique des choses nous croyons devoir placer en tête de cette section l'étude du monopole de vente des alcools indigènes, c'est que, dans l'ordre chronologique, c'est ce monopole qui a vu le jour le premier. Dès le 31 décembre 1902 en effet, l'Administration, faisant immédiatement application de l'article 1^{er} de l'arrêté du 22 décembre, constitue, par contrat, débitant général des alcools indigènes pour le Tonkin et les trois provinces du Nord-Annam (Thanh-hoa, Nghê-An et Ha-tinh), un industriel du Tonkin M. Raoul Debeaux à qui s'est plus tard substituée la Compagnie Générale du Tonkin et du Nord-Annam.

A. — *Analyse du contrat Debeaux.*

Par cette convention (1), M. Raoul Debeaux est agréé par l'Administration en qualité de débitant général de la Régie pour le transport et la vente des

1. Signée de M. Levecque, directeur des Douanes et Régies agissant pour le compte du Gouvernement Général de l'Indochine.

alcools indigènes et vins de Chine au Tonkin et dans le Nord-Annam.

Cette concession est accordée pour dix ans, du 1^{er} janvier 1903 au 31 décembre 1912. Toutefois, l'Administration se réserve la faculté de reprendre son monopole à partir de l'expiration de la huitième année d'exploitation par le Débitant Général et ce, en le prévenant un an à l'avance.

L'article 4 du contrat, se référant aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté du 22 décembre 1902, énumère les mesures imposées au Débitant Général pour assurer le ravitaillement des consommateurs : existence dans chaque province d'un stock d'alcool représentant les besoins de la consommation pendant quinze jours au moins, ouverture dans les villages de débits de gros et de détail en nombre suffisant pour donner toutes facilités aux consommateurs de se pourvoir d'alcool, placement de licences de débitants ambulants pour assurer la vente sur les marchés.

Le recrutement des débitants de toutes catégories a lieu par les soins du Débitant Général, mais l'Administration exerce son contrôle, elle élimine qui bon lui semble et elle a le droit de faire augmenter le nombre des débitants de n'importe quelle catégorie si elle le juge insuffisant (art. 5).

L'article 8 fixe à 0 \$ 03 (3 cents) par litre d'alcool ordinaire à 40° vendu, la rémunération allouée au

Débitant Général(1). Si les ventes d'une année dépassent 12 millions (2) de litres, le Débitant Général doit reverser à l'Administration, à titre de bonification, 0,005 (un demi-cent) par litre sur la quantité excédant 12 millions.

Pour les alcools indigènes dits « parfumés » la remise allouée au Débitant Général est de 0 § 06 par litre ; pour les vins de Chine elle est fixée à 0 § 05 (art. 9).

Ces rémunérations doivent être augmentées dans des proportions fixées par le contrat (art. 10) à raison des frais supplémentaires de fourniture de récipients, systèmes de fermeture, étiquettes et marques officielles, mise en bouteilles, etc..., dès que l'Administration aura décidé l'application de l'article 83 de l'arrêté du 20 décembre 1902.

Dans tous les cas de vente de l'alcool en récipients, le Débitant Général est autorisé (art. 11) à exiger de tout acheteur la consignation d'une somme représentant la valeur du récipient d'après son prix de revient. Cette consignation doit être obligatoirement remboursée dans tous les débits, contre remise dudit récipient.

Le § 2 de l'article 13 détermine de quelle manière sont établis et arrêtés par le Gouverneur Général

1. Les remises des débiteurs de gros et de détail sont de 1 centième de piastre.

2. Notons qu'il n'est fixé aucun minimum de vente.

les prix de vente du Débitant Général aux marchands en gros, aux débiteurs au détail et aux consommateurs.

Le point de départ pour la fixation de ces prix est le prix de cession de l'alcool par les distillateurs, fixé lui-même par arrêté spécial d'après une échelle basée sur le cours des riz.

La publicité à donner à ces prix de vente, pour éviter des abus de la part d'intermédiaires peu scrupuleux, est déterminée par l'article 14 du contrat qui reproduit les dispositions de l'article 23 de l'arrêté du 22 décembre.

Afin d'éviter que, par suite de causes fortuites, quelques régions puissent rester accidentellement dépourvues d'alcool, l'article 15 prévoit l'ouverture obligatoire par le Débitant Général de 15 entrepôts régionaux au Tonkin, y compris le premier Territoire Militaire (Lang-Son) et de 4 de ces établissements dans le Nord-Annam.

Ces dépôts régionaux, soumis à l'exercice permanent des préposés de la Régie, doivent être gérés par des agents européens ; dans chaque province le Débitant Général doit avoir à sa solde un employé européen pour la surveillance des débits.

Au cas où le nombre des dépôts régionaux ne paraîtrait pas suffisant, l'Administration se réserve (art. 16) le droit de le faire augmenter par le Débitant Général.

La taxe de consommation (art. 22) est due à la sortie des entrepôts sur toutes les quantités prêtes à être livrées à la consommation.

L'article 27 — disposition très importante — (1) stipule que : à l'expiration du contrat, l'Administration des Douanes et Régies reprendra directement l'exercice de son monopole de vente des alcools indigènes, tout en se réservant la faculté de résilier le contrat au bout de la huitième année d'exploitation conformément à l'article 2 ci-dessus spécifié. Dans *l'un et l'autre cas* l'Administration s'engage à reprendre les immeubles, le mobilier, les approvisionnements, le matériel d'exploitation à l'exception du matériel naval d'après un inventaire dressé contradictoirement et à un prix soit fixé par expert, soit établi d'après la valeur exacte portée aux inventaires de l'entreprise après amortissements annuels qui ne peuvent être inférieurs à 5 % de la valeur actuelle pour la partie immobilière et à 10 % pour la partie mobilière.

Enfin, par l'article 28, le Débitant Général s'interdit absolument, à peine de résiliation du contrat, de faire dans ses entrepôts et magasins de vente le commerce de toutes autres marchandises que les produits monopolisés : alcools indigènes, sel, opium, allumettes et pétrole.

1. Nous verrons l'application qui en sera faite en 1911.

B. — *Genèse du contrat Debeaux.*

Ainsi donc, contrairement au système de l'arrêté du 1^{er} juin 1897 et, bien que l'article 1^{er} de l'arrêté du 22 décembre 1902 semble ne viser que la concession *à des particuliers* désignés tout au plus pour un *groupe de provinces*, de l'exploitation du monopole de vente des alcools indigènes, nous venons de constater qu'en fait cette concession se trouve, par le contrat du 31 décembre 1902, accordée à une seule et même personne pour tout le territoire du Tonkin et les trois grandes provinces du Nord-Annam.

Nous verrons par la suite quels inconvénients devaient résulter de l'application de cette convention. Posons simplement, quant à présent, la question de savoir si, au 31 décembre 1902, la décision prise par le Chef de la colonie pouvait se justifier soit par des raisons de droit, soit par des raisons de fait.

On a prétendu (1) que M. Raoul Debeaux, n'ayant pas retiré du privilège pour la vente du sel obtenu par lui en 1900 tous les avantages qu'il avait escomptés et rendant l'Administration responsable de son insuccès, s'appêtait à lui faire un « procès à grand fracas » et que c'est devant cette menace que l'Administration s'était résignée à lui allouer une large

1. Cf. *Bulletin de l'Asie française*, août 1908 et juin 1909.

compensation en lui attribuant le monopole de vente des alcools indigènes au Tonkin et dans le Nord-Annam. A supposer que cette explication fût fondée, — ce que nous ne saurions ni ne voudrions affirmer — elle ne pouvait suffire à l'Administration locale pour justifier aux yeux des pouvoirs métropolitains et de l'opinion publique la signature apposée par elle au bas du contrat Debeaux. Aussi bien avait-elle de meilleures raisons de fait à faire valoir pour sa défense.

Sous l'empire des dispositions de l'arrêté du 1^{er} juin 1897, MM. Debeaux et Danzer étaient devenus adjudicataires pour trois ans (deux périodes de 18 mois) du monopole de la vente des alcools indigènes, dans les sept provinces de Son-tây, Bac-Giang, Bac-Ninh, Hung-yên, Thái-binh, Phù-ly et Hai-duong ; puis M. Debeaux avait désintéressé son associé et était demeuré seul à la tête de son entreprise.

A l'expiration de ses contrats, et sous le régime de liberté commerciale résultant de l'application au Tonkin de l'arrêté du 16 septembre 1898 (1), M. Debeaux, profitant des installations qu'il avait créées pour l'exploitation de son monopole partiel, avait continué son commerce de vente des alcools et nous avons vu (2) que, par une convention passée en décembre

1. Voir page 46.

2. Voir page 47.

1900 avec la Société des distilleries de l'Indochine, il s'était engagé à écouler toute la production de cette société, tendant ainsi à créer à son profit un quasi-monopole de fait. Mais il avait éprouvé quelques déceptions par suite du changement de régime et de l'installation dans des conditions irrégulières de distilleries chinoises qui lui faisaient une concurrence déloyale ; c'est alors que, sous le gouvernement de M. Doumer, l'Administration avait entamé avec lui des pourparlers tendant à la constitution en sa faveur d'un monopole absolu de vente. Ce sont ces pourparlers qui bientôt se transformèrent en engagements précis que M. le Gouverneur Général Beau ne put et ne fit que consacrer en apposant sa signature au bas du contrat du 31 décembre 1902. Voici d'ailleurs comment M. Beau justifie cet acte qui lui a été si souvent, et, il faut le reconnaître, si injustement reproché : « M. Raoul Debeaux, fermier des alcools dans plusieurs provinces, avait donné toute satisfaction à l'Administration dans l'approvisionnement des régions soumises à son action. Il s'occupait, en outre, de la vente du sel et avait été encouragé par la Régie à étendre son commerce de façon à être en mesure, dans un délai rapproché, d'assurer la vente de tous les produits monopolisés. L'Administration avait tout intérêt à substituer dans ses prérogatives pour un essai semblable, nécessitant des dépenses considérables, un commerçant possé-

dant déjà l'outillage et les installations nécessaires. Ces motifs firent agréer M. Debeaux comme débitant général (1). »

Si nous nous plaçons par la pensée, en critique impartial, au moment précis où fut signé le contrat de 1902, nous devons reconnaître que les raisons données par M. Beau n'étaient pas dépourvues de valeur. Il est certain que l'Administration pouvait alors trouver dans le développement de l'entreprise de M. Raoul Debeaux, dans ses nombreuses installations disséminées un peu partout au Tonkin et dans le Nord-Annam, dans l'existence d'un personnel déjà familiarisé avec ces sortes d'affaires, des conditions économiques particulièrement favorables qu'aucune autre société ou particulier n'aurait pu offrir.

Quoi qu'il en soit et faisant maintenant complètement abstraction de la personnalité avec laquelle l'Administration crut devoir conclure la convention de Décembre 1902, nous estimons parfaitement fondées certaines des objections de principe qui, en mai 1903, furent — trop tard et inutilement — formulées par le Département concernant les dispositions du contrat susvisé (2).

C'est ainsi que nous trouvons difficilement défendable en soi l'attribution à une seule personne ou à

1. *Situation de l'Indochine, 1902-1907.*

2. V. Peyrouton, *Les Monopoles en Indochine*, pages 88 et 89.

une seule société d'un monopole aussi considérable tant par l'importance du service à effectuer que par l'étendue du périmètre d'action du bénéficiaire, monopole dont l'exercice pouvait dans la pratique — et nous verrons que les faits ont largement justifié sur ce point les appréhensions du Département — engendrer de nombreux abus.

Non moins justes et non moins vérifiées par les événements sont les observations formulées par le Ministre de 1903 au sujet de l'imprécision des clauses du rachat. Nous n'en voulons pour preuve que les surprises douloureuses éprouvées par l'Administration lorsque, à la fin de 1910, il s'est agi d'interpréter lesdites clauses, de discuter et de payer la note du rachat anticipé de la ferme.

Il est permis de regretter aujourd'hui que la précipitation évidente avec laquelle ce contrat fut signé, et les clauses quasi-léonines qu'il renferme au profit du bénéficiaire du monopole, aient pu donner lieu, non seulement de la part de polémistes passionnés, interprètes plus ou moins convaincus d'intérêts privés, lésés ou non satisfaits, mais aussi, ce qui est plus grave, de la part d'écrivains sérieux et désintéressés à des critiques désobligeantes pour l'Administration qui présidait alors aux destinées de l'Indochine et à des appréciations sévères mais souvent méritées à l'égard de nos méthodes administratives.

§ 2. — MONOPOLE DE FABRICATION

A. — *Genèse du monopole de fabrication*

Si le contrat du 31 décembre 1902 pour la vente des alcools indigènes n'est en somme qu'une forme nouvelle et exagérée de l'exploitation d'un monopole existant depuis 1897 au profit de la Colonie, on peut dire que l'institution au début de 1903 d'un *monopole de fabrication* constitue un événement nouveau qui semble bien dépasser le but des efforts réalisés depuis 1897 dans le sens d'une concentration de la production destinée à rendre plus aisée l'assiette de la taxe de consommation sur l'alcool et à accroître le rendement de cette « bête de somme » du Budget général. Comment cette concentration a-t-elle fini par dégénérer en un monopole absolu, monopole que, rappelons-le, l'arrêté du 20 décembre 1902 ne créait pas, semblait même, dans la forme, ne pas oser prévoir, mais qu'il permettait, il est vrai, d'instituer en fait ?

Dès le 29 décembre 1902 un arrêté du Gouverneur Général, pris en exécution de l'article 91 de celui du 20 décembre (1), détermina le prix de vente de l'alcool par les distillateurs au Débitant Général et ce

1. Cf. page 55.

prix fut fixé uniformément pour toutes les usines, quel que fût le mode de fabrication, d'après le cours du riz. La série de prix de l'arrêté du 29 décembre était la suivante :

20 \$ 80 l'hectolitre d'alcool pur, quand le cours du picul de 60 kgr. 400 de riz variera entre :

		2 \$ 20 et 2 \$ 45
22 \$ 40		2 \$ 45 et 2 \$ 70
24 \$ 00		2 \$ 70 et 2 \$ 95
25 \$ 60		2 \$ 95 et 3 \$ 20
27 \$ 20		3 \$ 20 et 3 \$ 45
28 \$ 80		3 \$ 45 et 3 \$ 70
30 \$ 40		3 \$ 70 et 3 \$ 95
32 \$ 00		3 \$ 95 et 4 \$ 20
33 \$ 60		4 \$ 20 et 4 \$ 45
35 \$ 20		4 \$ 45 et 4 \$ 70

Rappelons que ce même article 91 de l'arrêté du 20 décembre 1902 oblige tous les distillateurs à livrer l'intégralité de leur production au Débitant Général substitué à la Régie, aux prix ci-dessus indiqués.

Or, si cette échelle *unique* pouvait sembler avantageuse pour les fabricants utilisant le procédé Calmette, elle ne parut pas l'être pour les distillateurs employant les procédés asiatiques d'un rendement

très inférieur. Ces derniers refusèrent nettement de se soumettre aux dispositions récemment mises en vigueur et la plupart d'entre eux cessèrent brusquement leur production. Seules les usines de Hanoï et Nam-dinh, appartenant à la Société des Distilleries de l'Indochine, continuèrent à alimenter les entrepôts du Débitant Général. Le conflit menaçait d'entrer dans une phase aiguë, de nombreux procès contre l'Administration se montraient à l'horizon et la Régie, obligée d'assurer les besoins de la consommation, était exposée à faillir à ses engagements envers le Débitant Général. Elle n'avait le choix qu'entre trois solutions : ou bien il fallait adopter des prix d'achat aux distillateurs plus élevés, ce qui eût eu pour résultat de hausser les prix de vente au consommateur, ou il fallait exproprier purement et simplement les usines récalcitrantes, ce qui parut impossible à réaliser administrativement ; la troisième solution consistait à charger les distillateurs exploitant le procédé Calmette, c'est-à-dire travaillant au moindre prix, d'assurer *seuls* les besoins de la consommation du Tonkin et du Nord-Annam après qu'ils auraient désintéressé tous les autres producteurs, l'Administration devant recueillir comme avantage une réduction de l'échelle des prix fixés par l'arrêté du 29 décembre 1902.

C'est cette dernière combinaison qui, suggérée au Chef de la Colonie par la Société Française des Dis-

tilleries de l'Indochine, reçut son assentiment et fut mise à exécution. Des pourparlers furent engagés par M. Fontaine, représentant la Société des Distilleries de l'Indochine avec les propriétaires des usines dissidentes. Tous acceptèrent les conditions de rachat qui leur furent offertes (1) sauf MM. Bernhard, Godard et Fischer qui formèrent la Société des Distilleries du Tonkin et construisirent une grande usine à Hai-Duong pour remplacer les sept distilleries anciennes qu'ils exploitaient jusqu'alors. La Société des Distilleries de l'Indochine, ne pouvant éliminer à prix d'argent la nouvelle société concurrente, traita avec elle et, sur la demande de l'Administration, lui concéda une licence du brevet « Amylo », exploitable au Tonkin seulement.

L'opération du rachat des autres distilleries fut dès lors effectuée par moitié par chacune des deux sociétés.

Une fois la situation ainsi liquidée l'Administration se trouvait en présence de deux sociétés qu'elle venait d'engager, par son approbation tacite, à constituer à leur profit et à beaux deniers comptants un monopole de fait. Elle pouvait craindre dès lors que les dispositions de l'arrêté du 20 décembre 1902 ne lui fournissent pas de moyens d'action suffisants vis-à-vis desdites sociétés pour lui permettre de demeu-

1. La dernière distillerie fut rachetée en 1904.

rer constamment en mesure de satisfaire à ses propres obligations envers le Débitant Général. Elle était pour ainsi dire à la merci des deux grandes firmes ; celles-ci pouvaient du jour au lendemain cesser leur production et, en vertu des dispositions de l'arrêté du 20 décembre, l'Administration n'avait le droit de les faire déchoir de leurs contingents qu'au bout de six mois d'arrêt dans leur fonctionnement. C'est pour se mettre à l'abri de pareil aléa que le Chef de la Colonie jugea indispensable de lier les deux sociétés de distillation par un contrat dont les dispositions constituassent pour l'Administration un supplément de garanties nécessaire, vu l'insuffisance de la législation en vigueur.

Tel est, à notre avis, le prétendu « secret » du contrat du 10 mars 1903, telle en est la genèse. Les clauses apparemment avantageuses qu'il renferme au profit des deux sociétés contractantes ont pu faire penser et faire dire que ce contrat n'était que l'onéreuse rançon de services rendus, la compensation de sacrifices imposés. Nous n'avons aucune bonne raison d'ajouter foi à ces explications qui ne nous paraissent reposer sur aucune donnée certaine.

La verve envenimée de certains critiques, sans doute insuffisamment renseignés, s'est particulièrement exercée au sujet de la prétendue « expropriation » ou « dépossession » dont les distilleries dissidentes auraient été victimes lorsqu'elles furent, dans les

conditions ci-dessus exposées, rachetées par les deux sociétés, avec l'assentiment de l'Administration. On n'a pas hésité à qualifier cette procédure, absolument licite en soi, « d'abus véritablement scandaleux de la force et de la souveraineté » (1). Ces qualificatifs nous paraissent entachés d'exagération voire même d'inexactitude.

L'Administration n'étant pas intervenue directement il ne peut être question d'usage, ni, à plus forte raison, d'abus de la souveraineté. L'emploi de la force n'a pas davantage, que nous sachions, vicié les transactions intervenues entre les sociétés rachetantes et les distillateurs rachetés. Les deux parties se sont librement fait leurs offres réciproques, ces offres ont été librement discutées, puis non moins librement arrêtées et acceptées. Nous connaissons tel producteur dissident qui, venant à peine, au moment de l'ouverture des pourparlers en vue du rachat, de commencer à exploiter une distillerie récemment installée par lui d'une façon assez dispendieuse et n'ayant encore acquis qu'un contingent de 627 hectolitres d'alcool pur, se vit offrir 35.000 \$ pour le rachat de son entreprise, tandis que tel autre accepta et ne reçut pour un contingent de 1.889 hectolitres que 27.500 \$. C'est dire qu'il a été suffisamment tenu compte des conditions spéciales

1. Cf. *Bulletin Asie Française*, juin 1909.

à chacune des entreprises ainsi désintéressées.

Prétendra-t-on encore que les distillateurs dissidents « durent se faire racheter à vil prix » ? Nous laissons aux chiffres le soin de répondre : Pour le rachat d'un contingent total de 15.800 hectolitres d'alcool pur, il a été déboursé par les deux sociétés rachetantes 293.000 piastres, soit plus de 18 piastres par hectolitre d'alcool pur.

Que si l'on déplore la constitution du monopole absolu au profit des deux sociétés on s'en prenne donc aux causes efficientes et non point aux conséquences et à la procédure d'exécution. Qu'on blâme l'Administration d'avoir mis les distillateurs exploitant le procédé asiatique dans l'obligation de disparaître comme tels en les empêchant de vivre (1) : c'est peut-être là, en effet, qu'on pourrait être tenté de parler d'abus de la souveraineté ; mais que l'on ne considère point comme assassinés sans merci des morts à qui l'on a pas enlevé, en les anéantissant sur le champ de bataille du monopole, tous les moyens matériels de renaître et de revivre sur d'autres domaines de la lutte économique.

Encore ces morts ne ressemblent-ils pas quelque peu à des suicidés ? La décision administrative qui devait les tuer était-elle donc sans recours, recours contentieux et même simplement recours gracieux ?

1. Cf. Arrêté du 29 décembre 1900.

Fût-il vraiment habile de la part des distillateurs atteints par l'arrêté du 29 décembre d'opposer aux pouvoirs publics une résistance aussi brusque avant même d'avoir tâté le terrain de la conciliation ? Nous sommes persuadés, quant à nous, qu'une attitude plus raisonnable leur eût permis d'obtenir du Chef de la Colonie des concessions grâce auxquelles ils eussent pu continuer de vivre : La distillation chinoise n'est pas morte en Cochinchine ; elle jouit même de faveurs très onéreuses pour l'Administration (1) : il faut croire qu'elle a su les gagner.

B. — *Le contrat Fontaine-Fischer du 10 mars 1903*

La Convention passée le 10 mars 1903 entre M. Crayssac, Directeur Général des Douanes et Régies, agissant pour le compte du Gouvernement Général de l'Indochine d'une part, MM. Fontaine pour le compte de la Société française des Distilleries de l'Indochine et Fischer pour le compte de la Société des Distilleries du Tonkin, d'autre part, charge ces deux sociétés d'assurer les besoins de la consommation indigène du Tonkin et du Nord-Annam.

Cette fourniture doit être faite dans la proportion

1. L'alcool provenant des distilleries chinoises est payé par la régie 51 fr. 50 l'hectolitre d'alcool pur alors qu'elle ne paie en moyenne que 32 francs l'hectolitre provenant des distilleries françaises.

de 70 % par la Société des Distilleries de l'Indochine, 30 % par la Société des Distilleries du Tonkin.

Par l'article 2 les besoins de la consommation sont évalués à 10 millions de litres d'alcool à 40° soit 40.000 hectolitres d'alcool pur : c'est donc là le « contingent » attribué aux deux sociétés (1) par application de l'article 91 de l'arrêté du 20 décembre 1902 et valable tant que durera cette législation.

Quant à la production des autres distillateurs autorisés, existant encore au jour de la mise en vigueur du contrat, elle est limitée aux quantités établies sur la moyenne des deux dernières années (art. 3).

Par l'article 4 l'Administration renonce à son droit d'autoriser la création de distilleries nouvelles, tant que les sociétés contractantes assureront la production des quantités nécessaires à la consommation. C'est cette clause qui consacre le monopole de fait absolu né dans les conditions exposées plus haut au profit des deux sociétés. En se jugulant ainsi l'Administration ne s'impose pas, contrairement à ce qu'on pourrait croire, un sacrifice exorbitant.

C'est elle, ne l'oublions pas, qui a tacitement engagé, en les laissant faire, les deux sociétés à racheter toutes les autres distilleries fonctionnant au début de 1903. Serait-il dès lors logique et admissible qu'après avoir

1. 28.000 hectolitres pour la Société des Distilleries de l'Indochine et 12.000 hectolitres pour la Société des Distilleries du Tonkin.

astreint par contrat lesdites sociétés à la fourniture du contingent total acquis par elles, la même Administration permet aux établissements rachetés de se réédifier? Le bon sens seul suffit à justifier la clause de l'article 4 et si, objectivement, cette clause pouvait être critiquée, ce n'est pas à elle-même qu'il faudrait s'attaquer, mais bien aux motifs que l'Administration s'était donnés, antérieurement à la passation du contrat, de l'y insérer.

Si d'ailleurs ce raisonnement ne suffisait pas pour prouver que l'article 4 ne constitue pas pour l'Administration une « *capitis deminutio* » purement bénévole mais qu'il ne fait qu'affirmer contractuellement une sorte d'obligation naturelle, nous n'aurions qu'à invoquer à l'appui de notre démonstration la procédure suivie en 1904 par le Gouvernement de l'Indochine lorsqu'il projeta d'instituer le monopole de fabrication de l'alcool en Cochinchine. Voici en effet comment les choses se passèrent : L'Administration fit à la Société française des Distilleries de l'Indochine des propositions tendant à la charger de la production de l'alcool nécessaire à la consommation dans cette partie de l'Union, soit par son usine de Cho-lon, qui serait autorisée à participer à la production pour une quantité déterminée de litres d'alcool pur, soit par les distilleries chinoises qu'elle aurait acquises. Elle autorisa en conséquence ladite société à racheter à ses frais et à l'amiable

toutes les distilleries alors en exercice qui accepteraient ses offres. Elle décida en même temps que le contingent de production fixé pour les établissements ainsi acquis serait définitivement attribué à la société et *qu'aucune nouvelle distillerie ne serait autorisée*, tant que les besoins de la consommation seraient assurés. Elle envisagea enfin l'éventualité d'un contrat destiné à confirmer *le droit de la société au contingent total* acquis par elle à la suite des opérations de rachat susvisées.

En agissant ainsi à la fin de 1904 et pour la Cochinchine, l'Administration consacrait d'une façon très nette, en la renouvelant, la procédure déjà suivie par elle au Tonkin au début de 1903 ; c'est dire qu'au nord comme au sud de l'Indochine les mêmes causes devaient produire les mêmes effets et que ce qui, en 1904, était reconnu nécessaire et logique en Cochinchine ne saurait être considéré comme inexplicable ou abusif, en 1903, au Tonkin.

Le contingent de 40.000 hectolitres d'alcool pur attribué aux deux sociétés n'est pas limitatif. L'Administration s'engage à leur réserver, pendant la durée du contrat, le surplus de la production nécessaire, et cela dans la proportion de 2/3 à la Société des Distilleries de l'Indochine et de 1/3 à la Société des Distilleries du Tonkin.

Par mesure de prudence l'article 5 impose aux deux sociétés l'obligation d'avoir constamment en

magasin un stock de prévoyance égal à la production normale de trois mois. Cette clause permet de parer à toute éventualité ; qu'un arrêt se produise dans la fabrication pour cause d'avaries de machines, d'incendie ou de toute autre cause accidentelle, l'approvisionnement permet d'attendre que les réparations nécessaires soient faites, d'autant plus qu'il n'est pas à prévoir que les trois usines en activité puissent être arrêtées en même temps par des accidents. On trouve d'ailleurs un supplément de garantie dans l'article 10 qui prévoit qu'au cas où une des deux sociétés contractantes ne pourrait pas fournir les quantités qu'elle s'est engagée à livrer à la Régie, l'Administration aurait le droit d'augmenter les quantités demandées à l'autre partie.

Enfin si, chose beaucoup plus grave et assez invraisemblable, les deux sociétés contractantes refusaient de tenir leurs engagements et cessaient brusquement leur production, l'approvisionnement de prévoyance permettrait d'attendre que les usines indigènes, rapidement réédifiées, puissent entrer en fonctionnement et pourvoir aux besoins de la consommation. Ajoutons qu'en ce cas l'Administration aurait, de par l'article 7, § 2 du contrat, le droit d'exploiter les usines en régie.

Les prix de cession au Débitant Général consentis par les deux sociétés et fixés par l'article 8 du contrat sont légèrement inférieurs à ceux qui avaient été

fixés par l'arrêté du 29 décembre 1902 et qui pourtant avaient déjà paru trop bas aux distillateurs employant les procédés indigènes. C'est ainsi que pour des cours du riz variant de 3 § 95 à 4 § 20 le picul, le prix de cession n'est plus que de 30 § 50 au lieu de 32 §, chiffre de l'arrêté susrappelé. C'est là, à vrai dire, la seule contre-partie *apparente* pour l'Administration, des avantages accordés par elle au deux sociétés bénéficiaires du contrat du 10 mars 1903.

Ce dernier est conclu (art. 11) pour une période de dix années. Les sociétés n'auraient pu vraisemblablement s'accommoder d'une durée plus courte qui ne leur aurait pas permis d'amortir leur capital.

Enfin l'article 12 règle la situation des parties contractantes à l'expiration de la convention. La rédaction assez peu explicite et même incomplète de ce texte a donné lieu à des interprétations très différentes de la part des deux parties et ce seul fait a suffi pour attirer aux représentants de l'Administration qui ont apposé leur signature au bas du contrat les critiques les plus vives et les reproches les plus violents. Nous aurons ultérieurement à revenir en détail sur cette importante question. Nous nous contenterons de remarquer, pour le moment, qu'à la différence du contrat Debeaux et du contrat passé en 1905 par la Société des Distilleries de l'Indochine avec l'Administration pour la fourniture des alcools en Cochinchine, le contrat du 10 mars 1902

ne contient point de clause permettant à l'Administration d'en abréger la durée d'exécution.

SECTION III

Fonctionnement du monopole jusqu'en 1906

De 1902 à 1906 toutes les mesures prises par l'Administration n'ont qu'une fin : accroître les recettes du budget général ; c'est, avons-nous dit, la période du monopole « rigoureux et intransigeant ». Tous les inconvénients inhérents à ce mode de perception de la taxe de consommation sont quasi délibérément poussés à leur maximum.

Le prix sans cesse croissant de l'alcool officiel livré à la consommation indigène engendre une contrebande trop rémunératrice, vu la prime énorme dont elle bénéficie, pour ne pas prendre un développement de nature à compromettre l'équilibre budgétaire. La répression intensive, souvent brutale, dont elle est l'objet, ne parvient guère à l'enrayer tandis qu'elle réussit à nous aliéner la population indigène abusivement tourmentée. Enfin les inconvénients, voire même les dangers de l'institution d'un débitant général *unique* pour tout le Tonkin et le Nord-Annam se manifestent dans la pratique d'une façon si éclatante que, pour le critique impartial, se plaçant au-dessus de toutes les considérations de personnes,

il est possible d'affirmer que la ferme générale de la vente fut en réalité, par la façon dont elle fonctionna, la grosse erreur, celle dont les conséquences faussèrent tout le système, celle qui, dans l'opinion des indigènes, finit par en synthétiser tous les vices, celle enfin dont la réparation, quoique forcément tardive, permettra dans la suite, nous le verrons, de réhabiliter dans une certaine mesure auprès de nos protégés un régime fiscal qu'ils avaient eu pendant de trop longues années de légitimes raisons d'abhorrer.

Dès la mise en vigueur des arrêtés des 20 et 22 décembre 1902, les prix de vente des alcools indigènes aux consommateurs subissent une augmentation sensible par rapport aux prix pratiqués sous le régime de liberté inauguré en 1900. Ils passent à 0 \$ 28 le litre pour l'alcool ordinaire à 40 degrés réels et à 0 \$ 37 le litre pour les alcools parfumés titrant 50 degrés réels.

Dans le but d'accroître les recettes budgétaires un arrêté du 10 septembre 1903 élève la taxe de consommation de 0 \$ 25 à 0 \$ 30 par litre d'alcool pur soit 0 \$ 12 par litre à 40 degrés. Les prix de vente au consommateur subissent de ce fait une nouvelle hausse. Un arrêté du 29 mars 1904 les fixe en effet à 0 \$ 29 le litre d'alcool ordinaire en vrac, prix qui représente environ le double de la valeur réelle du produit. Et ce n'est là qu'une étape dans cette marche ascensionnelle.

Au 1^{er} novembre 1904, le Débitant Général se trouve en mesure de livrer aux consommateurs des alcools logés en *réipients officiels* dans les conditions prévues à l'article 83 de l'arrêté du 22 décembre 1902. Un arrêté en date du 28 octobre 1904 intervient pour substituer à la vente au litre en récipient libre, pratiquée jusqu'alors, la vente en bouteilles de 75 centilitres, cela dans le but de gêner, jusqu'à la rendre impossible, la circulation de l'alcool de fraude et de porter par ce moyen un coup fatal à la distillation clandestine. Le prix de la bouteille est fixé à 0 \$ 34 cents, y compris le prix de consignation du récipient qui est de 10 cents (1) ce qui met à 0 \$ 32 cents le prix du litre à 40 degrés en vrac.

Enfin un arrêté du 21 février 1906 crée la bouteille de 10 centilitres, destinée, disait-on, au petit consommateur peu fortuné. Le prix de vente de cette bouteille est fixé à 0 \$ 07 cents, y compris 2 cents 1/2 pour le récipient, ce qui met le litre en vrac à 0 \$ 45 cents prix abusivement exagéré par rapport à celui du litre vendu en bouteilles de 75 centilitres, et de nature à frapper plus lourdement — profonde injustice — le consommateur pauvre que le riche. Un arrêté du 27 avril 1905 ne remédie que faiblement

1. Ce prix de 10 cents est légèrement supérieur au prix de revient de la bouteille de 75 centilitres achetée au Japon et livrée au Tonkin, lequel doit être de 6 à 8 cents, sans que nous ayons pu recueillir à ce sujet de donnée plus précise.

à cet état de choses en tolérant concurremment la mise en vidange d'une bouteille de 75 centilitres avec une bouteille de 10 centilitres pour la vente au détail.

La pratique de la vente en récipients de garantie n'a pas donné, au point de vue financier, les résultats qu'on en attendait mais par contre elle n'a fait qu'accroître les tracasseries subies par les indigènes et multiplier leurs motifs de ressentiment tout en augmentant, sur le dos du contribuable, les bénéfices du Débitant Général. On peut dire qu'à la fin de 1910 la bouteille était devenue pour nos protégés un véritable épouvantail. Les doléances que nous avons personnellement recueillies à cet égard et les faits que nous avons relevés ne nous ont laissé aucun doute sur les inconvénients de ce système et les multiples abus auxquels il a donné lieu dans l'application.

D'abord la vente en bouteilles n'a pas apporté à la distillation clandestine la grande gêne que l'on escomptait. Et cela se comprend : sous un régime qui a pour effet d'imposer au consommateur une boisson d'usage courant à des prix manifestement exorbitants, la distillation clandestine est partout, elle alimente la consommation sur place et ses produits ne circulent pas ou presque pas.

Ensuite le bouchage des bouteilles à l'aide de capsules adhésives ne constitue pas une garantie absolue contre la fraude. Il peut arriver et il est arrivé fré-

quemment que l'Annamite, marchand de gros ou débitant de détail, enlève la capsule et la remet en place après avoir additionné d'eau une partie du contenu de la bouteille. Un autre genre de fraude pratiqué particulièrement par les débitants consiste à découper très délicatement le rond de la capsule; une fois le contenu de la bouteille épuisé, on remplit cette dernière avec de l'alcool de contrebande ou l'on mouille une partie de l'alcool à 40 degrés, on bouche on colle adroitement le rond de la capsule et on livre la bouteille au premier acheteur qui se présente. Cette fraude est assez difficile à découvrir tant la capsule est adroitement reconstituée; aussi le capsulage a-t-il été assez rapidement remplacé par un cachetage à la cire qui offre un peu plus de garanties sans cependant constituer un obstacle invincible pour l'ingéniosité des fraudeurs.

Mais le vice majeur du système réside dans l'obligation faite au consommateur de consigner le prix de la bouteille à un taux exagéré eu égard à la valeur intrinsèque du récipient et du contenu. Il est arrivé très fréquemment —, et c'est là un des gros reproches adressés à la gestion de la Compagnie Générale du Tonkin et du Nord-Annam —, que des débitants, voire même des marchands de gros indigènes peu scrupuleux ont, pour les motifs les plus futiles, légère ébréchure par exemple, refusé de reprendre les bouteilles vides que leur rapportaient les consommateurs, ce

qui avait pour résultat d'accroître de quelques cents⁽¹⁾ par bouteille de 75 centilitres le bénéfice du Débitant Général, en majorant de 10 cents le prix de l'alcool pour lesdits consommateurs, soit racheté ces bouteilles à prix réduit tout en les portant en compte comme remboursées au prix consigné, ce qui avait pour résultat de leur procurer des bénéfices illicites.

La mise en vigueur du régime de vente en bouteilles a immédiatement amené dans la plupart des provinces un fléchissement notable des ventes. C'est ainsi que dans la province de Nam-Dinh les ventes s'abaissent de 128.837 litres à 40 degrés pendant le mois précédant l'application du système à 57.362 litres pendant le mois suivant ; à Ninh-Binh on passe de 48.334 litres à 17.360 ; à Hai-Duong on descend de 98.192 litres à 66.615. Pour l'ensemble du Tonkin et du Nord-Annam les ventes de 1905 s'élèvent à 13.382.359 litres contre 14.185.937 litres en 1904 et pour le Tonkin seul les recettes budgétaires nettes tombent de 1.474.000 § en 1904 à 1.417.000 § en 1905 : tristes résultats, il faut le reconnaître, au point de vue purement fiscal, plus tristes résultats encore, et pour cause, au point de vue politique.

Et ce n'est pas tout : l'exécution très imparfaite du contrat du 31 décembre 1902 par M. Debeaux, puis par la Compagnie Générale au point de vue de l'or-

1. Différence entre le prix de revient et le prix de consignation.

ganisation même de la vente, de l'installation et du nombre des débits de gros et de détail est un des faits qui ont suscité les critiques les plus vives et les plus méritées contre le régime de 1902.

La Compagnie Générale, grande société commerciale qui, naturellement, n'a pu se constituer que par la promesse faite à ses actionnaires de dividendes rémunérateurs (1), agit en commerçant : elle recherche les bénéfices mais évite avec soin les frais inutiles et plus encore les opérations qui doivent entraîner des pertes. Elle gère son affaire dans un esprit avant tout mercantile et certes on ne peut guère demander à des commerçants de se comporter autrement. C'est à l'Administration, quand elle fait appel au concours d'intérêts privés, à tenir compte de cet état d'esprit dans l'élaboration des clauses contractuelles par lesquelles elle les lie et surtout dans la limitation de leur champ d'action. L'expérience a prouvé au Gouvernement de l'Indochine quelle imprudence il y avait eu, en 1902, à ne se point suffisamment inspirer de ces considérations.

Donc en 1903 on ne tarda pas à s'apercevoir que, si le fonctionnement du monopole de vente avait été assuré, dès la première heure, dans les régions où les résultats commerciaux promettaient d'être satis-

1. On sait en effet quelle timidité est celle des capitaux français lorsqu'il s'agit de s'employer dans des entreprises coloniales.

faisants, par contre l'organisation de la vente ne s'étendait que lentement ou même pas du tout aux circonscriptions d'un accès difficile ou dont l'éloignement par rapport aux centres de production devait entraîner des frais de transport onéreux et susceptibles de diminuer les bénéfices de la Compagnie fermière.

C'est ainsi que toute une partie du Tonkin, dont le ravitaillement paraissait trop pénible et où la répression de la fraude se heurtait à des obstacles particulièrement sérieux, fut purement et simplement abandonnée par la Compagnie Générale : Nous voulons parler des territoires de Thât-Khê, Cao-Bàng, Ta-Lung et Bao-Lac, situés dans la Haute-Région.

Il fallut, pour assurer l'approvisionnement de ces circonscriptions en alcool, autoriser, avec le consentement des deux sociétés de fabrication, les anciennes distilleries indigènes à continuer leur exploitation. Ces établissements, au nombre de quatre, exercés d'une façon seulement intermittente, fabriquèrent un alcool d'une teneur de 28 à 30 degrés et d'un prix de vente inférieur à celui du Débitant Général (0 § 25). Elle fournirent une production globale de :

15.347	litres d'alcool pur en 1903
15.938	— — 1904
22.436	— — 1905

ce qui, pour une population évaluée pour l'ensemble des territoires ci-dessus désignés à 65.500 habitants,

faisait ressortir la consommation officielle moyenne, par tête d'habitant, à :

0 litre 77 à 30 degrés en 1903		
0 litre 81	—	1904
1 litre 41	—	1905

alors qu'on admet couramment qu'au Tonkin la consommation réelle par tête d'habitant s'élève à 4 litres. On peut apprécier par ces chiffres la part énorme que s'arrogea la fraude dans l'approvisionnement de ces régions et le préjudice qui en résulta pour le fisc. En subissant cet état des choses, ce dernier enlevait à la Compagnie Générale, — qu'on nous pardonne cette expression triviale, — « une forte épine du pied » ; était-ce assez pour justifier pareil sacrifice de ses droits à l'encontre de la sans doute trop puissante société ? Nous sommes, nous l'avouons, assez embarrassé pour répondre à cette question.

Si de la Haute-Région, déshéritée et partant abandonnée à son *heureux* sort, nous redescendons vers les riches provinces du Delta, nous constatons que là encore, d'une manière générale, l'organisation de la vente laissa fort à désirer parce que dominée par des préoccupations trop exclusivement commerciales. Le choix des localités pour l'emplacement des débits de gros, notamment, semble avoir été dicté bien plutôt par le désir animant le Débitant Général de pouvoir ravitailler ces établissements commodément et

à peu de frais, que par le souci de donner aux débiteurs de détail toutes les facilités désirables de s'approvisionner. La logique eût voulu que les débits de gros fussent installés autant que possible au centre même des secteurs qu'ils devaient desservir de manière à permettre aux débiteurs de détail desdits secteurs de venir faire leurs achats en parcourant le minimum de distance et en subissant le minimum de dérangement. Mais l'intérêt du Débitant Général était le plus souvent en contradiction avec la logique.

Les débits de gros furent en effet, dans la pratique, exploités par le Débitant Général qui, cumulant les remises allouées au débiteur de gros et au débiteur général, vit son bénéfice s'élever à 0 § 04 par litre d'alcool vendu. Chargé d'approvisionner ces établissements il fut naturellement tenté de le faire dans les conditions les moins onéreuses possibles : il les plaça en conséquence aux points les plus facilement accessibles des secteurs desservis ; peu lui importait que ces points fussent excentriques et occasionnassent aux débiteurs de détail des pertes de temps considérables, des frais élevés ; ses intérêts étaient servis : ceux du fisc et ceux des débiteurs de détail passaient pour lui à l'arrière-plan (1). Les chiffres suivants en disent d'ailleurs assez long : en 1902 le

1. La gestion des débits de gros par le Débitant Général présentait encore un inconvénient : Ces établissements étaient confiés à des asiatiques à solde mensuelle fixe qui, n'étant pas directement intéressés

nombre des débits de gros installés au Tonkin était de 1.074 ; il n'est plus que de 378 en 1903 et de 299 en 1904.

Comment attendre des débitants de détail du zèle et surtout de l'honnêteté dans l'exercice de leur profession, étant données les conditions vraiment lamentables qui leur étaient faites ? Et pourtant les débits de détail ne sont-ils pas les établissements les plus indispensables pour l'écoulement de l'alcool et n'est-ce pas surtout de leur distribution judicieuse et de leur bonne gestion que dépend le développement de la vente ? La remise qui leur était allouée était très faible : il suffisait d'une perte de temps quelconque ou d'un accroissement minime des frais de transport pour la réduire à si peu de chose qu'elle ne suffisait même plus à couvrir les déchets pouvant se produire accidentellement par suite de la casse des récipients (1). Comme il est difficile de penser qu'ils exerçassent

au développement de la vente, ne faisaient preuve d'aucun zèle, d'aucune initiative.

1. Avant l'institution du récipient de garantie le débitant de détail allait lui-même chercher au débit de gros une charge d'alcool, soit environ 30 litres, qu'il transportait à la mode annamite dans deux jarres suspendues aux deux extrémités d'un bambou servant de fléau. Sous le régime de la bouteille, il était obligé, pour transporter à peu près la même quantité, soit une caisse de 36 bouteilles, de prendre un coolie dont le salaire de 15 ou 20 cents par jour absorbait déjà la moitié de la remise. Qu'une bouteille vint à se casser, la valeur du contenant et du contenu perdus dépassait la portion de remise que les frais de transport n'avaient pas absorbée !

un commerce pour faire, selon l'expression annamite, « des trous à leur capital », il est aisé de supposer que, sous le couvert de leurs licences, ils demandaient à la vente de l'alcool de fraude le bénéfice qu'on les mettait dans l'impossibilité matérielle de réaliser sur la vente du produit du monopole.

Il est vrai de dire que l'Administration fit de sérieux efforts pour parer aux inconvénients trop évidents de cet état de choses en invitant le Débitant Général à exécuter strictement ses engagements ; mais il est aussi vrai de dire que la plupart du temps ces efforts demeurèrent sans résultat. La puissance que l'Administration avait laissée grandir à ses dépens se dressa toujours en face d'elle comme un obstacle presque insurmontable à tout progrès, à toute réforme, à tout tempérament proposés en vue d'atténuer le mécontentement des populations indigènes (1). Point n'est besoin d'insister sur le caractère anormal et dangereux d'une situation que bien des polémistes ont exagérée à plaisir, pour les besoins de leur cause, mais que bien des spectateurs impartiaux ont critiquée et déplorée comme nous le faisons ici nous-même.

Malgré les causes de faiblesse nombreuses et gra-

1. C'est pour cela qu'on a souvent écrit que la Compagnie Générale était devenue un véritable « Etat dans l'Etat ».

ves que nous venons de signaler, exagération du prix de vente, inconvénients du récipient de garantie, mauvaise organisation de la vente (1), le système en vigueur depuis le début de 1903 a donné, au point de vue financier et pour la période envisagée dans ce chapitre des résultats somme toute satisfaisants.

La vente en litres de liquide à 40 degrés subit de 1902 à 1905 les variations suivantes pour le Tonkin et le Nord-Annam :

1902 : 12.046.500 litres

1903 : 12.953.184 litres

1904 : 14.185.937 litres

1905 : 13.382.359 litres (baisse due à l'institution du récipient de garantie).

Pendant la même période les recettes budgétaires nettes effectuées sont de :

1902 : 1.216.151 \$ 19

1903 : 1.308.949 \$ 33 (Tonkin seulement)

1904 : 1.801.226 \$ 69

1905 : 1.928.050 \$ 86 (Tonkin et Nord-Annam)

Malheureusement ces résultats n'ont été obtenus qu'au prix d'une répression de la fraude d'une inten-

1. Nous ne parlerons pas ici des reproches formulés concernant la *qualité de l'alcool*, nous réservant d'en faire, dans la seconde partie, l'objet d'une étude spéciale.

sité et d'une sévérité inouïes autant que néfastes au point de vue de la politique indigène.

Nous touchons ici au vice capital et rédhibitoire du régime de 1902, tel qu'il a été appliqué pendant les premières années.

Il est certain que toute taxe de consommation, dans quelque pays que ce soit, est par elle-même génératrice de contrebande ; mais il est non moins certain que la fraude est d'autant plus intense que l'élévation de la taxe lui offre une prime plus considérable et plus alléchante. Or nous avons vu qu'à cet égard on avait atteint en Indochine les dernières limites de l'exagération. Comment dès lors s'étonner qu'en peu de temps la contrebande ait fini par alimenter presque les deux tiers de la consommation ? On estime en effet, nous l'avons indiqué déjà, la consommation moyenne annuelle par tête d'habitant indigène à 4 litres soit, pour une population de 8 millions $1/2$ d'habitants pour le Tonkin seulement une consommation globale de 34 millions de litres. Il suffit de comparer ce chiffre à ceux de la consommation officielle indiqués plus haut, pour avouer la défaite complète de la Régie : c'est en vain que celle-ci lutte avec énergie contre un ennemi qu'elle a elle-même créé et qu'elle n'arrivera jamais à affaiblir, sinon à tuer, que lorsqu'elle se sera décidée à lui enlever toutes raisons de naître et de vivre.

Cet ennemi, il est partout : c'est d'abord le débi-

tant de détail lui-même, réduit, comme nous l'avons expliqué, à frustrer le fisc ou à ne pas être ; c'est ensuite le « bouilleur de cru » qui, après avoir à peu près disparu sous le régime antérieur, se multiplie par besoin depuis 1903, et dont la fraude constitue une source d' « évasions fiscales » infiniment difficile à découvrir et à tarir ; c'est enfin le distillateur indigène professionnel qui ne peut se résoudre à renoncer à son gagne-pain habituel et qui, fortement alléché par la prime qui lui est offerte, continue, sous le couvert des notables de villages intéressés à la prospérité de son industrie, à alimenter autour de lui la majeure partie de la consommation.

Contre ces ennemis qui opèrent en ordre dispersé de nombreux agents du fisc sont mobilisés qui reçoivent pour mot d'ordre : perquisitions, procès-verbaux. On a tout dit et tout écrit, souvent d'ailleurs avec force exagérations et à coup de généralisations dangereuses sur les « horreurs » de ce régime, et la verve sentimentale de certains polémistes s'est exercée à profusion sur un sujet qui eût certainement gagné à être traité avec plus de calme et de modération : Abus des indicateurs, attitude vexatoire d'agents de la Régie au cours des visites domiciliaires, exagération des peines prononcées, villages ruinés, familles réduites à la misère, désaffection des indigènes, voilà autant de thèmes rebattus sur lesquels nous jugeons superflu de fournir ici aucun développement. Il suf-

fit, pour obtenir la note vraie, de baisser de quelques tons la note généralement un peu criarde de tout ce que bon nombre d'organes de la presse quotidienne et périodique ont produit depuis quelques années sur ce passionnant sujet.

Voici d'ailleurs quelques chiffres qui en diront plus long que tous les commentaires : si l'on se réfère aux comptes administratifs du budget général on constate que le montant brut des amendes, dommages-intérêts, confiscations, s'élève tant pour la douane que pour les régies (1) :

En 1902 à 211.222 \$ 92

— 1903 à 293.009 \$ 121

— 1904 à 568.223 \$ 84

— 1905 à 358.389 \$ 98

En résumé : résultats financiers en apparence assez satisfaisants, surtout en 1904, par comparaison avec ceux des exercices antérieurs, mais en définitive très médiocres, eu égard à l'importance réelle de la matière imposable.

Résultats politiques déplorables : tel est le bilan — assez triste il faut en convenir — de l'application du monopole de l'alcool entre les années 1903 et 1906.

1. Le plus gros contingent était fourni par la Régie de l'alcool.

CHAPITRE II

Le monopole « tempéré et indulgent » 1906-1913

Dès 1906 le gouvernement de l'Indochine, responsable de l'ordre politique tout autant que de l'équilibre budgétaire, se décide à réagir contre le système de fiscalité à outrance dont nous venons de constater les décevants résultats. Ses efforts, encore timides sous l'administration de M. Beau (1906-1907), deviennent résolus et décisifs sous celle de M. Klobukowsky (1908-1911) : le monopole est sensiblement amélioré, atténué dans sa forme comme dans ses effets, et les résultats heureux que produit cette politique de détente, tant au point de vue financier qu'au point de vue politique, viennent démontrer qu'au fond le régime de 1902, auquel on s'était furieusement attaqué comme au mal rongeur de l'Indochine, n'avait pas tant péché par son principe même que par l'application qui en avait été faite.

Au cours de la période étudiée dans le chapitre qui précède, une des causes les plus sérieuses du

mauvais fonctionnement du régime institué en décembre 1902 était le manque d'entente, pour ne pas dire l'hostilité sourde, qui, d'une manière générale, caractérisait les rapports des représentants de l'autorité administrative (administrateurs, chefs de province) avec les agents de la Régie, ces derniers n'obéissant qu'aux directions de leurs chefs hiérarchiques et n'ayant d'autre objectif que d'accroître les recettes du fisc, tandis que les premiers se laissaient dominer avant tout par le légitime souci de maintenir l'ordre dans leur circonscription. C'était l'époque où parfois le dernier agent des Douanes et Régies prétendait battre en brèche l'autorité du Résident de sa province, se vantait de le noter, de tenir en mains son avancement et où, s'il faut en croire les déclarations faites par M. Aynard à la Chambre des Députés, le 16 novembre 1908, certains administrateurs se seraient faits, par souci de carrière, les hommes liges un peu trop dévoués du fisc et du Débitant Général (1).

1. Voici ces déclarations : « On stimulait par tous les moyens l'accroissement de la vente du monopole. Des Résidents, instruments officiels de l'administration du monopole, ont voulu stimuler la consommation. Et alors qu'ont-ils fait ? Ils ont fixé par province, par localité, des contingents de consommation ou une sorte de quotient de consommation personnelle. » M. Guerneur (Cf. *op. cit.*) s'inscrit en faux contre ces assertions. La démonstration de faits de ce genre est évidemment très difficile à faire. Cependant nous avons personnellement vu des mandarins, désireux d'être bien notés, nous

Un premier événement marque la tendance du pouvoir métropolitain et du Gouvernement local à réagir contre cet état de choses éminemment fâcheux, surtout au regard d'une population indigène pour qui la division et, *a fortiori*, la rivalité des pouvoirs constitue une notion quasi-incompréhensible parce qu'étrangère à sa mentalité atavique. Cet événement est la nomination, à la fin de 1905, à la tête du grand service des Douanes et Régies de l'Indochine de M. Morel, Résident Supérieur, ayant accompli une longue carrière dans le cadre des Résidences de l'Annam-Tonkin, puis des Services civils de l'Indochine. En faisant part de cette désignation aux Chefs d'Administration locale (Gouverneur de la Cochinchine et Résidents Supérieurs), M. Broni, Gouverneur Général par intérim, faisait ressortir qu'en plaçant M. le Résident Supérieur Morel à la tête du service des Douanes et Régies, le Ministre des Colonies avait voulu affirmer son « désir de voir réaliser le plus tôt possible toutes les réformes susceptibles d'adapter le régime fiscal de l'Indochine aux mœurs des habitants et aux principes fondamentaux de l'organisation des diverses races du pays (1) ».

proposer comme la chose la plus naturelle d'imposer à leurs ressortissants des contingents de consommation et devant l'étonnement indigné que nous leur avons témoigné, nous avons reçu d'eux l'assurance que « cela s'était déjà fait »...

1. Cf. *Quinzaine Coloniale*, n° du 10 décembre 1905.

Tous les efforts de M. Morel tendent en effet à rendre l'application du régime de 1902 plus acceptable pour nos protégés. Ses moyens sont malheureusement trop limités pour lui permettre d'entrer franchement dans la voie des grosses réformes ; son action bienfaisante se manifeste surtout par les directions nouvelles qu'il impose au personnel placé sous ses ordres.

Un arrêté du 21 février 1906 réduit à 5 cents la somme à consigner par le consommateur pour l'achat d'une bouteille de 75 centilitres. Nous avons suffisamment insisté sur les inconvénients de l'exagération du taux de la consignation (1) du récipient par rapport à la valeur du contenu, pour avoir besoin de démontrer les bienfaits de cette première mesure (2).

Un arrêté du 9 décembre de la même année réduit à 6 cents 1/2 au lieu de 7 (récipient compris) le prix de vente de la bouteille de 10 centilitres.

La rigueur de la répression s'affaiblit dans de notables proportions, aussi le montant brut des recouvrements au titre des condamnations pécuniaires et confiscations en toute matière n'atteint-il plus que :

1. Antérieurement fixé, on s'en souvient, à 10 cents.

2. Cette mesure coûte d'ailleurs fort cher à l'Administration, puisque celle-ci, pour indemniser la Compagnie Générale du manque à gagner qu'elle lui fait subir, s'engage à lui reverser 0 \$ 005 par bouteille, soit une somme globale d'environ 70,000 \$ par an.

100.963 § 24 en 1906 (le cinquième du chiffre obtenu en 1904) et 94.450 § 90 en 1907.

L'état d'esprit de la population indigène y gagne à coup sûr, mais fatalement le fisc y perd car la fraude, dont la prime n'a pu encore être réduite par aucun abaissement du prix de vente de l'alcool officiel, profite de la détente pour reprendre du terrain.

Aussi les ventes fléchissent-elles à :

10.667.594 litres à 40 degrés en 1906 (soit près de 3 millions de litres à 40° de moins qu'en 1905) pour se relever légèrement en 1907 à 11.791.290 litres, tandis qu'au cours des deux mêmes exercices les recettes budgétaires nettes (Tonkin et Nord-Annam) passent de 1.372.041 § 96 en 1906 à 1.524.347 § 35 en 1907.

Lorsqu'en septembre 1908 M. Klobukowsky recueille la succession de M. Beau, l'opinion publique métropolitaine est sous le coup de l'émotion causée par les troubles politiques qui viennent de secouer l'Annam et le Tonkin : révolte dite des « cheveux coupés » dans le Centre-Annam, tentative d'empoisonnement des militaires européens de la garnison d'Hanoi. On attribue pour partie l'état d'esprit que révèlent ces manifestations chez nos protégés au mécontentement occasionné par les abus nés de la ferme impopulaire de l'alcool. La presse locale fait d'ailleurs à cette époque, par la voie de ses principaux

organes, chorus avec la presse métropolitaine. Le Parlement, le Gouvernement, et, en Indochine même, les chefs de province, les Mandarins annamites, les notables, les membres de la Chambre consultative indigène suivent le mouvement : tout le monde s'accorde à affirmer par le verbe et par la plume que le monopole de l'alcool doit être détruit, tout comme Caton l'Ancien clamait au peuple de Rome : « *de-lenda est Carthago* » !

M. le Gouverneur Général Klobukowsky est donc à son départ invité par des instructions formelles à étudier d'urgence les moyens de faire disparaître les inconvénients reconnus du monopole de l'alcool, toute initiative lui étant laissée d'ailleurs pour le choix de la solution à adopter.

Dès son arrivée dans la Colonie, M. Klobukowsky expose son programme et se met immédiatement à la besogne.

En décembre 1908 une circulaire très importante adressée au Directeur Général des Douanes et Régies et aux Chefs d'Administration locale tend à remédier définitivement à la situation fâcheuse résultant du manque d'entente entre les fonctionnaires de l'ordre administratif et les agents du service des Régies dans les provinces. L'autorité est désormais replacée tout entière là où est la responsabilité, c'est-à-dire sur la tête de l'Administrateur, chef de province. Le personnel fiscal est en conséquence subor-

donné à cette autorité, se tient en constants rapports avec elle, reçoit ses instructions, sollicite son autorisation en cas de perquisitions, ou de toutes mesures d'exécution reconnues nécessaires, enfin, ce qui est essentiel, est noté par elle. C'est le bon sens et la logique qui triomphent et, quand on connaît l'indigène, son état social, sa mentalité, la nécessité qui s'impose à l'autorité protectrice de demeurer en face de lui une et indivisible pour être à la fois forte et bienfaisante, on s'étonne vraiment que ce triomphe soit si tardif. Il n'en est pas moins, d'ailleurs, fécond en conséquences heureuses et nous avons été à même d'apprécier personnellement par une expérience vécue, quels pouvaient être les résultats d'une collaboration étroite entre les représentants de l'autorité administrative et ceux du fisc.

Nous avons vu que l'article 96 § 1 de l'arrêté du 20 décembre 1902 avait posé le principe de la responsabilité pécuniaire et *collective* des notables de villages en matière de condamnations pécuniaires prononcées pour délits de contrebande qu'ils n'avaient fait aucun effort pour prévenir. Ce principe était, eu égard à l'organisation de la commune anamite, très défendable et même très justifié en soi. Non seulement en effet les notables, tout-puissants dans le village, ne peuvent pas ignorer l'existence de la contrebande qui s'y pratique, mais le plus souvent ils en tirent de larges revenus, soit qu'ils s'y livrent

eux-mêmes, soit qu'ils fassent distiller pour leur compte par de misérables « nhà-què » leur servant d'hommes de paille. Il leur arrive bien parfois de faire usage des droits que leur confère l'article 3 de l'arrêté du 5 juin 1903 pour constater des contraventions et opérer des saisies : mais ils ne le font guère que pour assouvir des jalousies ou des rancunes, tandis qu'ils s'abstiennent de toute intervention de nature à prévenir les infractions lorsqu'il s'agit d'une contrebande à la prospérité de laquelle ils sont plus ou moins directement intéressés, ce qui est le cas le plus fréquent.

Mais ce principe, juste en théorie, avait donné lieu dans l'application à des abus d'une injustice criante : chaque fois que le Tribunal correctionnel faisait application de l'article 96 de l'arrêté du 20 décembre 1902, le montant de l'amende collective prononcée contre les notables était tout simplement par ceux-ci arbitrairement réparti entre tous les habitants de la commune comme une contribution directe, et, comme toute peine mérite salaire, ces mêmes notables, les vrais coupables au regard du fisc, s'exemptaient volontiers de toute quote-part dans la répartition quand encore ils ne majoraient pas à leur profit le montant de l'amende (1).

Mis au courant de cet état de choses bien fait pour

1. Voir Guerneur, *op. cit.*

nous aliéner la sympathie de la masse de nos protégés, M. le Gouverneur général Klobukowsky décide d'y porter immédiatement remède.

Un *arrêté du 12 novembre 1908* abroge purement et simplement le paragraphe 1 de l'article 96 susvisé et modifie dans un sens restrictif les dispositions contenues dans les paragraphes 2 et 3 du même article. Il n'est plus désormais question que de responsabilité personnelle pour les autorités indigènes (administratives ou communales) reconnues coupables, soit d'avoir interposé pour couvrir une fraude un individu qui n'en est pas l'auteur, soit d'avoir, par refus d'assistance, inexécution de réquisition ou négligence grave, occasionné la fuite d'un délinquant ou la perte des pièces à conviction par les abus auxquels avait pu donner lieu l'exercice.

Frappé également par les notables insuffisamment surveillés par les Mandarins et les Administrateurs français des droits que leur confère l'article 3 de l'arrêté du 5 juin 1903, M. Klobukowsky apporte à ces droits des restrictions considérables. Voici en effet comment un second arrêté en date du 12 novembre 1908 modifie l'article 3 susvisé :

« Hors des territoires des villes de Saïgon, Hanoï,
« Hai-Phong, Tourane, Hué, et Phnom-Pênh, les auto-
« rités indigènes (administratives ou communales)
« pourront, à *titre exceptionnel* et en cas de *flagrant*
« *délit* ou lorsqu'il sera *impossible de prévenir à*

« *temps un agent des Douanes et Régies*, constater
« les délits et les contraventions commises par les
« indigènes et asiatiques assimilés, procéder à toute
« saisie de matières délictueuses et conduire, sans re-
« tard, les délinquants ou les contrevenants devant
« un agent de Douanes et Régies à qui elles remet-
« tront, avec les pièces à conviction s'il en a été
« saisi, un rapport détaillé sur les faits qu'elles au-
« ront constatés (1). »

Dès lors que les tendances libérales du nouveau Chef de la Colonie, — tendances d'ailleurs conformes aux instructions du pouvoir central, — se sont aussi ouvertement et aussi délibérément manifestées, la question de l'abolition du monopole de l'alcool par la résiliation des contrats en cours est publiquement agitée dans la Colonie, tant dans les milieux européens que parmi la population indigène ; elle fait l'objet d'une grande propagande par des proclamations, des articles de presse, des discours traduits en annamite, des délibérations et des vœux de la Commission Consultative des notables.

Le courant est devenu irrésistible. A la date du 13 septembre 1909, le Gouverneur Général décide en Commission permanente du Conseil supérieur de l'Indochine que le contrat du 31 décembre 1902 pour la vente des alcools indigènes et vins de Chine, au

1. Nous verrons ultérieurement comment cette mesure restrictive, ayant dépassé le but, dut être rapportée en août 1911.

Tonkin et dans le Nord-Annam sera résilié à partir du 1^{er} janvier 1911 dans les conditions prévues aux articles 2 et 27 dudit contrat. C'est le coup mortel hardiment frappé contre la puissance dangereuse qu'était devenue la Compagnie fermière du monopole de vente des alcools indigènes.

Aussitôt la nouvelle connue et confirmée par le discours de M. Klobukowsky à la séance d'ouverture de la session du Conseil supérieur le 27 novembre 1909, un revirement aussi brusque qu'inattendu se produit dans l'opinion exprimée par une partie de la presse locale. Le monopole dont on avait tant et si longtemps souhaité la chute trouve, chancelant, des apologistes ardents, et l'audacieux « tombeur » qu'on eût cru devoir être sacré grand homme se voit violemment attaqué et voué aux gémonies. Ce n'est pas ici le lieu d'insister sur cet épisode attristant, mais suggestif, de l'histoire du monopole de l'alcool en Indochine, ni surtout d'en approfondir les causes.

Nous n'y faisons allusion que pour mémoire et nous avons hâte d'en venir aux seules conséquences intéressantes de la décision prise par le Chef de la Colonie.

La population indigène du Tonkin, pour qui tout le mal inhérent au monopole de l'alcool, se synthétise dans le seul organisme avec lequel elle se trouve en contact permanent, c'est-à-dire la Compagnie chargée de la vente est très favorablement impres-

sionnée par la nouvelle que le régime dont elle se plaint prendra fin à compter du 1^{er} janvier 1911. C'est ainsi que les membres annamites de la Chambre de commerce de Hanoï adressent au Président de cette compagnie la lettre suivante (1) :

« A Monsieur le Président de la Chambre de
« Commerce,

« Hanoï, 2 novembre 1909.

« Monsieur le Président,

« Au nom de nos mandants, nous avons l'honneur
« de vous prier de bien vouloir transmettre à M. le
« Gouverneur général l'expression de la reconnais-
« sance de tous les commerçants annamites pour la
« mesure de haute politique et de haute équité que
« le Gouvernement du Protectorat vient de prendre
« en résiliant le contrat conférant à une société pri-
« vée le monopole de la vente des alcools.

« Nous vous serions également reconnaissants de
« vouloir bien transmettre à M. le Gouverneur géné-
« ral nos vœux qui sont ceux de tous les commer-
« çants annamites, que tous les monopoles soient
« abolis dans le plus bref délai possible.

« Avec nos remerciements anticipés, veuillez agréer,

1. Cf. *Bulletin de l'Asie Française*, déc. 1909.

« Monsieur le Président, l'assurance de notre consi-
« dération distinguée.

« Trần Việt Soan,
« Nguyễn Kim Lâm. »

C'est ainsi encore que les membres de la Commission Consultative des Notables du Tonkin se rendent à Hanoï dans les premiers jours de juillet 1910 pour exprimer au Gouverneur Général leur reconnaissance en raison de la décision prise par lui à la fin de l'année précédente.

La population annamite des campagnes, ignorant toute distinction entre les deux monopoles de fabrication et de vente, affiche même une tendance marquée à prendre ses désirs pour des réalités et à s'imaginer qu'avec l'année 1911 doit s'ouvrir pour elle l'ère de la liberté complète de fabrication et de vente de l'alcool. Il ne faut rien moins que les déclarations très nettes faites en juillet 1910 par M. Klobukowsky aux membres de la Commission Consultative indigène et les conférences que, dans les provinces, les Administrateurs sont obligés de multiplier aux Mandarins et aux Notables pour faire comprendre à la population qu'il ne s'agit pour 1911 que d'une réforme partielle et provisoire du régime en vigueur consistant dans un remaniement des conditions de la vente susceptible d'apporter un tempérament déjà appréciable aux abus dont elle se plaint, mais qu'en raison du contrat

passé avec les deux sociétés de distillation, lequel ne vient à expiration qu'en avril 1913, il ne peut être question de liberté de fabrication.

Malgré toutes ces affirmations que les notables entendent d'une oreille plus ou moins sourde et auxquelles ils se dispensent, sans doute à dessein, de donner quelquecho dans leurs villages, la contrebande reprend de plus belle, ne se heurtant plus qu'à une répression très modérée.

Les ventes tombent à :

9.637.425 litres d'alcool à 40 degrés en 1909 et à	
8.644.645	— 1910

et les recettes budgétaires fléchissent parallèlement à :

1. 265.763 \$, 34 en 1909 et :
1. 063.595 \$, 21 en 1910.

Le sacrifice est lourd mais la population a repris confiance. L'Administration locale n'a plus dès lors qu'à se préoccuper de préparer pour la période s'étendant du 1^{er} janvier 1911 au 11 avril 1913, date d'expiration du contrat de fabrication, un régime provisoire de vente répondant, sans compromettre l'équilibre budgétaire, aux promesses faites, c'est-à-dire plus économique et surtout moins vexatoire pour le consommateur que le régime aboli.

C'est à cette tâche que s'emploient successivement M. le Gouverneur Général Klobukowsky secondé par

M. le Directeur Général des Douanes et Régies Picanon, puis M. le Gouverneur Général p. i. Picquié.

Le choix était alors possible entre trois systèmes :

Le régime de la vente libre ;

Le régime de la régie directe absolue ;

Le régime de la régie assurée avec le concours de débiteurs régionaux.

a) Le régime de la *vente libre* se présentait comme ayant le plus de chances de procurer à la population indigène un réel commencement de satisfaction, en lui restituant une liberté commerciale à laquelle elle attachait certainement beaucoup de prix. Mais ce système n'eût assuré le budget général contre tout aléa dangereux que moyennant la garantie par chaque province et, par incidence, par chaque village d'un minimum de vente, cette garantie devant jouer sous forme de taxe de consommation pour les quantités d'alcool officiel consommées et sous forme de taxe de remplacement (abonnement ou impôt direct) pour la différence entre la consommation effective et le minimum de garantie.

Or il était facile de prévoir, en tenant compte de la mentalité et de l'état d'esprit de nos protégés, que la taxe de remplacement serait appelée à fonctionner dans la plupart des villages et que les abus inhérents — nous y reviendrons ultérieurement — à la perception de ce genre de contribution en pays annamite

ne tarderaient sans doute pas à annihiler les heureux effets de la réforme. Aussi cette solution fut-elle rejetée par le Département.

b) *Régie directe absolue.* — Dans ce système, l'Administration, qui a racheté les immeubles et le matériel de la compagnie fermière, se met purement et simplement à sa place ; elle gère elle-même à l'aide de ses agents les entrepôts généraux et procède au recrutement des débitants de gros et de détail. Il semble qu'il n'y ait rien de changé au régime aboli, que l'étiquette. Mais en réalité ce système comporte en lui-même des avantages qu'on ne saurait nier : L'État vendeur peut en effet renoncer aux bénéfices réalisés par la Compagnie fermière (1) et soulager d'autant le consommateur indigène en abaissant le prix du produit vendu ; que si l'État vendeur n'abandonne rien, ou n'abandonne qu'une partie des bénéfices réalisés par le fermier disparu, c'est-à-dire continue à vendre au même prix ou à un prix légèrement abaissé, du moins consacre-t-il la plus grande partie desdits bénéfices, devenus des recettes budgétaires, à des œuvres utiles à la population protégée, alors que l'argent drainé jadis par le fermier dans la colo-

1. Un million et demi de francs environ pour l'alcool et le sel ; il faut mentionner pour être impartial que le monopole de l'alcool fut beaucoup moins rémunérateur pour la Compagnie Générale que la vente privilégiée du sel.

nie était en grande partie exporté sous forme de dividendes distribués à des actionnaires européens.

Ajoutons que, sous le régime de la régie directe absolue, la vente est vraisemblablement mieux organisée, les abus reprochés au fermier tels que les majorations de prix illicites imputables aux intermédiaires indigènes, cessent d'eux-mêmes ou sont très sensiblement réduits, chaque débitant devenant un véritable fonctionnaire responsable et étroitement surveillé.

Notons enfin que le concours des autorités indigènes (mandarins et notables) pour la répression de la contrebande sera toujours plus volontiers assuré à l'Administration vendeuse, qu'à l'Administration semblant n'exiger ce concours qu'au nom d'un fermier dont la population n'a pas à se louer et qu'elle s' imagine généralement, dans son âme simpliste, absorber à son profit le produit entier de la vente (1).

Mais voici le revers de la médaille. C'est M. le Directeur Général Picanon qui nous le fait entrevoir lui-même :

« Je connais trop les défauts de ce régime, écrit en
« propres termes ce haut fonctionnaire en avril 1909,
« pour lui donner volontiers mon suffrage. L'Admi-

1. Le Nhà-quê annamite n'a en effet aucune idée de la façon dont est assise et perçue la taxe de consommation sur l'alcool. Beaucoup de mandarins même l'ignoraient avant la consultation de janvier 1912. Cf. *infra*.

« nistration est, dans son ensemble, peu capable de
« bien diriger des entreprises industrielles ou com-
« merciales, les qualités toutes spéciales qui y sont
« nécessaires font le plus souvent défaut à ses agents,
« dont beaucoup apportent à de telles entreprises
« des habitudes et un état d'esprit incomplètement
« en rapport avec les nécessités en présence desquel-
« les ils seront. »

Cet aveu sincère émanant du chef expérimenté du personnel auquel eut été éventuellement confié l'exercice de la Régie directe absolue est assez significatif et devait suffire à faire rejeter *de plano* ce régime voué à un insuccès presque certain. L'opinion de M. Picanon n'eût-elle d'ailleurs pas suffi que l'expérience coûteuse et décevante tentée en Cochinchine quelques années auparavant (1) devait achever de détruire les convictions des partisans les plus tenaces de la vente en Régie directe absolue.

c) Il ne restait donc plus à opter que pour le système de la régie directe assurée avec le concours de *débitants régionaux*. Dans ce système, l'Administration se borne à alimenter les dépôts de régie où les débitants régionaux viennent s'approvisionner. Quant au placement du produit parmi les consommateurs, il est assuré par les débitants régionaux.

1. Encore même qu'en Cochinchine la Régie directe ait eu à s'organiser de toutes pièces tandis qu'au Tonkin elle n'aurait eu qu'à prendre la place du fermier général.

Ce système se heurtait à deux objections de principe dont la valeur n'était pas, nous allons le prouver, de nature à le faire rejeter.

On pouvait redouter tout d'abord qu'une réforme consistant simplement, dans ses grandes lignes, à installer un certain nombre de fermes régionales à la place de la grande ferme abolie, ne constituât pas aux yeux des indigènes une réforme digne de ce nom et ne leur causât guère qu'une amère déception. Et certes si nos protégés avaient pris pour vérités intangibles les affirmations catégoriques contenues à ce sujet tant dans le Rapport sur les Budgets locaux des Colonies pour l'exercice 1911 page 70 et suivantes que dans certains organes de la presse métropolitaine (1), ils eussent pu croire que le Gouvernement de l'Indochine non seulement n'avait pas amélioré leur situation mais l'avait même empirée. Il n'en était rien heureusement et les Annamites eux-mêmes, les premiers intéressés, ne s'y sont pas trompés, ils nous l'ont largement prouvé.

Le système dont nous n'avons fait jusqu'à présent que définir schématiquement le principe, pouvait être considéré, *a priori*, comme présentant sur celui de la ferme générale d'incontestables avantages.

D'abord il parait au danger que constituait, pour l'Administration, une société assez puissante pour

1, Entre autres l'*Action* sous la plume de M. Boussenot.

opposer à tous ses desseins une force d'inertie incoercible.

De petites fermes régionales devaient être moins encombrantes et mieux dans la main de l'Administration que la ferme générale, par conséquent plus dociles, plus ouvertes aux conseils et mieux disposées aux réformes. Elles ne pouvaient faire redouter comme cette dernière aucune tentative d'accaparement commercial, danger contre lequel l'Administration avait dû se prémunir par les dispositions de l'article 28 du contrat du 31 décembre 1902, interdisant au Débitant Général tout commerce autre que celui des produits monopolisés (1).

Rien n'empêchait certains Annamites, présentant les garanties nécessaires, de devenir adjudicataires des fermes régionales et, dans tous les cas, les indigènes devaient retirer de ce système l'avantage d'être employés en plus grand nombre par les nouveaux fermiers, ceux-ci se trouvant naturellement contraints,

1. Munie d'une flotte de transports déjà payée par les bénéfices réalisés sur la vente de l'alcool, du sel et autres produits monopolisés, la Compagnie Générale avait la possibilité de transporter sans frais, sur tous les points du territoire, toutes les marchandises susceptibles d'être écoulées parmi les indigènes, à des prix défiant toute concurrence. Ne pouvant en faire la vente dans ses propres débits, elle eût pu recourir à l'office d'hommes de paille. M. Peyrouton nous affirme, d'après des témoins oculaires que la Compagnie Générale ne se fit pas scrupule de procéder de la sorte. Cf. Peyrouton : *Les Monopoles en Indochine*, page 90, note 1.

pour tirer de suffisants profits de l'exploitation d'un domaine plus limité, de mieux organiser la vente en plaçant, par la multiplication des débits, le produit plus à portée du consommateur.

Enfin est-il besoin d'ajouter que les bénéfices réalisés par les fermes partielles, divisés entre de nombreux adjudicataires opérant pour leur propre compte et vivant dans le pays, avaient plus de chances de profiter à l'économie locale que ceux de la ferme générale gérée par une grande société capitaliste ?

Une autre objection, d'ordre politique celle-là, venait du risque d'accaparement à redouter de l'élément chinois. Or, il était facile d'écarter ce risque en écartant purement et simplement les Chinois des adjudications. Il est en effet de pratique courante de n'admettre à certaines fournitures que des Français ou ressortissants français et aucun Gouvernement étranger ne saurait, semble-t-il, protester contre une pareille façon de procéder qui ressort du droit de *souveraineté intérieure* des états.

C'est la troisième solution, la meilleure *a priori* (1), nous croyons l'avoir démontré, qui, à la date du 24 mars 1910, est adoptée à la majorité par une commission spéciale réunie par le Gouverneur Général intérimaire.

1. Et d'ailleurs étudiée et préconisée par le Directeur Général des Douanes et Régies, M. Picanon depuis 1909.

C'est également cette solution qui reçoit en mai 1910 l'assentiment du Gouverneur Général titulaire en mission à Paris et par suite celle du Département.

Il ne reste plus, dès ce moment, qu'à préciser les détails d'organisation du régime dont les bases viennent d'être posées.

Un premier *arrêté en date du 23 mai 1910* (1), pris en exécution des ordres ministériels décide « qu'à compter du 1^{er} janvier 1911 la vente et le transport des alcools indigènes à l'exception des vins de Chine et alcools parfumés ne seront plus obligatoirement pratiqués au Tonkin et dans le Nord-Annam en récipients revêtus des systèmes de garantie marques et cachets officiels de la Régie ».

Nous nous sommes suffisamment étendu sur les multiples inconvénients de l'obligation de la vente en bouteilles pour n'avoir pas besoin d'insister sur l'importance de cette première décision et les bienfaits réels que la population indigène devait en ressentir ; nous verrons que le fisc n'y perdit point non plus, bien au contraire.

Deux autres arrêtés en date du 23 mai fixent, l'un les prix de vente des alcools par la Régie aux débiteurs généraux (2), l'autre les prix de vente des alcools par les débiteurs généraux aux débiteurs de

1. Approuvé par décret du 25 novembre 1910.

2. On conserve l'appellation de « débiteurs généraux », qui est celle prévue par l'article 1^{er} de l'arrêté du 22 décembre 1902.

gros, par les débiteurs de gros aux débiteurs de détail et débiteurs ambulants et par les débiteurs de détail et débiteurs ambulants aux consommateurs.

Dans le système du contrat Debeaux les remises étaient, nous l'avons vu, fixées d'une façon uniforme pour tout le pays à 0 § 03 cents par litre pour le Débitant Général, 0 § 01 cent pour le débiteur de gros et 0 § 01 cent pour le débiteur de détail. Il s'en suivait que le Débitant Général était intéressé à ne développer la vente que dans les régions économiquement approvisionnables et à négliger les circonscriptions d'un accès plus difficile, et nous savons que la Compagnie Générale s'était laissée guider à cet égard par un esprit abusivement mercantile. Les deux arrêtés du 23 mai 1910 s'attachent à éviter le retour de pareils errements. Dans ce but ils fixent pour la vente aux débiteurs généraux et débiteurs de gros deux échelles de prix qui diffèrent suivant deux grandes régions dont l'une comprend les provinces deltaïques faciles à approvisionner (1) et l'autre les circonscriptions montagneuses ou excentriques d'accès plus difficile (2).

1. Hai-duong, Bac-Giang, Vinh-Yên, Phúc-Yên, Thái-Binh, Hùng-Yên, Phú-ly, Ninh-Binh, Nam-Dinh, Hà-Dông, Vinh, Thanh-Hoa, Kiên-An, Quang-Yên, Bac-Ninh, Hanoi et Haiphong (villes).

2. Ha-Tinh, Hai-Ninh, Thái-Nguyên, Bac-Kan, Lang-Son (moins territoire de Thất-khé) Tuyên-Quang, Sơn-Tây, Hoa-Binh, Phutho, Yên-Bay, Lao-Kay, 3^{me} territoire militaire sauf Bao-Lac.

De plus, dans chacune des deux régions, les prix diffèrent encore suivant que la vente est faite à un débitant de gros exerçant son commerce dans le périmètre ou en dehors du périmètre du dépôt régional (1). Quant aux prix de vente de l'alcool aux débiteurs de détail et aux consommateurs ils sont fixés d'une façon uniforme pour tout le pays.

Voici par exemple l'échelle des prix pour le litre d'alcool à 40 degrés vendu en vrac :

A

RÉGIE A DÉBITANT GÉNÉRAL

Première région

Vendant à débitant de gros exerçant <i>dans</i> périmètre d'un dépôt régional.	0 \$ 24
Vendant à débitant de gros exerçant <i>hors</i> périmètre d'un dé- pôt régional.	0 \$ 235

RÉGIE A DÉBITANT GÉNÉRAL

Deuxième région

Vendant à débitant de gros exerçant <i>dans</i> périmètre d'un dépôt régional.	0 \$ 235
Vendant à débitant de gros exerçant <i>hors</i> périmètre d'un dépôt régional.	0 \$ 23

1. On entend par périmètre d'un dépôt régional le périmètre du centre urbain ou de la commune où est situé le dépôt régional.

Ancien système

Achat au distillateur.	0 \$ 128
Taxe.	0 \$ 12
Remise du Débitant Général.	0 \$ 03
Remise du débitant de gros.	0 \$ 01
Remise du débitant de détail.	0 \$ 01
	0 \$ 298

Nouveau système

	Premier-cas	Deuxième cas	Troisième cas
	—	—	—
Achat au distillateur.	0 \$ 128	0 \$ 128	0 \$ 128
Taxe.	0 \$ 12	0 \$ 12	0 \$ 12
Remise du Débitant Général	0 \$ 01	0 \$ 015	0 \$ 02
Remise du débitant de gros.	0 \$ 02	0 \$ 025	0 \$ 025
Remise du débitant de détail	0 \$ 015	0 \$ 015	0 \$ 015
	0 \$ 293	0 \$ 303	0 \$ 308

Ces calculs permettent de constater qu'en cas de cherté du riz ayant pour effet de hausser le prix d'achat de l'alcool aux distillateurs la moins-value subie par l'Administration sur la plus grosse partie de l'alcool vendu (1^{er} cas, c'est-à-dire région deltaïque) est moins considérable que la perte subie dans les mêmes conditions sous l'ancien régime. Par voie de réciprocité, en cas d'abaissement du prix d'achat de

l'alcool, la Régie peut être exposée à bénéficier d'une plus-value supérieure (1).

Enfin le *Journal Officiel* de l'Indochine du 26 mai 1910 contient le cahier des charges devant servir de base à la mise en adjudication de la gérance des dépôts régionaux.

Nous n'en signalerons que les dispositions essentielles :

Les 38 dépôts régionaux sont répartis en 14 lots ou fermes régionales dont certains comprennent plusieurs provinces ou villes.

Dans le but d'éviter la reconstitution de nouvelles fermes générales par voie d'accaparement l'article, 4 décide formellement « qu'il ne pourra être adjugé même provisoirement, plus d'un lot à un même soumissionnaire »... et que « toute association, même occulte, d'adjudicataires en vue de l'exploitation en

1. Exemple : pour un prix d'achat aux distillateurs fixé à 23 § l'hectolitre d'alcool pur on a :

Ancien régime	Nouveau régime 1 ^{er} cas
Achat. 0 § 092	0 § 092
Taxe. 0 § 12	0 § 12
Remises. 0 § 05	0 § 045
0 § 262	0 § 257

Il importe d'ailleurs d'ajouter que la plus-value réalisée par la Régie dans le nouveau système est largement absorbée, et même au delà, par les frais de transport, embouteillage, etc... qui autrefois étaient à la charge de la Compagnie Générale.

commun de plus d'un lot, entraînerait de plein droit au cas où elle serait prouvée, la nullité de l'adjudication ».

Afin de s'assurer contre les aléas d'ordre financier, l'Administration fixe les minima de vente annuelle par lot pour servir de base à l'adjudication. Le total de ces minima atteint 8 millions de litres à 40 degrés pour le Tonkin et le Nord-Annam alors que la moyenne de la consommation pour les trois derniers exercices (1907-1908-1909) a été de 11.493.244 litres ; c'est dire que ces prévisions ont été calculées avec une extrême modération.

L'Administration pousse d'ailleurs la prudence, afin d'éviter les excès de zèle de la part de certains adjudicataires et d'alier au-devant du reproche qu'on pourrait lui faire de forcer arbitrairement la consommation (1) jusqu'à fixer des maxima indiqués sous pli cacheté et à décider (art. 3) que « sera écartée toute soumission indiquant un chiffre annuel de vente supérieur au maximum fixé pour le lot ».

D'autre part les fermiers sont astreints au versement de cautionnements dont le total n'est pas inférieur à 133.370 francs.

Le chiffre minimum des débits de gros devant être

1. Le rapporteur du budget des colonies de 1911 à la Chambre des Députés lui adresse effectivement ce reproche en le basant sur des chiffres inexacts, ce qui lui enlève toute portée.

installés par les débiteurs généraux est fixé à 371 pour l'ensemble des 14 lots.

L'article 12 définit ainsi le devoir du débiteur général : « Assurer dans les meilleures conditions l'exploitation de la vente des alcools indigènes, etc., dans les régions constituant son lot. »

L'article 15 est à retenir : il décide que le Débiteur Général ne pourra faire dans les dépôts *régionaux* d'autre commerce que celui des alcools indigènes, alcools parfumés et vins de Chine. Mais il stipule au contraire que les dépôts particuliers, débits de gros et débits de détail ne sont soumis à aucune interdiction quant aux opérations commerciales pouvant y être effectuées cumulativement avec la vente des alcools indigènes. C'est qu'en effet, l'Administration ayant scindé la vente et le transport de l'alcool, il n'y a plus à redouter de la part des nouveaux fermiers aucune tentative d'accaparement commercial (1).

L'article 21 astreint prudemment le Débiteur Général à entretenir dans chaque dépôt régional un approvisionnement constant au moins égal à la consommation moyenne pendant quinze jours, cette moyenne étant calculée d'après le minimum annuel indiqué à la soumission.

1. Nous pouvons ajouter qu'à cette époque on avait dans les hautes sphères officielles des tendances à craindre que les débiteurs généraux ne pussent pas vivre du seul commerce de l'alcool.

Les licences de gros et de détail sont en principe placées par le Débitant Général sous le contrôle étroit de l'Administration. Celle-ci se réserve le droit d'en augmenter le nombre, soit elle-même, soit par l'intermédiaire du Débitant Général, si elle juge insuffisant le nombre des licences de toute catégorie délivrées directement par ce dernier.

Une disposition intéressante et qui dénote bien l'esprit de bienveillance animant l'Administration à l'égard de la population protégée, stipule que les licences doivent être de préférence réservées aux indigènes ayant servi soit dans un corps de troupe ou dans la marine de l'État, soit dans la garde indigène soit dans les administrations publiques, y compris l'administration indigène du Protectorat.

C'est sur ces bases que l'adjudication des 14 lots a lieu le 25 juillet 1910 avec toute la publicité désirable (1). Non seulement elle a lieu en séance publique, mais les chiffres des soumissions sont publiés à haute voix à l'adjudication même. Le total de ces chiffres atteint pour les 13 premiers lots 11.777.558 litres contre 7.760.000, minimum prévu au cahier des charges.

Quant au 14^e lot (provinces de Phú-tho, Yênbây

1. Notons que des affiches en français, quôc-ngũ et caractères relatives à cette adjudication et spécifiant la liberté accordée aux Annamites de soumissionner avaient été apposés dans l'intérieur de toutes les provinces.

et Lao-Kay), n'ayant pu être adjudgé, il est attribué par traité de gré à gré à deux Annamites.

Parmi les fermiers désignés par l'adjudication figurent également deux Indigènes (2^e et 9^e lots, Thaï-binh et Haïphong).

Le 1^{er} août suivant il est procédé à l'adjudication de l'entreprise des transports des alcools indigènes à effectuer pour le compte de l'Administration.

Le 1^{er} janvier 1911 le nouveau régime provisoire de vente entre en vigueur. Quels en ont été les résultats au point de vue politique et financier ?

Nous croyons pouvoir affirmer que, dans l'ensemble du pays, ils ont été *excellents*, inespérés même au point de vue financier. Et nous basons cette affirmation non seulement sur les rapports officiels, mais aussi et surtout sur les constatations *personnelles* que nous avons pu faire dans le milieu indigène même où, à cette époque, nos fonctions nous appelaient à vivre, sur les témoignages collectifs et individuels que nous avons pu recueillir de toute part au cours de nos tournées dans l'intérieur de la grande province deltaïque à l'administration de laquelle nous avons l'honneur de collaborer, enfin sur les renseignements nombreux et concordants qui nous ont été fournis par nos collègues en fonction dans les autres circonscriptions administratives et par les services techniques compétents.

A. — *Résultats politiques*

Pour qui connaît un peu la psychologie du peuple annamite et sait l'importance que ce peuple attache aux formes extérieures et concrètes, il n'est pas douteux que l'impression heureuse causée parmi nos protégés du Tonkin et du Nord-Annam par l'application du nouveau régime de vente que nous venons d'étudier, a bénéficié dans une limite restreinte sans doute, mais réelle, du seul fait de la substitution de débitants nouveaux à la Compagnie générale du Tonkin et du Nord-Annam.

Le « nhà quê » simpliste n'a d'ailleurs pas manqué de considérer comme une conséquence directe de la disparition de la Compagnie générale celle de la vente obligatoire en bouteilles, ce qui à ses yeux, comme d'ailleurs en fait, constitue le point capital de la réforme. Il s'est senti dès lors plus de sympathie à l'égard de fermiers lui paraissant renoncer généreusement aux bénéfices souvent abusifs, nous l'avons vu, procurés par la vente en récipients officiels de garantie, et, par suite, moins d'antipathie pour l'alcool débité par ces mêmes fermiers et leurs agents indigènes.

Cet alcool lui coûte d'ailleurs sensiblement moins cher que sous le règne de la Compagnie Générale et

c'est une raison majeure de plus pour qu'il remonte dans son estime.

Pendant la dernière période de son exploitation, la Compagnie Générale avait tendance à imposer aux indigènes l'achat de l'alcool en petites bouteilles de 10 centilitres, ce qui leur mettait le litre de liquide à 40 degrés au prix exorbitant de 42 cents, prix souvent majoré par la casse et toujours par l'ennui d'avoir à rapporter au débitant les bouteilles vides pour toucher les 2 cents 1/2 qu'on les avait obligés de consigner au moment de l'achat.

Depuis le 1^{er} janvier 1911 le consommateur peut venir acheter au débit une quantité quelconque d'alcool et l'emporter dans un récipient quelconque et cet alcool ne lui coûte que 29 cents le litre.

S'il tient à acheter de l'alcool en bouteilles de 75 centilitres cachetées, il doit déboursier une somme de 29 cents dans laquelle sont compris 5 cents de consignation du prix de la bouteille, mais le litre de de liquide ne lui revient ainsi qu'à 30 cents au lieu de 32 cents du temps de la Compagnie Générale.

Il gagne donc encore 2 cents, ce qui est appréciable pour un paysan pauvre dont la plupart des dépenses s'effectuent en sapèques.

Tient-il enfin à se fournir en bouteilles de 10 centilitres, il n'a plus à déboursier que 0 \$ 065 (six cents et demi) dont 0 \$ 025 de consignation, ce qui lui

met le litre à 0 § 40 au lieu de 0 § 42 sous le régime antérieur.

L'emploi de la petite bouteille de 10 centilitres comme récipient officiel de garantie a d'ailleurs été pratiquement supprimé à compter de la mise en vigueur du nouveau régime de vente.

Est-il besoin d'insister sur l'accueil que devait faire le consommateur indigène à ces avantages matériels immédiats et certains ?

En ce qui concerne l'organisation de la vente, elle est l'objet de soins tout particuliers de la part des débitants généraux. Les débits de détail et débits ambulants sont multipliés et, sur tous les points du territoire, le consommateur n'a plus que quelques pas à faire pour aller acheter la quantité d'alcool dont il a besoin pour son alimentation ou ses cérémonies rituelles.

Dans de nombreux villages les licences sont attribuées à des notables, ce qui incite ces derniers à prévenir et, au besoin, à réprimer la contrebande. Les débits de gros deviennent l'objet d'une surveillance constante, tant de la part du Débitant Général que des représentants européens et indigènes de l'Administration, laquelle a repris enfin ses droits, et tout est mis en œuvre pour éviter le retour des vexations reprochées à l'ancien régime.

Nous devons à la vérité de dire qu'à cet égard, nous avons assisté dans la province de Thaï-binh à

un effort d'organisation exceptionnellement intéressant et couronné d'un succès amplement mérité par l'honorable fermier (1) de ce lot, succès facilité, il est vrai, par l'appui d'une administration provinciale aussi soucieuse des intérêts des indigènes que de ceux du fisc et par conséquent toujours prête à garantir les premiers contre les abus ou simplement les excès de zèle éventuels du dernier (2).

Mais bien que, de notoriété publique, la province de Thaï-binh (2^e lot) se soit spécialement distinguée au point de vue qui nous occupe au cours des deux exercices 1911 et 1912, les constatations ci-dessus relatées ne s'appliquent pas moins d'une façon générale à tous les lots adjugés. Partout les fermiers avaient intérêt à remplir intégralement leurs obligations et, par leur zèle honnêtement intéressé, à se ménager le concours indispensable des autorités administratives : partout ils ont compris leur intérêt et se sont comportés en conséquence.

Une ombre, il est vrai, pouvait venir obscurcir le tableau. N'était-il pas à craindre que les débitants de gros et de détail, Annamites, et par conséquent

1. Il s'agit ici non de l'adjudicataire primitif, M. La-qui-Chân mais du fermier européen M. Dubuis, à qui le premier a cédé son lot au bout d'un mois d'exploitation.

2. Le nombre des licences de gros et de détail placées dans la province de Thaï-binh par le Débitant Général passe de 25 et 887 en 1910 (Compagnie Générale) à 32 et 1368 en 1913 (M. Dubuis).

ayant une conception de l'honnêteté commerciale assez éloignée de la nôtre, ne profitassent de l'avènement du régime de liberté du récipient pour procéder à des mouillages susceptibles de leur procurer des profits aussi faciles qu'illicites ? Ce qu'il était aisé de prévoir eut lieu et nous ne fûmes pas surpris d'apprendre, dès les premiers mois de l'année 1911, par les rapports des mandarins et les déclarations des habitants qu'en maints endroits ceux-ci se plaignaient que le « nouvel alcool » fût fade, insipide (nhât). Des mesures furent immédiatement prises par les autorités provinciales (Résidences et Service des Douanes et Régies) d'accord avec les débitants généraux pour porter un prompt remède à cet état de choses. Les « nhât què » furent dûment avertis par voie de circulaires et de conférences que le défaut de saveur qu'ils reprochaient à l'alcool provenait non pas de la fabrication, comme ils avaient des tendances à le croire mais de la fraude imputable à des débitants peu scrupuleux et qu'il était de leur devoir et de leur intérêt de dénoncer à l'autorité compétente tous les débitants qui leur délivreraient de l'alcool jugé par eux trop « fade » et par conséquent suspect.

D'autre part une surveillance très étroite fut exercée sur les débitants de gros, les principaux coupables, par les débitants généraux et par les agents du service des Régies activement secondés par les autorités indigènes.

Dans la province de Thai-binh on alla plus loin et l'on tenta une expérience qui put paraître hasardée mais n'en fut pas moins suivie de résultats immédiats. D'accord avec le service des Douanes et Régies, l'Administration résidentielle mit entre les mains des mandarins locaux et d'un certain nombre de chefs et sous-chefs de canton actifs et honnêtes des alcoomètres de Gay-Lussac dont nous n'eûmes guère de peine à leur enseigner l'usage. De nombreuses vérifications inopinées furent opérées par ces agents indigènes tant chez les débitants de gros que chez les débitants de détail et débitants ambulants sur les principaux marchés ; quelques saisies furent opérées, un certain nombre de procès-verbaux dressés et de condamnations prononcées si bien que le mal, qui tendait à devenir épidémique, ne subsista plus qu'à l'état sporadique.

B. — *Résultats financiers*

L'heureuse impression produite sur le consommateur indigène par les premiers adoucissements — de détail si l'on veut — mais réels et tangibles, apportés à la « barbarie » ancienne du monopole et la promesse qui lui est officiellement faite de voir en 1913 son sort amélioré dans de plus notables proportions encore, ne laisse pas que de porter un coup sérieux à la contrebande.

Les chiffres en disent plus long à ce sujet que tout long commentaire.

Les ventes en litres d'alcool à 40 degrés se sont élevées pour le Tonkin et le Nord-Annam à : 13.173.500 litres en 1911 en augmentation de 4.532.000 litres sur celles de 1910 soit 52 %, et à 16.990.936 litres en 1912.

Les recettes budgétaires nettes sont passées à : 1.575.150 \$ en 1911 et à : 1.650.000 \$ en 1912 (1).

Pour la seule province de Thaï-binh les résultats enregistrés sont les suivants :

Ventes de 1910 (Cie Gle):	1.163.663 litres à 40°
— 1911 (Nouv. régime)	1.765.775 —
— 1912 —	2.285.881 —

soit, en deux ans, une augmentation de près de 100 %.

Et nous en arrivons immédiatement à la remarque essentielle qui doit couper court, semble-t-il, à toute

1. Remarquons que, bien qu'en 1912 les quantités vendues soient presque doubles de celles vendues en 1910 la taxe de consommation n'a pas fourni en 1912 un rendement double de celui fourni en 1910. Cela tient, rappelons-le, à ce que depuis 1911, l'alcool vendu par la Régie aux débiteurs généraux se trouve grevé des frais de transport, d'embouteillage, etc... qui autrefois étaient à la charge de la Compagnie Générale. Ces frais sont prévus pour l'exercice 1913 pour :

Transport.	90.000 \$
Entretien des fûts.	12.000 \$
Mise en bouteilles.	15.000 \$
Achat de fûts et bouteilles.	174.000 \$
Soit	291.000

à déduire du produit net de la taxe prévu pour 1.560.000 \$

discussion tendant à contester le succès de la politique de détente inaugurée en 1911, à savoir : que les résultats inespérés ci-dessus indiqués sont *uniquement la conséquence des adoucissements et des améliorations apportés par cette politique à l'exercice du monopole* (1). Il serait faux de les attribuer comme on a parfois voulu le faire :

1° Soit à une augmentation, naturelle ou artificielle, de la consommation *absolue* de l'alcool de riz. Cette consommation a au contraire, depuis quelques années, de sérieuses tendances à baisser. Dans les provinces annamites, tout un intéressant travail de réforme des coutumiers de villages a été entrepris par les habitants eux-mêmes sous les auspices des Administrateurs et des Mandarins qui a essentiellement pour but de réduire les dépenses somptuaires afférentes aux cérémonies rituelles et aux agapes traditionnelles de la pagode communale, dépenses dont une notable partie était consacrée à l'achat du « choum-choum » indispensable aux ancêtres et aux génies comme aux convives.

C'est le village de Cồ-Ninh, situé dans la province de Thái-binh, qui a donné le premier l'exemple et voici à titre d'indication quelques-unes des dispositions de son coutumier réformé :

1. Il convient d'ajouter seulement, comme cause secondaire, le renchérissement du riz qui a contribué à réduire la prime à la contrebande.

Article 17. — « Ceux qui auront à inviter des gens à dîner à l'occasion des fêtes d'anniversaires, des noces, ne devront pas fournir plus d'un petit pot d'alcool par table de quatre personnes sous peine d'amendes (1) variant de 3 ligatures à 5 tiên. Les buveurs seront passibles des mêmes peines. »

Article 44. — « Si, sans motif plausible, des personnes se réunissent pour boire de l'alcool, l'hôte sera puni d'une amende d'une ligature et les invités d'une amende de 3 tiên chacun... »

Si l'on songe que dans la même province de Thaï-binh plus de 600 villages sur 900 environ, avaient, à la fin de 1912, réformé leurs coutumiers dans un sens analogue, plus ou moins restrictif seulement suivant les lieux, et que le mouvement a été suivi par toutes les autres provinces de la basse et de la moyenne région du Tonkin, on peut apprécier dans quelles proportions la consommation absolue d'alcool a pu baisser dans l'ensemble du pays et répondre aisément à ceux qui, dans l'ignorance de tous ces faits, accusent si volontiers l'Administration française « d'intoxiquer les Annamites pour raison budgétaire ».

2° Il serait encore plus faux d'attribuer les résultats obtenus en 1911 et 1912 à une brusque recrudescence dans la rigueur de la répression de la con-

1. Il s'agit d'amendes communales infligées par les notables sans aucun contrôle de l'Administration.

trebande. Le nombre des procès-verbaux suivis de poursuites est sensiblement le même en 1911 qu'en 1910 mais il est très inférieur en 1912.

Dans la province de Thaï-binh, où la répression passe pour avoir été plus rigoureuse que partout ailleurs — sans avoir eu pour cela, en raison des formes dans lesquelles elle s'est exercée, de plus fâcheuses conséquences politiques — plus de 400 procès-verbaux avaient été dressés en 1910 pour une vente de 1.163.663 litres.

En 1912, 150 procès-verbaux environ ont suffi pour assurer une vente de 100 % supérieure.

Nous jugeons superflu d'insister davantage, croyant avoir suffisamment prouvé par les faits et par les chiffres la véracité de ce que nous avançons au début de ce chapitre à savoir : « que le régime de 1902 n'avait pas tant péché par son principe même que par l'application qui en avait été faite. »

Cette longue étude historique nous a mené jusqu'à la fin de l'année 1912. Nous sommes alors à trois mois de l'expiration du contrat de fabrication.

Quel est alors le problème qui se pose au Chef de la Colonie, quelles en sont les données, quelles en sont les solutions possibles, quelle est la solution définitivement adoptée et pourquoi l'est-elle ? C'est à répondre à ces questions que nous allons consacrer la deuxième partie de ce travail.

DEUXIÈME PARTIE

LA QUESTION DU MONOPOLE DE L'ALCOOL AU TONKIN ET DANS LE NORD-ANNAM EN 1913

LE PROBLÈME. — LA SOLUTION

Dès le 5 juin 1909 le Chef de la Colonie a fait connaître aux deux Sociétés détentrices du monopole de fabrication des alcools indigènes que le contrat commun passé avec elles le 10 mars 1903 et venant à expiration le 11 avril 1913 ne serait pas renouvelé.

D'autre part les divers contrats intervenus, à la suite de l'adjudication du 25 juillet 1910, avec les débitants généraux en vue de la vente des mêmes alcools arrivent également à expiration le 11 avril 1913.

Il importe donc d'étudier avant cette échéance les bases d'un régime nouveau : c'est l'une des tâches les plus urgentes et les plus délicates qui incombent au nouveau Chef de la Colonie M. Sarraut dès qu'il a pris possession de ses hautes fonctions à la fin de 1911.

Le problème qui se pose s'énonce assez simplement : il s'agit de trouver une solution qui concilie à la fois et dans une juste proportion les intérêts du trésor et ceux de la population indigène ; il faut, sans s'exposer au déficit budgétaire, entrer résolument dans la voie des réalisations inspirées d'une politique assez libérale pour faire naître la confiance chez un peuple depuis quelques années abreuvé de promesses dont il n'a encore recueilli qu'un commencement d'exécution.

Or la raison veut qu'avant même de créer un état de choses nouveau dont les conséquences doivent influencer, comme en l'espèce, à la fois sur la solidité de notre établissement dans la Colonie et sur celle de son crédit dans le monde, on cherche à se rendre compte des avantages et des inconvénients de l'état de choses actuel et à tirer de cet examen critique des conclusions qui servent de bases à l'élaboration du nouveau régime à instituer.

Que vaut donc, au point où nous l'avons laissé et où le trouve à son arrivée M. le Gouverneur Général Sarraut, le régime des alcools indigènes au Tonkin et dans le Nord-Annam ? Que vaut-il au point de vue financier et que vaut-il au point de vue politique ? Telles sont les deux questions préjudicielles que nous nous posons avec le Chef de la Colonie et auxquelles nous devons répondre.

CHAPITRE PREMIER

Le régime des alcools indigènes à l'expiration des contrats. Ses avantages, ses défauts

SECTION I

Les avantages

Sous le rapport exclusivement fiscal, le régime des alcools indigènes, tel qu'il fonctionne depuis 1911, présente d'incontestables avantages.

La taxe de consommation est légitime dans son principe ; elle frappe, il est vrai, un produit de consommation courante ; mais elle ne constitue pas une violation des conceptions traditionnelles de nos protégés puisque, nous l'avons vu, le Gouvernement annamite avait, dès avant l'établissement de notre protectorat, songé à tirer de l'alcool des ressources financières. En serait-il même autrement que nous n'en considérerions pas moins comme légitime un impôt ayant pour résultat immédiat, sinon pour but, de restreindre dans une certaine mesure la consommation d'un produit qui, absorbé en quantités modérées constitue sans doute, s'il faut en croire le savant D^r Cal-

mette, un complément à l'alimentation peu substantielle des Annamites, mais qui n'en renferme pas moins, en lui-même, des éléments essentiellement nocifs.

Cette taxe indirecte est juste également quant à son assiette, puisqu'elle frappe le contribuable proportionnellement à ses facultés d'absorption, lesquelles sont en rapport direct avec ses ressources pécuniaires.

Elle est d'une productivité suffisamment démontrée par les statistiques que nous avons reproduites au cours de notre exposé historique.

Elle est d'une élasticité certaine et, à en juger par les résultats obtenus depuis 1902, d'une élasticité nettement progressive. Abstraction faite des causes extérieures, politiques ou accidentelles, qui d'une année à l'autre peuvent en faire varier le rendement, ce dernier n'en conserve pas moins une tendance naturelle à s'accroître en même temps que s'accroît la richesse publique : c'est d'ailleurs là le propre de toutes les taxes indirectes de consommation en quelque pays qu'elles fonctionnent.

Enfin elle constitue, en principe, un impôt facile à percevoir parce que facile à payer : le contribuable l'acquitte inconsciemment chaque fois qu'il accomplit l'acte de consommation frappé par la taxe. C'est tellement vrai en pays annamite que le simple « nhà què » n'a jamais eu nettement conscience

de contribuer aux charges publiques en achetant de l'alcool très cher au débit officiel : il a souvent pensé et des pamphlétaires ont même écrit que nous l'avions « vendu aux marchands ».

Quant au mode de perception de la taxe de consommation, le monopole il a, au point de vue fiscal, l'avantage de faciliter singulièrement l'assiette de ladite taxe, puisqu'il permet à l'Administration de réduire au strict minimum les charges et les difficultés de l'exercice. Ce mode de perception n'est d'ailleurs pas plus nouveau pour les Annamites que l'impôt indirect lui-même. Sous la domination annamite toutes les taxes de cette nature avaient toujours été recouvrées sous forme de fermage : le jeu, l'opium, l'arec, les nids d'hirondelles, la pêche, le papier, les bacs n'y avaient pas plus échappé que l'alcool (1). Le monopole de fabrication de fait concédé dans les conditions du contrat de 1903 permet à la Régie de livrer à la consommation des indigènes un produit incontestablement moins nocif que l'alcool distillé par les procédés traditionnels ; le monopole de vente exploité en régie avec le concours de débitants régionaux décharge l'Administration d'une tâche commerciale pour laquelle elle est mal outillée et mal préparée.

Depuis dix ans que ce régime fonctionne au Tonkin et dans le Nord-Annam, il n'a jamais procuré au

1. Voir Guermeur, *op. cit.*, p. 371 et 372.

Budget général une recette annuelle nette inférieure à 1.065.000 \$.

En 1912 cette recette atteint 1.650.000 \$ et, à la suite des tempéraments apportés à l'exercice du monopole, celui-ci est devenu moins vexatoire, plus facilement accepté, moins impolitique par conséquent. On peut espérer que de nouvelles améliorations, sans doute possibles, le rendront moins impopulaire et plus productif encore : il est difficile de trouver une ressource offrant, au point de vue fiscal, des perspectives à la fois si belles et si certaines.

Tel est l'endroit de la médaille.

SECTION II

Les défauts

On a tout dit et tout écrit concernant les inconvénients du monopole des alcools indigènes en Indochine, mais nous avons vu que, pendant la dernière partie de la décade écoulée, ce régime a été très sérieusement amendé.

Il est donc utile de connaître, avant d'y porter la main, quels griefs la population annamite croit encore pouvoir, *en 1912*, articuler contre un système fiscal pour lequel elle semble bien, à en juger par l'accroissement notoire de ses achats d'alcool officiel, manifester moins d'antipathie que par le passé.

C'est pour être fixé sur ce point que le nouveau Chef de la Colonie, loin de se laisser dominer par les préventions qu'il a pu apporter de France où l'on fait volontiers bon marché, nous avons pu nous en rendre compte nous-même, du chemin parcouru depuis 1909, procède, au début de 1912, tant auprès des Résidents Supérieurs en Annam et au Tonkin, des Résidents Chefs de province, et du Service des Douanes et Régies, qu'auprès des Mandarins et des Notables annamites, à une vaste enquête portant à la fois sur les griefs formulés par la population contre le mode actuel de recouvrement de la taxe de consommation sur l'alcool et sur les voies et moyens proposés pour améliorer le régime en vigueur.

Avant d'exposer les résultats de cette enquête, — dont il ne nous appartient point de discuter l'opportunité, — nous croyons utile de reproduire ici quelques-unes des réflexions d'ordre général que nous ont suggérées les réponses écrites ou verbales des Mandarins et Notables indigènes que nous avons été appelé à consulter.

Nous avons constaté tout d'abord qu'il y avait chez l'élite de nos protégés unanimité presque complète sur les vices du système en discussion ; leurs réponses témoignent également d'une compréhension assez claire des nécessités budgétaires en vertu desquelles le Gouvernement ne saurait renoncer purement et simplement aux ressources fournies par la

taxe sur l'alcool, sans être certain de pouvoir demander à un autre impôt des recettes correspondantes. Mais si des critiques, toujours faciles, nous passons aux thèses constructives, nous tombons en général dans l'imprécision la plus décevante, quand ce n'est pas dans la naïveté ou dans la fantaisie pure : sur les 32 réponses écrites qui ont été fournies tant par les Mandarins provinciaux et locaux que les notables (Chefs de Canton et autres notabilités) consultés dans la seule province de Thaï-binh, trois ou quatre au plus nous ont paru dignes d'être retenues en raison des systèmes de remplacement qu'elles exposent.

Quant aux autres élucubrations, ce sont celles de gens simples, accoutumés à ne jamais être consultés par leurs gouvernants naturels sur des questions d'intérêt général et frappés d'une incompréhension atavique quasi totale des problèmes de ce genre. Les Mandarins, frottés de civilisation européenne, familiarisés avec nos procédés d'administration, pénétrés de nos tendances et avant tout préoccupés de les flatter, nous fournissent des avis qui ne sont pas toujours très sincères mais qui parfois sont intéressants lorsqu'ils émanent d'esprits vraiment cultivés comme on en rencontre aujourd'hui. Quant aux Notables, quelques précautions que l'on prenne pour les mettre à leur aise, pour les pénétrer du devoir qui leur incombe, en tant que représentants

autorisés du peuple, d'exprimer franchement l'opinion de leurs mandants, nous les trouvons absolument dérouterés par la consultation que nous leur imposons : caractériser ce qui est, la tâche leur paraît encore aisée ; elle leur a d'ailleurs été largement facilitée par des meneurs intéressés, qui, depuis plusieurs années, leur ont appris par cœur, concernant les vices du monopole, certains lieux communs qu'ils n'eussent jamais inventés seuls ; mais dire ce qui devrait être, voilà ce que ces mêmes notables ont bien du mal à faire, parce qu'ils ne le savent pas, et parce qu'ils ne l'osent pas. Aussi avons-nous vu de braves chefs de canton, munis du questionnaire clair et détaillé que nous leur avions fait remettre, se rendre en groupes auprès de leur Tri-phu ou de leur Tri-huyèn et demander naïvement à ces mandarins dans quel sens il convenait de répondre. Les Mandarins, dûment avertis, se tinrent cois ; mais les réponses des Notables s'en ressentirent : elles furent généralement frappées, en effet, au coin des préoccupations personnelles de leurs auteurs. Cette remarque s'applique également, il est vrai, à une bonne partie des avis fournis par les Mandarins. Et cela se conçoit. Pour être mandarin ou notable on n'en est pas moins homme. Ce sont les Mandarins, ce sont les gros Notables, les gens aisés, qui ont le plus souffert du régime du monopole, qui ont été le plus lésés dans leurs intérêts matériels et moraux. Ce sont

eux qui supportent la plus grosse part de l'impôt sur l'alcool, tel qu'il est établi depuis 1902, obligés qu'ils sont, par leur situation de fortune et leur position officielle, de « représenter », d'entretenir une domesticité nombreuse, une « clientèle » au sens antique du mot, de célébrer avec faste toutes les cérémonies rituelles, familiales ou publiques.

Ce sont eux également qui ont le plus souffert de la dépossession économique consécutive à l'institution du monopole ; ce sont les Mandarins et les agents cantonaux en particulier qui ont vu leur responsabilité administrative le plus souvent mise en jeu en ce qui concerne la répression de la fraude. Ce sont en conséquence les Mandarins et ce sont les Notables qui ont l'intérêt le plus direct et le plus considérable à un changement de régime, et ce sont aussi ceux-là seuls que nous consultons.

Il est aisé de comprendre que leurs avis ne puissent être considérés comme le reflet fidèle de l'opinion de la *masse* du peuple protégé. Est-ce à dire qu'ils soient sans valeur et qu'il y ait lieu de n'en faire aucun cas ? — Loin de nous cette pensée : c'est, en pays d'Annam, l'élite intellectuelle et « ploutocratique » qui domine la masse, qui moralement la subjugue, qui à elle seule forme l'opinion publique : il serait donc impolitique et dangereux de prétendre compter sans elle. Mais ce que nous avons le devoir de faire, en tant que gouvernement protecteur, c'est de

n'accorder à l'opinion inéluctablement partielle ainsi recueillie qu'une valeur simplement documentaire. En faire, *a priori*, le point de départ de nos résolutions en des matières aussi graves, serait nous exposer parfois à sacrifier les véritables intérêts de la masse, la seule partie véritablement intéressante de la population protégée, parce que c'est elle qui peine et qui paye.

Mais pourquoi, nous objectera-t-on, n'avoir pas cherché à connaître la pensée intime, sans réticences et sans réserves de cette masse annamite ? — Nous répondrons qu'en pays d'Annam, dans l'état actuel de son organisation politique et sociale, et dans celui de notre pénétration dans la vie intérieure des villages, il nous est impossible, quelque désir que nous en ayions, de nous trouver jamais seuls et face à face avec le peuple, le « dân » lui-même, avec la masse des simples contribuables non privilégiés. Les conseils auxquels nous demandons des avis sont toujours composés d'éléments appartenant à la classe dirigeante mandarins et notables. Que ce soit le Chef de la Colonie qui s'adresse à la Commission consultative indigène, ce sont des « privilégiés » qui lui fournissent des avis. Que ce soit l'Administrateur qui consulte, dans une pagode, la population d'un village, ce sont les notables qui prennent la parole, le simple habitant ne dit mot ; si on l'interroge et que, par hasard, il réponde, il ne fait que reproduire l'opinion émise par

le notable ou qu'il sait être celle du notable. Essaye-t-on, comme nous l'avons personnellement fait fréquemment, d'interroger isolément et sans truchement un simple contribuable, alors il devient possible d'obtenir des réponses sincères et intéressantes, nettement en contradiction parfois avec celles des notables. Mais ce ne sont là, pour ainsi dire, que des expériences de laboratoire dont la généralisation permettrait sans doute de connaître la véritable opinion publique, mais se heurterait, pour le présent du moins, à des obstacles insurmontables.

Ces quelques considérations permettent de comprendre de quel souci de discernement et de quel esprit de judicieuse critique, ont dû s'inspirer le Chef de la Colonie et ses principaux collaborateurs dans l'examen des critiques formulées contre le régime en vigueur et des solutions proposées par la partie de la population indigène appelée à se prononcer dans les conditions que nous venons d'esquisser.

Les griefs des Annamites contre le régime des alcools indigènes, tel qu'il fonctionne en 1912, peuvent se diviser en deux groupes ; les uns concernent l'alcool lui-même, les autres ont trait aux inconvénients inhérents à l'exercice même du monopole.

§ 1. — GRIEFS CONCERNANT L'ALCOOL OFFICIEL

A. — *Mode de fabrication.*

Un grand nombre de notables annamites, trompés par les racontars de meneurs intéressés, ont prétendu que l'alcool officiel, produit à l'aide d'appareils en cuivre, est un produit malsain, capable d'engendrer de nombreuses maladies (1). L'énoncé de ce grief suffit à en montrer la valeur.

On reproche plus généralement aux distillateurs européens de ne pas employer exclusivement du riz « nêp » (riz glutineux). Ce reproche est fondé en soi, car les usines européennes ne mettent en œuvre que des riz blancs de troisième catégorie, d'ailleurs de bonne qualité; mais il n'a aucune valeur: nous avons en effet noté dans notre étude préliminaire que le choix du « nêp » de préférence à toute autre qualité de riz n'a pas la moindre influence sur le goût de l'alcool; le « nêp » ne peut avoir pour avantage, aux yeux des distillateurs travaillant par les procédés traditionnels, que de favoriser, grâce à ses qualités gluantes, le travail de la macération.

On se plaint encore de ce que, lorsque le riz est cher, les usines françaises distillent du maïs, voire même des

1. Entre autres la stérilité !

patates et de la canne à sucre. De telles assertions sont absolument fausses, puisque les matières soumises à la distillation sont contrôlées par les agents de la Régie, préposés à la surveillance des distilleries ; elles n'ont pu être répandues et accréditées dans la masse naïve des campagnes que par les bouillleurs professionnels désireux de boycotter à leur profit l'alcool de la Régie. Que dire de la légende que nous avons trouvée reproduite dans un grand nombre de réponses de notables et d'après laquelle les distillateurs européens forceraient le degré alcoolique du produit officiel en l'additionnant d'une sorte d'alcool à brûler (côn) ? Nous n'insisterons pas.

Ces allégations, toutes plus fantaisistes les unes que les autres, concernant la fabrication de l'alcool n'auraient jamais pris corps, si l'on avait eu, avant 1913, l'heureuse idée de faire visiter en détail les grandes distilleries d'Hanoï, Nam-dinh et Haï-duong aux principaux mandarins et notables du Tonkin et du Nord-Annam, c'est-à-dire à cette élite intellectuelle qui, par l'hégémonie dont elle jouit dans le pays, forme l'opinion de la masse. Nous avons assisté au début de 1913 à quelques-unes de ces visites tardives, nous avons vu l'air presque ébahi de tous ces hommes vieillissés dans l'erreur et brusquement éclairés, nous avons entendu leurs réflexions, l'expression sincère de l'étonnement que leur a occasionné cet enseignement vivant. « Ce qu'il y a de

« plus extraordinaire, disaient-ils tous, c'est la pro-
« preté qui règne partout dans l'usine ; dès que le
« riz — car c'est du riz — est entré dans la « machine »
« il ne voit plus l'air ni la main de l'homme jusqu'à
« sa sortie sous forme d'alcool. » Certains hauts
mandarins particulièrement dévoués à notre cause
n'ont eu garde de conserver pour eux le fruit de leurs
observations. Nous n'en voulons pour preuve que
l'exemple donné par S. E. le Tòng-Dộc de la grande
province du Nghê-An (Nord-Annam) : à peine de
retour d'Hanoï où on lui avait fait visiter minutieu-
sement la distillerie Fontaine, et où il se vantait d'a-
voir, par méfiance et afin d'assurer sa conviction sur
des certitudes absolues « poussé des colles » aux
agents européens qui l'accompagnaient, ce haut man-
darin adressa de sa propre initiative à tous les villa-
ges de sa province une circulaire, dont nous avons
vu le texte, dans laquelle il faisait part à ses com-
patriotes des constatations personnelles faites par
lui à l'usine d'Hanoï et les engageait à se débarrasser
au plus vite de leurs croyances erronées concernant
la fabrication de l'alcool officiel. Beaucoup de man-
darins et de nombreux notables ont suivi au Tonkin
l'exemple du Tòng-Dộc de Vinh et nous avons tout
lieu de penser qu'à l'heure où nous écrivons ces li-
gnes, les légendes ci-dessus mentionnées ont vécu.

B. — *Goût de l'alcool.*

C'est par les articles de presse ou études diverses consacrés par des écrivains européens à la question de l'alcool en Indochine que nous avons appris que les Annamites se plaignaient de ce que l'alcool de la Régie n'eût pas le goût « empyreumatique ». Ce mot figure en effet dans l'article 32 de l'arrêté organique du 20 décembre 1902, et, de ce que bon nombre d'Annamites prétendaient que l'alcool de la Régie ne fût pas de leur goût, on a immédiatement déduit qu'il n'avait pas la saveur « empyreumatique ». Ce mot a fait fortune grâce à sa consonnance bizarre et nous ne croyons pas nous avancer beaucoup en ajoutant que certains de ceux qui l'emploient n'en connaissent même pas le sens. Quant aux indigènes eux-mêmes nous avouons n'avoir jamais pu obtenir d'eux, à ce sujet, la moindre explication. Ce qu'ils ont su nous dire clairement c'est que l'alcool officiel n'était pas bon (Không-ngon) ou n'était pas sain (Không-lành) ou était fade (nhat) ou trop fort (manh quà) et n'était pas « doux à leur palais » (không êm giong) ; quant au goût « empyreumatique » il n'est pas de mandarin ni de notable et encore moins de simple « nhà què » pour pouvoir en donner une définition (1). La vérité

1. Nous connaissons même un haut mandarin qui n'hésita pas à déclarer officiellement que le « goût empyreumatique » était une « invention française ! »

c'est que si la saveur de l'alcool « Fontaine » n'est pas absolument conforme à celle des alcools obtenus par le procédé rudimentaire employé dans les distilleries annamites, c'est parce que l'alcool « Fontaine » épuré, ne renferme pas les huiles essentielles *très nocives* et d'un goût très prononcé, que l'on trouve dans les alcools de fabrication indigène. Ceux qui croient à la vertu de l'hygiène comme moyen de civilisation, ne sauraient s'en plaindre.

Mais est-il exact, au demeurant, que l'alcool « Fontaine » ne plaise pas au consommateur, que le goût seul de ce produit suffise à le rendre antipathique ? Si l'on prenait au pied de la lettre les affirmations contenues à ce sujet dans les réponses des Notables, on serait tenté de le croire. Mais certains faits de l'histoire sont là pour nous faire douter du bien fondé et de la sincérité de ces allégations.

En Cochinchine, lorsqu'en 1906 le Gouvernement a tenté d'organiser la vente de l'alcool indigène en régie directe absolue, une campagne a été immédiatement menée par les Chinois pour boycotter l'alcool « Fontaine » (1). On a caricaturé sur tous les théâtres annamites les vendeurs de la Régie ; on a représenté des indigènes souffrant de maux terribles et invraisemblables provoqués par la consommation de l'al-

1. Produit par l'usine de Cho-lon appartenant à la Société des Distilleries de l'Indochine.

cool officiel. Cette campagne porta ses fruits, les recettes du fisc baissèrent à tel point (1) que l'Administration dût céder et confier la vente du produit de la Régie à des débitants régionaux, pour la plupart chinois. Du jour où les Célestes ont eu gain de cause, l'alcool mauvais et nocif de la veille est devenu excellent et hygiénique et il l'est demeuré jusqu'à ce jour car personne en Cochinchine ne se plaint du goût de l'alcool « Fontaine », le même pourtant que celui qui sort des trois distilleries installées au Tonkin.

Si de Cochinchine nous remontons au Tonkin, que constatons-nous ?

Au mois de janvier 1899 l'usine de Hanoï, appartenant à M. Fontaine, commença à livrer sa production dans la seule capitale du Tonkin. Si l'alcool mis en vente dans le périmètre urbain et au même prix que l'alcool d'une autre provenance vendu dans la province englobant la ville, n'avait pas été au goût des consommateurs urbains, il est certain que la contrebande n'aurait pas tardé à alimenter Hanoï d'alcool extérieur et que l'usine Fontaine n'aurait pu écouler qu'une faible partie de sa production. Or c'est justement le contraire qui se produisit : le débitant général de la province de Cau-Do (2) se plaignit cons-

1. De 60 %.

2. Devenu depuis la province de Hà-dông.

tamment de la concurrence de l'usine d'Hanoï, les habitants de la province susnommée venant à la capitale s'approvisionner d'alcool « Fontaine »

Dix-huit mois après, les fermes provinciales nées de l'arrêté du 1^{er} juin 1897 furent abolies : la fabrication et la vente redevinrent libres jusqu'à la fin de 1902. Nous avons déjà vu ce qui se passa pendant cette période : tous les distillateurs installés dans les provinces se plaignirent de la concurrence de l'usine de Hanoï et M. Raoul Debeaux, le principal d'entre eux, préféra abandonner son industrie et traiter avec la Société de Distilleries de l'Indochine dans les conditions exposées précédemment plutôt que de courir à une ruine certaine. Et pourtant M. R. Debeaux ne fabriquait son alcool que par le procédé traditionnel qui donne au produit le goût dit « empyreumatique. »

Vers la fin de 1903, le monopole de fabrication de fait étant déjà né au profit des trois usines de Hanoï, Nam-Dinh et Hai-duong on dut, pour cause d'insuffisance du stock, mettre en vente de l'alcool de fabrication indigène provenant de distilleries annamites provisoirement rouvertes, dans une province qui, depuis le commencement de l'année, était approvisionnée en alcool « Fontaine » : il se produisit immédiatement des réclamations on demanda l'alcool « Fontaine » : auquel on s'était habitué et que l'on préférait désormais à l'alcool traditionnel.

En réalité, la question du *goût* de l'alcool officiel

n'a été soulevée que longtemps après la mise en application du régime institué en décembre 1902. Elle n'a guère été, à notre avis, que l'un des arguments d'une campagne intéressée menée par les distillateurs tonkinois victimes de la dépossession économique consécutive à la constitution du monopole de fait au profit des deux sociétés agréées comme fournisseurs privilégiés.

Si vraiment l'alcool Fontaine répugnait au palais de tous nos protégés, ceux-ci n'en auraient pas bu en 1913 deux fois plus qu'en 1910 : il est des dégoûts que deux années ne sauraient suffire à vaincre !

D'ailleurs si, en interrogeant les notables au sujet du goût de l'alcool officiel nous avons généralement obtenu des réponses peu favorables à ce produit — et pour cause — il n'en a pas toujours été de même lorsque nous nous sommes adressé à de simples contribuables : ces derniers ont bien articulé d'autres griefs contre l'alcool de la Régie, mais ils nous ont rarement déclaré qu'il fût mauvais.

C. — *Degré alcoolique.*

« L'alcool de la Régie est trop fort », déclarent la plupart des personnalités consultées : « il enivre, il fait mal à la tête, il rend méchant, il donne des coliques ; c'est de « l'eau de feu » ; voilà autant d'allégations visant le titre de l'alcool ordinaire et qui

nous paraissent, sinon dans leur expression, du moins quant au fond, plus justifiées. Les Annamites étaient habitués à un alcool fort en goût, mais faible en teneur alcoolique puisqu'il ne titrait guère que de 25 degrés à 30 degrés au plus. Nous leur avons imposé un produit titrant 40 degrés : cela peut paraître excessif. Il est en tout cas fort simple de donner satisfaction sur ce point à leurs desiderata.

Il ne faudrait d'ailleurs pas croire que l'exagération du degré alcoolique soit un grief articulé par toute la population annamite contre le produit de la Régie. Les Mandarins, les Notables, les indigènes aisés témoignent au contraire d'une préférence marquée pour les boissons de teneur alcoolique supérieure.

C'est ainsi que le vin de Chine et les alcools parfumés titrant 50 degrés se vendent en quantités chaque année croissantes, et ces liqueurs ne sont pas concurrencées par la fraude. Les chiffres suivants sont à cet égard tout à fait éloquents :

En 1908 il a été vendu 175.654 litres à 100 degrés de vins de Chine et alcools parfumés.

1909	—	330.021 litres
1910	—	312.905 —
1911	—	711.858 —

Un grand nombre de mandarins nous ont déclaré que, pour leur compte personnel, ils ne faisaient

usage que de vin de Chine. L'un d'eux, et non des moindres, nous avoua naïvement que s'il achetait uniquement du vin de Chine, c'est parce que l'« alcool des usines » (*sic...*) ne lui plaisait pas, et il en tira cette conclusion que les usines françaises n'arriveraient jamais à fabriquer de l'alcool conforme au goût des Annamites. Ce haut dignitaire, qui alors n'avait pas encore visité de grande distillerie européenne, était persuadé que le « vin de Chine » consommé par lui venait de Chine. Nous lui fîmes, ainsi qu'à beaucoup de ses compatriotes, une révélation sensationnelle en lui apprenant que ce vin, trouvé délicieux, était fabriqué à Hanoï et Haï-duong (1) tout comme le « choum-choum » vulgaire à 40 degrés. Nous leur fîmes saisir du même coup ce que pourrait être la concurrence des usines françaises sous le régime de distillation libre généralement souhaité par eux.

La vérité est, comme le fait très justement observer M. Guermeur (2), que la Régie a eu le tort de vouloir, en dehors des spécialités, imposer à tous les consommateurs un alcool unique. Au moment de l'institution du régime de 1902 l'Administration était sans doute dominée par la préoccupation de simplifier, en réduisant au minimum les sortes de produits mises

1. L'usine de Nam-dinh ne produit pas de vin de Chine ni d'alcools parfumés.

2. Cf. Guermeur, *op. cit.*, p. 226.

en vente, le fonctionnement du monopole. Mais depuis cette époque elle a systématiquement opposé des fins de non recevoir à toutes les propositions qui lui ont été faites par les distillateurs en vue de varier par le goût, le degré et le prix des alcools livrés à la consommation des indigènes. Nous ne voyons aucune bonne raison pour justifier cette attitude. Il suffit d'avoir vécu en pays d'Annam et de savoir quelle importance les indigènes attachent aux manifestations extérieures du rang, de l'influence, de la richesse, pour comprendre que le mandarin éprouve une certaine honte à consommer le produit qui fait le bonheur du simple notable, et que ce dernier hésite à son tour à s'approvisionner au même fût que le dernier inscrit de 2^e classe : cela peut paraître bizarre, mais cela est, et nous devons en tenir compte. L'état social et la mentalité annamites réclament pour le moins, en dehors des spécialités, trois alcools ordinaires hiérarchisés, un alcool « nhà-quê », un alcool moyen et un alcool de luxe. Le premier doit être inférieur comme teneur alcoolique à l'alcool actuel (1), le second peut lui être équivalent, le troisième doit lui être supérieur tant par le degré que par la qualité obtenue, soit par des repasses aux alambics, soit par le vieillissement.

1. Nous nous plaçons, rappelons-le à la fin de 1912.

D. — *Caractère antirituel.*

L'alcool de la régie, sorti des usines européennes est-il antirituel, c'est-à-dire impropre aux libations qui accompagnent le culte des génies et des ancêtres ? On serait tenté de le croire à lire les assertions qui, à ce sujet, abondent dans les écrits, soit de publicistes métropolitains peu au courant des mœurs indigènes, soit d'adversaires irréductibles du monopole. Il est vrai — et nous aurions mauvaise grâce à passer le fait sous silence — qu'à la cour de Hué les ministres de l'Empire d'Annam, qui ont cependant accepté l'abolition de bien des usages auxquels ils étaient attachés, ont demandé et obtenu que l'alcool destiné aux cérémonies de la Cour, fût, par dérogation spéciale, fabriqué par les procédés traditionnels dans l'enceinte réservée au Ministère des Rites et en dehors de tout contrôle du fisc. Mais notons que si la Cour d'Annam considère l'alcool officiel comme antirituel, ce n'est pas à cause du mode de fabrication employé, puisque, rappelons-le, l'alcool débité dans le Centre-Annam n'est pas de l'alcool « Fontaine », mais un produit distillé selon les anciens procédés, c'est uniquement parce que, en vertu d'une vieille coutume consacrée par le Livre des Rites, l'alcool utilisé pour le culte des ancêtres doit être ri-

tuellement préparé avec le meilleur riz cultivé sur la terre ancestrale.

Ce que nous pouvons affirmer dans tous les cas, c'est que le simple peuple du Tonkin est beaucoup moins « royaliste que le roi ». C'est en vain que nous avons cherché dans les réponses écrites des mandarins et des notables consultés, la moindre allusion au caractère antirituel de l'alcool officiel.

Ce qu'ils nous ont tous dit c'est qu'une cérémonie rituelle n'a pas de valeur sans alcool (Vò tuou bât thành lè) et que, par conséquent, l'alcool est un produit de première nécessité qui doit être à la portée de tous parce que tous les Annamites ont des cérémonies rituelles à accomplir, mais ils n'ont jamais prétendu que cet alcool dût être nécessairement fabriqué selon les procédés indigènes. Il suffit en réalité que cet alcool soit blanc, ce qui est précisément le propre de l'alcool « Fontaine ». Quant aux prescriptions du Livre des Rites, elles sont parfaitement ignorées du vulgaire « nhà-què » aussi bien que le titre et l'auteur du Livre lui-même. Il faut ne pas connaître les merveilleuses facultés de conciliation et d'adaptation des Annamites sur le terrain du rituel, pour penser qu'en les habituant à employer pour leurs cérémonies un alcool nouveau, nous leur ayons infligé une vexation impardonnable ? Nous avons assisté bien souvent chez des pauvres et même chez des riches à des cérémonies du culte domestique, nous avons vu sur les autels des

ancêtres des petites bouteilles de 10 centilitres ou des petites tasses pleines d'alcool officiel et nous n'avons jamais rencontré d'indigène, même très arriéré et très superstitieux, pour prétendre que l'emploi d'alcool « occidental » lui eût attiré la colère des mânes de ses parents défunts.

E. — *Prix de l'alcool*

Nous touchons ici au grief capital formulé par la masse des consommateurs annamites. Ils proclament tous que l'alcool de la Régie est trop cher et ils ont raison : il était, rappelons-le, d'un prix véritablement exorbitant avant la réforme de 1911 ; il est encore en 1912 d'un prix notoirement exagéré.

Avant l'établissement de notre protectorat, l'indigène payait cinq à six cents l'équivalent d'alcool officiel qu'il paye en 1912 29 cents. En raison de l'évolution économique que nous avons provoquée dans le pays, tous les produits de consommation courante et entre autres le riz, ont enchéri ; le prix de la main-d'œuvre a augmenté. Aussi l'alcool de contrebande revient-il au fraudeur de 1912 à peu près au double de ce qu'il se vendait en 1897. Il se vend couramment en 1912 de 18 à 22 cents le litre, grevé qu'il est par la majoration compensatrice des risques du fraudeur et par la cherté du riz. Cet écart maximum de 11 cents

entre le prix de l'alcool de fraude et celui de l'alcool officiel constitue une prime trop forte à la contrebande. Nous sommes, ne l'oublions pas, dans un pays pauvre où une différence de 10 cents pour un objet de consommation courante est considérable.

M. Guermeur croit ne devoir attribuer cet état de choses qu'à l'exagération de la taxe de consommation (1). Nous ne nions pas l'exactitude de ses assertions à cet égard : il est certain qu'une taxe qui a pour effet de doubler la valeur d'un produit est manifestement trop élevée. La comparaison faite par M. Guermeur entre la taxe de consommation perçue dans la Métropole et celle qui frappe l'alcool indigène en Indochine est tout à fait saisissante : En France l'impôt est de 220 francs par hectolitre d'alcool pur, soit de 0 fr. 88 pour un litre d'alcool à 40° ce qui ne représente pas le tiers du salaire moyen de l'ouvrier des campagnes. En Indochine, où le salaire moyen journalier du coolie « nhà quê », ne dépasse pas 12 cents, la taxe perçue sur la même quantité d'alcool représente exactement la valeur d'une journée de travail.

Et notons que si, en France, l'alcool est un produit de luxe dont les pouvoirs publics ont le devoir impérieux de restreindre la consommation, il n'en va pas de même en pays annamite où le « choum-

1. Voir Guermeur, *op. cit.*, p. 221 et suivantes.

choum» est une boisson d'usage courant et nécessaire, peu dangereuse d'ailleurs, car il n'y a peut-être pas de peuple au monde chez lequel la tare alcoolique ait fait moins de ravages que chez le peuple annamite.

Nous sommes également d'accord avec M. Guermeur pour reconnaître que le bénéfice des majorations successives de la taxe, en Indochine, a été plus qu'absorbé par les traitements et indemnités d'un personnel fiscal qu'il a fallu grossir démesurément pour faire face à la fraude.

Mais nous croyons devoir aller plus loin que M. Guermeur : l'exagération des prix de vente de l'alcool officiel au consommateur indigène nous paraît être également fonction, dans une certaine mesure, de l'exagération des prix de cession par le distillateur à la Régie et aussi de celle du coût des intermédiaires de vente. A ces deux points de vue encore il semble bien que le fisc ait, en sacrifiant les intérêts du consommateur-contribuable, sacrifié en même temps les siens propres. Nous verrons par la suite ce qu'on pourra faire pour réparer ces erreurs.

§ 2. — GRIEFS FORMULÉS CONTRE LE SYSTÈME DU MONOPOLE

A. — *Dépossession économique*

Les notables consultés se plaignent unanimement et amèrement de ce que l'institution du monopole ait

fait perdre aux Annamites, — c'est-à-dire surtout à eux-mêmes notables, — le « métier de distiller » avec tous les profits divers dérivés de cette industrie. Il est certain qu'avant 1897, des villages entiers, n'ayant que peu ou pas de rizières communales, s'adonnaient à la distillation de l'alcool ; dans d'autres villages quelques notables aisés tiraient également de cette industrie de larges profits ; tous les propriétaires fonciers n'étaient pas bouilleurs de cru, nous avons déjà insisté sur ce point, mais tout Annamite pouvait se procurer à bas prix un alcool de son goût. Aujourd'hui, sous le régime du monopole absolu institué par le Gouvernement Français après l'évolution historique dont nous avons retracé les phases, plus un Annamite n'a le droit de distiller une goutte d'alcool, même pour son usage personnel. Cette privation d'une franchise possédée depuis des temps immémoriaux a péniblement éprouvé les populations indigènes car elle paraît être restée à leurs yeux sans compensation. C'est en vain, en effet, qu'on tentera d'expliquer au « nhà què » que le lourd sacrifice qu'on lui a imposé a permis au Gouvernement d'accroître ses ressources, que ces ressources ont permis de gager des emprunts et que ces emprunts ont permis de construire des chemins de fer et de beaux monuments ; les chemins de fer et les monuments importent fort peu à la masse sédentaire des campagnes.

Mais ce n'est pas à l'institution des monopoles

absolus de fabrication et de vente en 1902-1903 que remonte le mal, c'est aux premières mesures de concentration de la production qui ont suivi la mise en vigueur de l'arrêté du 1^{er} juin 1897. C'est du jour où l'on a forcé le distillateur annamite à vendre toute sa production au débitant général puis, ce qui est plus grave, à venir exercer son industrie dans les hangars du fermier de la vente, qu'on a virtuellement dépossédé le producteur indigène et qu'on l'a réduit à la fraude. Comment ses plaintes n'ont-elles, dès cette époque, trouvé aucun écho auprès de ceux qui, quelques années plus tard, se sont si furieusement attaqués aux monopoles ? Nous nous abstiendrons de répondre à cette embarrassante question.

Au fond, si l'indigène se plaint si amèrement de la dépossession économique dont il a été victime, c'est qu'il l'attribue au « fait du prince », aux mesures réglementaires édictées par le Gouvernement protecteur.

Pour qui tient compte de la psychologie du peuple annamite, il est possible d'avancer, sans courir grand risque de se tromper, que si, sous un régime de libre concurrence, les distillateurs indigènes avaient été amenés peu à peu et *spontanément* à détruire leurs alambics dans l'impossibilité où ils se seraient reconnus de lutter contre un monopole de fait né au profit des distillateurs européens ou chinois utilisant les

procédés modernes, ils n'auraient jamais songé à reprocher de les avoir ruinés.

L'erreur politique commise a été de créer le monopole avant que ce dernier ne se fût définitivement établi en fait et de ne pas avoir laissé au producteur indigène le temps de se rendre compte de son impuissance à soutenir la concurrence de la grande industrie moderne : tué par cette dernière, il eût résolument cherché d'autres moyens d'existence ; frappé par le fisc, il n'a cessé de résister et de se plaindre, et il se plaint encore en 1912 par l'organe des notables, dont les intérêts sont si étroitement liés, quand ils ne sont pas confondus avec les siens. Dans tous les cas il n'est pas mort. Il eût fallu, pour l'achever, lui enlever toute raison de survivre : on l'a au contraire rattaché à l'existence par une irrésistible prime. Il faut avouer que nous sommes ici en pleine inconséquence : il importe d'en sortir, nous dirons ultérieurement par quel chemin.

B. — *Ruine de l'élevage des porcs*

Bon nombre de mandarins et de notables prétendent que non seulement le monopole a frustré le peuple annamite des bénéfices directs de la distillation et de la vente de l'alcool, mais qu'il a également ruiné l'industrie de l'élevage des porcs. « Autrefois, disent-

ils, chaque famille pouvait engraisser des porcs à l'aide des résidus (hêm) qu'elle retirait de son alambic ou qu'elle achetait à bon compte au bouilleur voisin. La vente de ce bétail lui procurait de sérieux revenus et le fumier fourni par lui constituait un engrais de premier ordre pour la rizière. Aujourd'hui on n'élève plus de porcs et les rizières ont perdu de leur fertilité. » Ces assertions ne nous paraissent pas fondées.

La vérité c'est qu'à l'aide des drêches des trois distilleries françaises du Tonkin, les Annamites élèvent autant de porcs que jadis, mais que cette industrie s'est simplement déplacée. Eparpillée autrefois dans tous les villages, elle s'est de nos jours concentrée dans les régions immédiatement voisines des grandes usines de Hanoï, Nam-Dinh et Haï-duong. Nous pouvons d'ailleurs en appeler au témoignage des statistiques douanières. L'exportation des porcs avait cessé en 1895 ; on ne peut donc accuser le régime institué en 1897 d'avoir interrompu ce commerce ni par conséquent l'élevage qui en est la source.

En 1900 l'exportation avait repris et portait sur un total de 10.000 têtes ; en 1901 elle dépassait 19.000 têtes, tandis que la moyenne antérieure à 1895 avait été de 8.000 ; de 1902 à 1907 elle est restée stationnaire avec une moyenne de 20.520 têtes représentant une valeur de 600.000 francs.

Remarquons de plus que la production de l'alcool

par les grandes distilleries utilisant le procédé Calmette, à quantité égale d'alcool fabriqué, laisse disponible sur le marché, soit pour la consommation locale, soit pour l'exportation, une quantité considérable de riz. La production de 1911, par exemple, a exigé des trois distilleries tonkinoises la mise en œuvre d'environ 13.000 tonnes de riz. Cette même production par des distilleries indigènes n'eût pas exigé moins de 20.000 tonnes de riz, soit une différence de 7.000 tonnes de riz qui constituent pour l'économie locale un appoint de richesse appréciable.

C. — *Répression de la contrebande*

Une cause de récriminations particulièrement vives de la part de nos protégés se trouve dans les exagérations, les vices, le défaut d'adaptation au milieu social du système de répression dont nous avons armé le fisc indochinois pour assurer la perception de la taxe de consommation sur les alcools indigènes. Les « horreurs » de ce régime ont surtout sévi, nous l'avons vu, entre les années 1902 et 1908, mais, malgré les tempéraments et les amendements sérieux qui y ont été apportés, surtout depuis le 1^{er} janvier 1911, l'Annamite en garde encore, en 1912, le douloureux souvenir.

Ce qu'il considère comme l'acte le plus vexatoire

à son égard, c'est la visite domiciliaire de l'agent du fisc, la perquisition. Quelque prudence, quelque modération que l'on puisse apporter dans la pratique des perquisitions (1) de quelques garanties qu'on les entoure (2), ces mesures n'en apparaissent pas moins aux yeux de l'indigène comme des violations de son domicile. Nous ne parlerons que pour mémoire des abus des indicateurs, des dénonciations calomnieuses, des vengeances qui s'exercent à l'occasion de la recherche de la contrebande. Ce sujet est depuis longtemps épuisé.

Les pénalités encourues par les fraudeurs sont elles-mêmes d'une trop grande sévérité. Si elles frappaient toujours le véritable fraudeur, c'est-à-dire l'indigène aisé, le notable, le mal ne serait pas grand ; mais l'agent du fisc ne saisit dans la plupart des cas que de miséreux hommes de paille à la solde des notables et payés pour supporter les condamnations encourues. Il arrive souvent que le véritable bénéficiaire de la fraude ne « lâche » pas le délinquant saisi et lui fournisse indirectement les fonds nécessaires pour

1. Et l'on a dit avec raison que dans bien des cas, les agents du fisc avaient à cet égard manqué du tact nécessaire. Beaucoup d'entre eux, ignorant la langue et les coutumes des indigènes sont exposés à commettre, de la meilleure foi du monde, des actes qui apparaissent à l'Annamite comme extrêmement vexatoires.

2. Elles ne peuvent plus être accomplies par les agents du fisc que moyennant l'autorisation du chef de province et la présence du mandarin du lieu ou de son délégué muni d'une escorte.

transiger avec l'Administration c'est-à-dire, selon la conception annamite, pour racheter sa peine. Mais il arrive aussi que le malheureux homme de paille, sans sou ni maille, soit abandonné sans merci aux rigueurs du fisc ; c'est alors l'amende exécutable par contrainte par corps, c'est-à-dire la prison pour quatre mois, six mois, pendant lesquels femme et enfants sont réduits à la misère ; puis c'est la vente des biens particulièrement odieuse à la population, parce qu'elle lui apparaît comme un doublement de la peine encourue et qu'elle a pour effet de ruiner complètement le fraudeur déjà si durement puni. Il est facile de se rendre compte par cet exposé très succinct que c'est pour les plus pauvres, et au fond les moins coupables, qu'est réservée la plus grande rigueur : c'est assez dire combien ce régime répressif est, comme tout ce qui est plus ou moins copié sur les institutions métropolitaines, mal adapté à la société annamite, et l'on conçoit quelle haine les abus qui en ont été faits à certaines époques ont pu amasser dans le cœur de nos protégés.

La rigueur de la lutte contre la distillation clandestine a-t-elle eu au moins pour effet de réduire cette dernière dans une appréciable mesure ? A en juger par les statistiques que nous avons données au cours de notre exposé historique, on peut répondre négativement. La fraude n'a jamais été vaincue par les moyens répressifs : elle n'a reculé que devant les

mesures préventives de nature soit à l'empêcher de naître, soit à réduire ses raisons d'exister ; elle alimente encore près des deux tiers de la consommation dans l'ensemble du pays.

Pourquoi dès lors, nous objectera-t-on, n'avoir pas mis tout en œuvre pour prévenir la fraude plutôt que d'avoir à la réprimer d'une façon aussi inutile que vexatoire pour les indigènes ? La réponse nous paraît simple et, quitte à être frappé d'ostracisme par certains de nos anciens, nous la formulerons avec d'autant plus de franchise et de liberté que nous l'étayons sur des constatations vécues et sur des expériences plus que concluantes.

Pour prévenir la contrebande, il faut s'adresser aux notables des villages, et pour agir sur les notables des villages, il faut mettre en jeu la responsabilité administrative des mandarins et des agents cantonaux ; or, le zèle des mandarins et agents cantonaux ne s'exerce dans un sens déterminé que lorsqu'il y est excité par l'Administrateur-Chef de province, le chef dont émane toute autorité, celui dont le mandarin reçoit l'impulsion, dont il étudie les tendances sur la manière de qui il règle la sienne propre (1).

1. C'est ce que les Annamites expriment par un dicton connu de tous : *Theo giô phât co* : faire flotter son drapeau dans le vent, c'est-à-dire agir selon les circonstances. Les Mandarins — et surtout ceux

Or, jusqu'à ces toutes dernières années *la plupart* des chefs de province se sont, ou maladroitement ou pas du tout intéressés à la question de l'alcool. Les autorités indigènes placées sous leurs ordres ont observé naturellement la même attitude et les notables des villages ont continué à fermer les yeux ou à ne les ouvrir que pour assouvir des vengeances personnelles. Les agents du fisc avaient, dans ces conditions, beau jeu pour exercer leurs involontaires méfaits ; que de villages n'ont jamais vu la silhouette d'un administrateur français mais combien peu, par contre, n'ont pas reçu la visite redoutée du « douanier » !

Nous ne serons pas taxés, nous l'espérons, d'exagération en disant que l'attitude d'indifférence longtemps observée au Tonkin par beaucoup de Résidents chefs de province à l'égard d'une question qui touche à des intérêts si divers et si urgents, dénotait de leur part une conception pour le moins incomplète de leur rôle. Il nous semble inadmissible que, parce que la taxe de consommation sur l'alcool ne profite qu'au budget général, l'administrateur placé à la tête d'une province se croie dispensé de s'intéresser à la perception de cet impôt, et il paraît inouï que, pour provoquer artificiellement cet intérêt, on ait

de l'ancienne école — jouissent à cet égard d'une faculté d'adaptation parfois déconcertante.

dû songer, à une certaine époque, à allouer aux budgets provinciaux des ristournes prélevées sur les recettes de la régie de l'alcool réalisées dans chaque circonscription.

Nous n'hésitons pas à le déclarer : si, depuis l'institution du monopole, le personnel de la Régie avait vu son action strictement limitée par le chef de province, si ce dernier avait, par son action personnelle, par ses instructions aux mandarins et aux agents cantonaux, par ses conférences aux notables des villages, témoigné hautement de l'importance attachée par lui à la question de l'impôt sur l'alcool et particulièrement à celle de la contrebande, s'il avait mis en jeu la responsabilité administrative de tous ses auxiliaires indigènes et su encourager leur zèle pour réprimer au besoin la distillation clandestine (1), mais surtout pour la prévenir, le rendement de la taxe eût atteint peut-être le double ou le triple de ce qu'il a été et la population aurait eu sans doute deux ou trois fois moins de raisons de se plaindre.

Cette méthode aussi rationnelle que féconde est heureusement celle qui prévaut aujourd'hui, c'est celle

1. Les chefs et sous-chefs de canton nous paraissent les agents les plus désignés et les mieux placés pour opérer des perquisitions et procéder à des saisies. Bien surveillés, ils abusent rarement de leur autorité. Leur intervention paraît aux indigènes bien plus naturelle et bien moins vexatoire que celle des agents européens du service des douanes et régies.

que nous avons personnellement contribué à mettre en pratique dans la province de Thaï-Binh (1). Les résultats ont assez éloquemment répondu aux efforts accomplis pour nous dispenser d'une plus ample démonstration.

M. Guermeur va plus loin : il émet l'avis qu'il y aurait lieu de faire un retour en arrière en supprimant purement et simplement le service des régies et en confiant à l'autorité indigène, contrôlée par l'administration des services civils, la perception de la taxe sur l'alcool. Ce ne serait en somme que respecter la lettre des traités et revenir à l'état de choses antérieur à l'établissement de notre protectorat. Nous ne croyons pas, pour notre part, qu'il soit nécessaire de supprimer le service des régies, ni de licencier du jour au lendemain le nombreux personnel de ce

1. Le succès de cette politique faillit, en 1911, être gravement compromis par de nombreux jugements du tribunal de paix à compétence étendue de Nam-dinh acquittant par principe les délinquants poursuivis sur saisies opérées par les *autorités indigènes*. Le juge s'appuyait sur les dispositions restrictives de l'arrêté du 12 novembre 1908 modifiant l'article 3 de l'arrêté du 5 juin 1903 (Voir page 109). Le Résident de Thaï-binh prit l'initiative de saisir de la question l'autorité supérieure. Le Gouverneur général intérimaire reconnut que les raisons qui, en 1908, avaient motivé les restrictions apportées au droit de saisie des autorités indigènes n'avaient plus de valeur en 1911, aussi, par un arrêté du 25 août 1911 M. Luce décida-t-il que les autorités indigènes seraient, sans aucune restriction, habilitées à faire toutes constatations et à opérer toutes saisies en matière de contrebande.

service, mais ce que nous estimons possible et utile c'est de scinder ce service de celui des Douanes et de le placer sous les ordres directs des chefs de province.

Nous ne voyons également aucun obstacle à ce que les chefs de province et, au-dessous d'eux, les mandarins soient rendus directement responsables de la perception de l'impôt sur l'alcool tout comme ils le sont de la rentrée des taxes directes.

Les agents du fisc placés sous les ordres de l'administrateur seraient chargés de la centralisation des recettes, de la tenue de la comptabilité, du contrôle mobile des autorités indigènes, de la vérification des licences, etc...

Nous ne verrions encore que des avantages à ce que les perquisitions ne fussent faites dans les villages annamites que par les autorités indigènes et spécialement par les chefs et sous-chefs de canton. Il suffirait que ces agents se sentissent étroitement surveillés pour qu'ils s'abstinssent de tous actes arbitraires ou malhonnêtes.

Enfin, nous nous rallions entièrement au vœu formulé par M. Guerneur, de voir les délits commis par les indigènes en matière de régie échapper à la compétence des tribunaux de droit commun pour être jugés par un tribunal provincial spécial composé du chef de province ou de son délégué assisté de deux hauts mandarins et appliquant une législation repres-

sive nouvelle, adaptée à l'état social, aux mœurs et à la mentalité de nos protégés : on ne saurait exagérer, à notre avis, le mal que font à notre autorité morale en pays annamite les théories assimilatrices en vertu desquelles il est trop souvent fait application aux justiciables indigènes de lois métropolitaines ou copiées sur la législation métropolitaine.

En résumé il ressort de cette étude critique que les griefs sérieux et véritablement fondés formulés par *la masse* de la population annamite contre le régime des alcools indigènes en vigueur en 1912 se réduisent à quatre :

Exagération du prix de l'alcool ordinaire,
Teneur alcoolique trop forte,
Manque de variété des boissons officielles,
Perquisitions. Régime répressif trop dur.

CHAPITRE II

Situation juridique de l'Administration au regard de ses cocontractants à l'expiration des contrats passés pour la fabrication et la vente des alcools indigènes.

Nous connaissons le mal et nous avons promis de le guérir. Nous n'avons donc plus qu'à rechercher les moyens de le faire ; mais sommes-nous entièrement libre du choix des remèdes ? Telle est la seconde question qui se pose au Chef de la Colonie au moment où vont expirer :

1° Le contrat du 10 mars 1903 qui lie à l'Administration, depuis dix ans, la Société Française des distilleries de l'Indochine (groupe Fontaine) et la Société des distilleries du Tonkin (groupe Fischer) ;

2° Les 14 contrats intervenus avec les débitants généraux désignés par l'adjudication du 25 juillet 1910.

Pour ces derniers aucune discussion n'est possible. A la date indiquée, c'est-à-dire le 11 avril 1913, l'Administration est absolument libre de ses actes vis-

à-vis de ses cocontractants, sans, de part et d'autre, aucune obligation ou réserve d'aucune sorte.

Quant au *contrat du 10 mars 1903*, la question est très controversée de savoir, si, même après son expiration, il ne limite pas dans une certaine mesure la liberté de l'Administration. Cet acte renferme en effet un certain nombre de dispositions relatives à la situation et aux droits des Sociétés *postérieurement au contrat*.

Voici d'abord le texte original de l'article 12 qui règle la situation juridique des parties contractantes à l'expiration de la convention :

*Art. 12. — § 1. — « Un an avant l'expiration du
« présent contrat, les sociétés contractantes d'une
« part et de l'autre l'Administration des Douanes et
« Régies formuleront leurs intentions au sujet du re-
« nouvellement du présent contrat.*

*« § 2. — L'Administration se réserve le droit d'exer-
« cer directement le monopole de fabrication en ra-
« chetant le terrain, les constructions, le matériel et
« la valeur industrielle des exploitations qui existe-
« ront à cette époque, sous les réserves ci-après :*

*1° « Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 20 dé-
« cembre 1902, aucune construction nouvelle ne sera
« faite sans l'autorisation préalable de l'Administra-
« tion ;*

*2° « La valeur industrielle sera basée sur le droit
« à la production annuelle reconnu actuellement par*

« l'Administration aux sociétés contractantes, sa-
« voir : 28.000 hectolitres d'alcool pur à la Société
« des distilleries de l'Indochine et 12.000 hectolitres
« d'alcool pur à la Société des distilleries du Ton-
« kin ;

« 3° A l'expiration du présent contrat, l'Adminis-
« tration réserve son droit de *traiter pour l'excédent*
« dont elle aura besoin avec tel producteur qu'elle
« jugera à propos. »

On peut reprocher à ces dispositions d'être assez mal et assez peu explicitement rédigées, mais, à notre avis, elles ne laissent planer aucun doute sur les intentions de ceux qui les ont approuvées. Nous nous refusons à chercher dans ce texte une « clause secrète » quelconque. Ce serait faire injure aux hauts fonctionnaires qui ont apposé leur signature au bas du contrat et qui sont au-dessus de tout soupçon. Il suffit, pour « traduire » l'article 12 aisément et correctement de se reporter à la genèse du contrat du 10 mars 1903 telle que nous l'avons exposée dans la première partie de ce travail : c'est là qu'est toute la clef du « mystère » que l'on prétend si souvent planer sur cette « convention scélérate ».

L'article 12 prévoit trois hypothèses que nous allons successivement examiner en précisant quelle est, dans chacune d'elle, la situation respective des deux parties.

A. — *Le contrat est renouvelé dans sa forme actuelle.*

Dans ce cas aucune difficulté. Mais il va sans dire que cette hypothèse est irréalisable puisque le contrat du 10 mars a été dénoncé en temps voulu et que son renouvellement pur et simple empêcherait l'Administration d'apporter aucune modification au régime en vigueur antérieurement à son expiration.

B. — *L'Administration s'attribue le monopole de fabrication (1) et décide de l'exploiter directement.*

Dans ce cas l'Administration est — ce qui se conçoit aisément — tenue de racheter le terrain, les constructions (c'est-à-dire les trois usines et leurs dépendances) et le matériel appartenant aux deux sociétés. La valeur doit en être appréciée, d'accord entre les parties, au moment où a lieu le règlement de l'indemnité de rachat. A défaut d'accord amiable comment sera faite l'évaluation ? A cet égard l'article 12 est muet.

Dans le contrat du 12 novembre 1905 passé pour la Cochinchine (2) avec la Société des Distilleries de l'Indochine il est stipulé qu'à défaut d'accord amiable l'évaluation sera faite par trois experts désignés, le premier par l'Administration, le deuxième par la

1. Rappelons qu'il s'agit du monopole absolu de fabrication né en fait, de par le contrat de 1903, mais non créé par l'arrêté du 20 décembre 1902.

2. Signé par M. Morel, Directeur Général des Douanes et Régies.

Société, le troisième par les deux précédents. En cas de désaccord dans la désignation du tiers expert, il sera choisi par le Président du Tribunal de première instance de Saïgon. Il pourrait être admis qu'au Tonkin, selon la pratique courante, le Conseil du contentieux, saisi du différend, désignerait trois experts pour l'évaluation du prix de rachat.

Quelle est approximativement la valeur des immeubles à reprendre dans ces conditions ? Elle est évidemment difficile à déterminer pour l'Administration faute d'inventaire précis dressé contradictoirement par les deux parties (1). Notons de plus que l'article 12 est muet au sujet des amortissements qui semblent devoir être déduits, à l'expiration du contrat, du montant de la valeur initiale des immeubles et du matériel à racheter aux Sociétés. C'est là

1. Notons qu'à cet égard la situation de la Régie vis-à-vis des deux sociétés de distillation n'est pas du tout la même que sa situation vis-à-vis du Débitant Général lié à elle par le contrat du 31 décembre 1902. Ce dernier était un fermier exploitant un monopole d'État aux lieu et place de la Régie laquelle, devant obligatoirement reprendre le matériel d'exploitation de la ferme à l'expiration du contrat, était par cela même tenue d'en dresser l'inventaire contradictoirement avec le fermier. Les deux Sociétés de distillation ne sont au contraire que *des fournisseurs privilégiés* qui peuvent s'opposer à l'intrusion de la Régie dans la comptabilité de leur matériel jusqu'au moment où l'Administration décide d'établir à son profit le monopole de fabrication en rachetant ledit matériel.

une lacune qui, rappelons-le, n'existait pas dans le contrat Debeaux du 31 décembre 1902.

Dans l'hypothèse envisagée l'Administration doit également racheter la *valeur industrielle* des deux exploitations.

Comment déterminer cette valeur industrielle ? Elle doit être calculée, nous dit l'article 12 § 2, sur la base du contingent de 40.000 hectolitres d'alcool pur attribué aux sociétés par l'article 2 du contrat. Nous entendons bien que, par cette clause, l'Administration a voulu limiter par avance le montant de ses sacrifices en cas de rachat ; sans elle en effet, les sociétés eussent pu exiger qu'à l'expiration de la convention du 10 mars 1903, la valeur industrielle de leur entreprise fût estimée sur la base du contingent moyen effectivement fourni pendant les deux années 1911 et 1912, lequel est, nous le savons, notablement supérieur à 40.000 hectolitres (1).

Malheureusement cette clause est très incomplète car elle ne nous fournit qu'un des facteurs de l'opération à résoudre. Il serait nécessaire de savoir avec quels autres chiffres, le nombre d'hectolitres fixé doit se combiner pour donner le résultat valeur industrielle cherché.

Il est certain que sur ce point la rédaction du con-

1. 52.500 hectolitres en 1911 ; 68.000 hectolitres en 1912 soit en moyenne 60.000 hectolitres d'alcool pur.

trat laisse fort à désirer, car elle place l'Administration dans une incertitude qui peut conduire à toutes les surprises.

Enfin la question peut se poser de savoir si, devenue détentrice du monopole de fabrication, l'Administration entrerait par là même en possession du brevet « Amylo » ou tout au moins, puisque celui-ci tombe dans le domaine public dans le courant de l'année 1913, des brevets complémentaires qui, depuis 1897, ont pu être acquis par les Sociétés.

Quoi qu'il en soit, et en supposant toutes ces questions de détail réglées au mieux des intérêts du fisc, nous n'en estimons pas moins que le sacrifice financier que la Colonie devrait s'imposer pour opérer le rachat serait très considérable: il apparaîtrait comme d'autant plus lourd qu'il viendrait se superposer immédiatement à celui déjà fort imposant, qu'a nécessité la reprise en 1911 du monopole de vente (1).

Mettons les choses au mieux et, supposant que la Colonie soit en état, sans creuser un vide trop dangereux dans sa caisse de réserve, de faire ce nouveau sacrifice, demandons-nous si ce dernier serait au moins compensé par de notables améliorations

1. Il a été dépensé à cet effet au cours du seul exercice 1911 une somme de 1.770.000 piastres.

La Colonie a dû finalement payer à la Compagnie Générale une somme totale de 6.153.153 fr. 07.

apportées au régime en vigueur avant l'échéance du 11 avril 1913. Nous croyons pouvoir répondre négativement. D'abord nous nous rallions délibérément et par principe à l'opinion des nombreux auteurs qui condamnent le système d'exploitation directe par l'État d'un monopole industriel. Nous avons en France d'assez peu brillants exemples de ce que peut procurer de satisfactions au consommateur et de plus-values au budget le talent de l'État industriel. Un grand colonial a dit que « le cléricalisme n'était pas un article d'exportation » : nous en dirons autant du monopole industriel d'État.

Mais admettons encore que, par impossible, ce monopole trouve en Indochine des raisons particulières de s'acclimater, de croître et de prospérer, aurait-il pour résultat d'améliorer le sort des indigènes ? Nous ne le pensons pas : il serait difficile d'abord de lui demander de fournir un produit conforme au goût du consommateur, puisque ce consommateur est annamite et que l'État industriel français n'arrive même pas à donner satisfaction aux Français fumeurs de France ! Il serait ensuite, à moins de faire excessivement bon marché des nécessités de l'équilibre budgétaire, impossible à la Colonie — distillatrice et vendeuse — d'abaisser sensiblement ses prix de vente au consommateur : où trouverait-elle les piastres nécessaires au paiement des nouveaux fonctionnaires-distillateurs et au comble-

ment des larges trous creusés dans la caisse de réserve ?

Or, ne l'oublions pas, l'indigène a reçu des promesses ; il s'attend *pour le moins*, à voir le monopole très sensiblement amélioré, sinon aboli à compter du 11 avril 1913. Nous n'insisterons pas davantage.

C. — *Le contrat du 10 mars 1903 n'est pas renouvelé et l'Administration ne reprend pas le monopole de fabrication.*

Dans cette hypothèse la situation des parties se trouve réglée à la fois par les dispositions générales de l'arrêté du 20 décembre 1902 et par l'article 12 § 2, 3°, du contrat.

Remarquons d'abord que, le contrat expiré, les trois distilleries d'Hanoï, Nam-dinh et Haï-duong retombent sous l'empire du droit commun : elles demeurent des distilleries autorisées auxquelles il est attribué, en vertu de l'article 91 § 4 de l'arrêté du 20 décembre, un contingent de production déterminé. Le droit au contingent découle en effet, non pas, comme on l'a souvent prétendu, du contrat de 1903, mais des dispositions de l'arrêté du 20 décembre 1902, non pas d'un acte contractuel mais d'un acte réglementaire.

Puisque, par hypothèse, nous supposons que le régime institué par l'arrêté susrappelé reste en vigueur, nous sommes obligés d'en conclure que le

droit au contingent doit, pour les trois grandes distilleries, survivre au contrat.

Quel a donc été le rôle de la convention de mars 1903 ? — De fixer simplement *le chiffre* du contingent eu égard à la production réelle moyenne des trois distilleries au moment de la passation du contrat, c'est-à-dire après que ces établissements avaient déjà augmenté leur contingent propre de celui des usines dissidentes rachetées par les deux sociétés dans les conditions précédemment exposées. Il va sans dire que le chiffre du contingent à réserver aux trois distilleries dans l'hypothèse envisagée ne saurait être inférieur à celui qui avait été fixé en 1903 puisque, de 40.000 hectolitres d'alcool pur, leur production effective a, en 1912, dépassé 68.000 hectolitres. Donc en cas de non-renouvellement du contrat, de non-constitution du monopole d'État et de retour pur et simple au droit commun fixé par l'arrêté du 20 décembre 1902, la Régie demeure à notre avis tenue d'assurer aux deux sociétés la production et l'écoulement d'un contingent minimum de 40.000 hectolitres d'alcool pur. Elle ne reprend sa liberté que pour *l'excédent* ; c'est uniquement ce qu'a pour but de rappeler et de préciser l'article 12 § 2, 3°.

Mais, nous demandera-t-on, si l'Administration s'est ainsi engagée à assurer aux trois grandes distilleries, par cela même qu'elle les autorisait, l'écoulement d'un contingent de production de 40.000 hec-

tolitres, même postérieurement à l'expiration du contrat de mars 1903, c'est donc qu'elle prévoyait que, même après cette échéance, elle conserverait les moyens de s'acquitter de cet engagement ? Effectivement. Rappelons en effet que le contrat du 10 mars 1903 est fonction du contrat du 31 décembre 1902 et que l'article 27 de ce dernier acte stipule que : « à l'expiration du contrat l'Administration reprendra directement l'exercice de son monopole de vente (1) des alcools indigènes. »

C'est donc parce que, dans l'esprit des signataires du contrat de mars 1903, le monopole de *vente* devait survivre à cette convention, que dès cette époque, l'Administration a pu prévoir que, postérieurement au 11 avril 1913, elle serait encore en mesure d'assurer l'écoulement d'une quantité quelconque d'alcool indigène et plus spécialement du contingent de 40.000 hectolitres attribué aux deux sociétés.

Puisque, au delà de 40.000 hectolitres d'alcool pur, l'Administration recouvre sa liberté d'assurer, en s'adressant à qui elle voudra, les besoins de la consommation, comment usera-t-elle de cette liberté ?

Si elle ne s'était pas, par l'article 12, § 2, 3°, du contrat de 1903, réservé le droit de traiter avec n'importe quel producteur, elle serait simplement tenue de faire application de l'article 91 § 4, 2° alinéa, de

1. Ce monopole existe, nous le savons, depuis le 1^{er} juin 1897.

l'arrêté du 20 décembre 1902, c'est-à-dire que, si le contingent de 40.000 hectolitres d'alcool pur attribué aux trois distilleries autorisées était reconnu insuffisant pour les besoins de la consommation, elle pourrait s'adresser, par voie de préférence, à ceux des distillateurs qui lui consentiraient les prix les plus réduits et qui seraient dès lors autorisés à augmenter leur production ordinaire en raison des besoins supplémentaires.

Quels pourraient donc être ces distillateurs concurrents en dehors des trois usines ? Ce pourraient être des distillateurs autorisés, après l'expiration du contrat de mars 1903, en vertu de l'article 4 de l'arrêté du 20 décembre 1902. Or, il est bien improbable que ces petits distillateurs, vu leurs frais d'établissement et l'importance forcément réduite de leur contingent et, même supposés exploitant le procédé « Amylo » tombé dans le domaine public, puissent faire à la Régie des conditions plus avantageuses que les trois grandes usines. Ces dernières reconstitueraient alors à leur profit un nouveau monopole de fait.

Mais l'Administration a renoncé par avance à l'obligation de se conformer aux dispositions de l'article 91 § 4, 2^e alinéa, de l'arrêté du 20 décembre. Elle pourra donc traiter librement avec de nouveaux distillateurs et, pour permettre à ces derniers de vivre, elle devra le faire sur la base de prix de cession supérieurs à ceux qu'elle adoptera pour l'a-

chat du contingent de 40.000 hectolitres des trois grandes usines. En aura-t-elle le droit ? C'est ce dont il est permis de douter si l'on se reporte aux termes de l'article 91 § 2 de l'arrêté du 20 décembre ainsi conçu : « Le prix de vente par les distillateurs aux débitants généraux (ou à la Régie au cas de régie directe) est fixé par un arrêté du Gouverneur général à *un taux identique pour tous les distillateurs d'une même région* d'après le prix de fabrication augmenté du bénéfice des distillateurs (1). »

Ce texte semble bien contenir deux dispositions contradictoires : d'une part il prévoit un tarif uniforme pour tous les distillateurs d'une même région ; d'autre part il tient compte, pour la fixation de ce tarif, du prix de fabrication : or, ce prix de fabrication peut varier et varie effectivement dans une même région, notamment selon les procédés employés. Laquelle de ces deux dispositions doit l'emporter ? La question n'ayant pas été tranchée en 1903, elle est encore pendante : nul doute qu'elle n'eût été portée devant la juridiction contentieuse au cas où ayant, dans l'hypothèse envisagée, autorisé l'ouverture de distilleries nouvelles, l'Administration eût, soit ac-

1. Rappelons que c'est par application de ce texte que l'arrêté du 29 décembre 1902 avait fixé une échelle unique de prix de cession et que, dans l'impossibilité de se conformer à cette décision, les distillateurs exploitant le procédé indigène avaient cessé leur production puis s'étaient laissé racheter par les deux Sociétés.

cepté soit refusé de consentir à ces dernières des prix de cession différentiels par rapport à ceux qui, jusqu'au 11 avril 1913, étaient payés aux deux sociétés liées à elle par contrat. En cas de refus, les propriétaires de ces nouvelles distilleries eussent pu invoquer à l'appui de leur cause l'exemple de la Cochinchine où, nous l'avons mentionné, les Chinois ont réussi à obtenir de la Régie pour la cession du produit de leurs usines travaillant selon le procédé asiatique des prix très supérieurs à ceux qui sont payés à la Société des Distilleries de l'Indochine en vertu du contrat du 12 novembre 1905. En cas d'acceptation les deux Sociétés n'eussent pas manqué d'invoquer de leur côté contre l'Administration la lettre même de l'article 91 § 2 susvisé. Nous ne saurions préjuger de la décision qu'eût prise le tribunal saisi.

Résumons : Dans la troisième hypothèse prévue par l'article 12 du contrat du 10 mars 1903 :

1° L'Administration est à notre avis tenue de continuer à prendre aux trois distilleries d'Hanoï, Nam-dinh et Haï-duong 40.000 hectolitres d'alcool pur.

2° Elle est libre au delà de cette quantité mais l'exercice de cette liberté peut donner lieu à certaines difficultés de fait, qui n'en infirment d'ailleurs aucunement le principe.

D. — Il est une *quatrième hypothèse* que l'article 12 du contrat n'a pas prévue : Si à la date du 11 avril 1913 l'Administration *abolissait le régime du*

monopole en abrogeant les arrêtés des 20 et 22 décembre 1902, quelle serait la situation juridique réciproque des parties contractantes ?

On peut trouver surprenant que le contrat du 10 mars 1903 n'ait pas envisagé cette éventualité puisqu'il contient des dispositions relatives à la situation des sociétés vis-à-vis de l'Administration après l'expiration du contrat, et qu'après cette échéance tous les régimes doivent être considérés, *a priori*, comme possibles.

Pourquoi donc l'article 12 ne se réfère-t-il pas à d'autre hypothèse que celle du maintien, après l'expiration du contrat, du régime institué par les arrêtés des 20 et 22 décembre 1902, c'est-à-dire du monopole (1).

Il suffit, à notre avis, pour répondre à cette question, de se reporter une fois de plus aux développements que nous avons consacrés à la genèse historique du monopole et de tenir compte de l'esprit qui a présidé à l'élaboration des conventions passées par l'Administration pour assurer le fonctionnement de ce régime voulu par elle, aboutissement normal d'un long effort réglementaire.

Nous croyons pouvoir avancer qu'à la date du 10 mars 1903 le Gouverneur général de l'Indochine ne pouvait pas penser que le régime du mono-

1. Monopole effectif de vente, monopole possible de fabrication.

pole serait aboli au bout de dix ans. Ce régime semblait en effet répondre à un idéal depuis si longtemps recherché qu'il semblait difficile de prévoir un retour en arrière quelconque pour une échéance aussi rapprochée du point de départ. Notons d'ailleurs que le monopole de vente était à la même époque considéré très nettement comme devant toujours durer au profit de l'État, puisque le contrat du 31 décembre 1902 en prévoit l'exercice en régie directe après l'expiration de la ferme. Or, comme c'est le monopole de vente qui avait provoqué la constitution du monopole de fabrication, il paraissait logique de considérer le sort du second comme indissolublement lié à la fortune du premier.

Suppléons donc nous-même à ce que d'aucuns ont qualifié d'imprévoyance grave de la part de l'Administration de 1903, et comblons la lacune constatée dans les dispositions de l'article 12 précité. Supposons qu'à compter du 12 avril 1913, le Gouvernement de l'Indochine, usant de la plénitude de ses pouvoirs réglementaires, abroge les arrêtés des 20 et 22 décembre 1902 et décrète la liberté absolue de fabrication et de vente de l'alcool indigène. N'est-il alors tenu à rien vis-à-vis des deux sociétés antérieurement liées à lui par le contrat de mars 1903.

Considérons d'abord la question en droit pur : Nous savons que le droit des Sociétés au contingent est né, non du contrat de 1903, mais de l'article 91

de l'arrêté du 20 décembre 1902. C'est pour cela que, même après l'expiration du contrat, ce droit persiste au profit des Sociétés, aussi longtemps que dure le régime institué par l'arrêté susvisé. Mais une fois cet arrêté abrogé, ce même droit s'évanouit naturellement sans qu'il paraisse possible pour les Sociétés de recourir contre l'Administration pour violation d'un droit contractuel. La raison même de ce droit, c'était le monopole, or le monopole disparaît : il entraîne donc définitivement ce droit dans sa chute.

Est-ce à dire qu'en se basant sur des raisons de fait et sur des considérations d'équité, les sociétés ne pourront pas se prétendre lésées par l'acte de puissance publique que représente la suppression du monopole ? Nous ne serions pas sur ce point aussi affirmatif. Les sociétés pourraient, ce nous semble, tenir à l'Administration le langage suivant : « Lorsque en 1903 vous avez voulu, pour parfaire l'exécution de vos desseins, créer un monopole de fabrication parallèle au monopole de vente, vous vous êtes trouvée en présence de difficultés que seule notre intervention vous a permis de solutionner. C'est nous Sociétés qui sommes venues à votre aide en rachetant à beaux deniers comptants toutes les distilleries dissidentes. Non seulement vous nous avez laissé faire, mais encore, pour nous tenir compte de cet effort, vous nous avez, par contrat, assuré l'écoulement du contingent de 40.000 hectolitres acquis

par nous. Pourquoi nous avez-vous gratifiées de cet avantage ? C'est parce que, consciente du sacrifice consenti par nous, vous avez jugé équitable de nous fournir les moyens d'amortir le capital sorti de nos caisses ; or, vous saviez parfaitement que cet amortissement nécessiterait une durée *d'exploitation dans les conditions fixées au contrat de mars 1903*, supérieure à dix années puisque vous avez vous-même affirmé par l'article 12 la survivance de notre droit au contingent de 40.000 hectolitres au delà du terme de la convention.

Vous voulez aujourd'hui, en supprimant le monopole et par suite le droit au contingent, nous priver de la certitude de pouvoir amortir les dépenses faites par nous pour vous permettre, il y a dix ans, d'assurer le fonctionnement de ce régime ? Vous êtes en tant que Gouvernement libre de le faire, mais au moins serait-il équitable que vous voulussiez bien combler par une juste indemnité, le vide que vous creusez ainsi dans notre capital par le seul effet de votre toute-puissance. »

Ce raisonnement étayé sur des faits historiques (1) et des considérations d'équité prévaudrait-il devant la juridiction contentieuse éventuellement saisie, contre les arguments de droit pur précédemment exposés ? C'est à quoi nous ne saurions répondre.

1. Dont la preuve serait bien entendu à la charge des sociétés demanderesses.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs des prétentions que puissent émettre les Sociétés en cas de suppression du monopole, l'Administration de la Colonie *n'en reste pas moins absolument libre d'abroger les arrêtés des 20 et 22 décembre 1902* sans ouvrir par cela même aucun droit à indemnité au profit des Sociétés prétendûment lésées.

Il n'en serait pas de même, nous l'avons vu, au cas où l'Administration, maintenant la législation précitée, voudrait instaurer au Tonkin un régime de distillation libre mais exercée (1) analogue à celui en vigueur au Cambodge et dans le Centre-Annam sans respecter le contingent attribué au deux sociétés. Il y aurait alors, à n'en pas douter, violation de droits contractuels et obligation pour l'Administration de réparer le préjudice causé.

1. Par application de l'article 4 de l'arrêté du 20 décembre 1902.

CHAPITRE III

Les solutions

Dans la limite où nous venons de déterminer que le choix des remèdes est possible, quels sont ceux entre lesquels ce choix peut s'exercer ? Les *principaux* systèmes proposés ou supposables en vue, soit de modifier, soit d'améliorer le régime de l'impôt sur les alcools indigènes en vigueur en 1912 peuvent se grouper en deux hypothèses : dans la première nous supposons que les arrêtés des 20 et 22 décembre 1902 sont abrogés, que le principe du monopole est par conséquent aboli pour faire place à celui de la liberté de fabrication et de vente ; dans la seconde nous supposons le maintien de la législation générale en vigueur : monopole de vente et application des dispositions de l'arrêté du 20 décembre 1902 pour la fabrication.

SECTION I

Systèmes basés sur la liberté de fabrication et de vente

§ 1. — TAXE DIRECTE DE REMPLACEMENT.

Un certain nombre de personnalités — fonctionnaires et publicistes — posent en principe que la plupart des inconvénients du régime de l'impôt sur les alcools indigènes au Tonkin et dans le Nord-Annam sont inhérents, non aux conditions plus ou moins libérales dans lesquelles la taxe de consommation est perçue, mais à la nature même de ce droit considéré dans son rapport avec le milieu où il doit être perçu. Le recouvrement de l'impôt sur l'alcool nécessite la répression de la contrebande inévitablement engendrée par l'institution même de ce droit, et par conséquent les perquisitions. Or ce sont les perquisitions qui constituent le vice capital du régime en vigueur : il n'y a qu'un seul moyen de supprimer l'effet c'est de faire disparaître la cause en abolissant purement et simplement la taxe indirecte de consommation sur l'alcool pour la remplacer par un impôt direct d'un rendement équivalent.

Quel serait cet impôt direct ? Une simple taxe additionnelle soit à l'impôt personnel annamite et à la taxe d'immatriculation des Asiatiques étrangers, soit

à l'impôt foncier, soit à la fois à l'impôt personnel et à l'impôt foncier.

La fabrication et la vente de l'alcool indigène deviendraient absolument libres pour tous : Européens, Chinois et Annamites.

A. — *Avantages du système.*

Au cas où la taxe de consommation serait supprimée et remplacée par une taxe directe, l'indigène aurait, en apparence du moins, toute satisfaction. Libre de fabriquer son alcool selon ses formules et ses procédés traditionnels il serait sûr d'avoir un produit de son goût et à des prix vraisemblablement très inférieurs à ceux de l'alcool officiel puisque la libre concurrence serait rétablie et qu'aucune taxe de consommation ne viendrait grever le produit ; ces prix seraient même sans doute inférieurs aux prix de vente de l'alcool de contrebande pratiqués en 1912, car ces derniers subissent naturellement une majoration destinée à couvrir le contrebandier de ses risques.

La distillation se répartissant à nouveau sur tout l'ensemble du pays, l'industrie de l'élevage des porcs suivrait le même mouvement. Enfin plus de perquisitions, disparition spontanée de tous les abus inhérents à la répression de la fraude.

Quant à l'Administration elle serait assurée de trouver dans l'impôt direct une taxe facile à asseoir et à percevoir, elle aurait de plus la perspective de pouvoir réaliser des économies sensibles sur les dépenses de personnel fiscal.

Il ne faut pas être surpris qu'une partie de l'opinion métropolitaine, dogmatique et doctrinaire, se soit laissée séduire par les vertus curatives *apparentes* d'un remède en soi si simple.

Il n'y a pas davantage lieu de s'étonner que le système envisagé ait rallié les suffrages de nombreux mandarins et de presque tous les notables consultés : cette constatation, loin de nous servir de critérium en faveur d'une pareille solution, suffit au contraire à nous en faire deviner les très graves défauts.

B. — *Inconvénients du système.*

a) *Exagération du montant de la taxe directe de remplacement par rapport au quantum des impositions directes déjà existantes.* — Il est prévu au budget général de l'Indochine pour l'exercice 1913 au titre Régie des alcools indigènes au Tonkin et dans le Nord-Annam une recette brute de 3.500.000 piastres correspondant à une consommation de 52.000 hectolitres d'alcool pur. Pour obtenir le produit net de la taxe de consommation, il faut défalquer du montant

de la recette brute un certain nombre de dépenses de matériel afférentes au fonctionnement de la Régie et dont le total s'élève à 1.872.000 \$ (1).

Le produit net cherché est donc de 1.628.000 \$ et pour le *Tonkin seul* (2), — en réduisant cette somme de 1/8 environ conformément aux résultats de l'exercice 1911, pour les 3 provinces du Nord-Annam, — de 1.424.500 \$. Cette somme nous représente le montant de la taxe directe qui, dans l'hypothèse envisagée, devrait, pour assurer l'équilibre du budget général de 1913, être superposée aux contributions directes actuellement perçues au profit du budget local du Tonkin.

Supposons d'abord que cette taxe de remplacement de 1.424.500 \$ soit perçue sous forme de cents additionnels au seul *impôt personnel*. Ce dernier figure aux prévisions du budget local de 1913, au principal, pour une somme de 1.960.000 \$. Il subirait donc plus de 70 % d'augmentation. Or, le principal de l'impôt personnel est déjà grevé de 765.000 \$ de cents additionnels au titre du rachat des corvées et de 445.000 \$ environ de cents additionnels au titre du rachat des fermes de bacs et marchés soit 1.180.000 \$. En additionnant cette somme à celle de la taxe de rempla-

1. Dont 1.726.000 \$ pour achat de l'alcool aux distillateurs.

2. C'est uniquement dans un but de simplification des calculs que nous n'envisageons la question que pour le Tonkin seul.

cement, on obtient un total de 2.604.500 \$ qui, ajouté au principal de l'impôt personnel aurait pour effet de l'augmenter de plus de 132 %. Si l'on considère que la taxe personnelle est déjà celle qui paraît la plus lourde et la plus difficile à recouvrer pour le contribuable annamite, on en vient à conclure qu'une pareille solution relève de la fantaisie pure beaucoup plus que du bon sens.

Nous devons à la vérité d'ajouter qu'elle n'a été préconisée pour ainsi dire par aucune des personnalités indigènes consultées, même pas par les notables, cependant intéressés, comme propriétaires fonciers, à rejeter toute la charge sur l'impôt personnel.

Supposons maintenant que la taxe de remplacement soit perçue sous forme de cents additionnels à l'impôt foncier seul. Cette solution serait, en principe, plus admissible : Il a toujours paru normal aux gouvernants traditionnels du pays d'Annam, pays pour ainsi dire dépourvu de commerce et d'industrie et dans lequel la richesse a pour source à peu près unique la mise en valeur du sol, de demander à l'impôt foncier la plus grosse part des ressources financières de l'Etat. A l'heure actuelle encore on peut évaluer à 70 % la part afférente au capital foncier dans la somme globale des revenus annuels de la population indigène du Tonkin.

Mais ces considérations théoriques ne nous sem-

blent pas suffisantes pour justifier l'adoption de ce système de remplacement.

Le montant de la contribution foncière est évalué au budget local de 1913, pour le principal, à une somme de 3.134.000 \$.

Si l'on superpose à cette taxe celle de 1.424.500 \$ représentant l'impôt de consommation sur l'alcool, on obtient un total de 4.558.500 \$, de 46 % supérieur au principal de la contribution. Or, cette dernière est déjà grevée de 228.000 \$ de cents additionnels au profit des anciens budgets provinciaux (1) et de 415.000 \$ environ en remplacement des anciennes taxes d'affermage des bacs et marchés, soit 643.000 \$; d'où il résulte que, dans l'hypothèse envisagée, la contribution foncière se trouverait majorée de 2.067.500 \$ soit près de 70 % du principal.

Ce chiffre seul suffit à faire rejeter *de plano* une solution qui consisterait à écraser le capital foncier au point d'absorber la quasi-totalité des bénéfices agricoles.

Supposons enfin que la taxe de remplacement soit perçue sous forme de cents additionnels *à la fois à l'impôt personnel et à l'impôt foncier*. C'est la solution généralement préconisée par les Notables. C'est la seule que nous retiendrons, non pour la faire nôtre, mais pour la discuter, la critiquer et finalement la rejeter.

1. Supprimés à compter de l'exercice 1912.

Nous savons que le montant total du principal des contributions personnelle et foncière s'élève (prévisions de 1913) à :

3.134.000 \$ + 1.960.000 \$ = 5.096.000 \$ et que cette somme se trouve déjà grevée de :

228.000 \$ (cents additionnels au profit des anciens budgets provinciaux).

830.000 \$ (cents additionnels en remplacement des fermes de bacs et marchés).

765.000 \$ (rachat des corvées).

soit 1.823.000 \$ de cents additionnels, représentant 36 % environ du principal. Si nous ajoutons à ce dernier chiffre celui de la taxe de remplacement de l'impôt sur l'alcool nous obtenons un total de 3.243.500 \$ *représentant une augmentation de plus de 62 % du principal de l'impôt direct dont 27 % imputables à la seule taxe de remplacement de l'impôt sur l'alcool.*

Comment, nous objectera-t-on, les notables consultés en tant que représentants officiels de la population annamite, mis en face de ces calculs qui ne sont pas de pures représentations de l'esprit, ont-ils pu se rallier avec autant d'ensemble à la solution dont nous venons d'exposer les conséquences les plus immédiates ? Ces notables savent pourtant bien que les cartes-quittances des villages ont une tendance à s'allonger de manière inquiétante. Elles contiennent déjà :

- 1° Le principal de l'impôt personnel ;
- 2° Le principal de l'impôt foncier ;
- 3° Le montant du rachat des corvées ;
- 4° Cents additionnels provinciaux ;
- 5° Taxe de remplacement des fermes de bacs et marchés ;
- 6° Contribution pour l'entretien des écoles cantonales ;
- 7° Contribution pour le fonctionnement de la poste rurale.

Comment n'ont-ils pas hésité à demander l'adjonction d'une huitième rubrique à cette liste déjà imposante de taxes directes diverses auxquelles viennent, dans la pratique, se superposer d'autres contributions purement communales qui échappent totalement à notre contrôle ?

Nous croyons pouvoir expliquer cette attitude par trois raisons d'inégale valeur :

D'abord la plupart des notables et certains mandarins ont demandé le remplacement de l'impôt de consommation sur l'alcool par une taxe directe parce que cette solution, essentiellement simple, est la seule qui se soit présentée à leur esprit simpliste : peu exercés à résoudre des problèmes de ce genre, ils étaient incapables d'en trouver une autre et, à vrai dire, ils ne s'en sont même pas donné la peine. Ils se sont décidés sous l'influence du malaise présentement ressenti sans se soucier aucunement des conséquences

possibles du système préconisé par eux. L'Annamite est essentiellement imprévoyant et il se montre tel dans toutes les manifestations de son activité, aussi bien dans la gestion de son patrimoine privé, que dans celle de la chose publique.

Un assez grand nombre de protagonistes de la taxe directe additionnelle ont essayé de justifier leurs propositions par l'exemple de la procédure déjà suivie par le Protectorat pour la suppression des taxes d'affermage des bacs et marchés. C'était là un raisonnement par analogie à la portée des intelligences les plus frustes mais aussi les plus superficielles. L'abolition des fermes de bacs et de marchés avait été unanimement réclamée et le principe du remplacement de la recette y afférente par des cents additionnels aux impôts personnel et foncier universellement accepté. Mais aujourd'hui que la réforme est accomplie on constate qu'elle n'est pas aussi bien admise, dans certaines provinces, qu'on aurait pu s'y attendre : faute d'une surveillance suffisante les passeurs de bacs continuent à exiger des pourboires illicites, les gardiens de marchés des droits de place irréguliers et le « nhà què » fait entendre des récriminations parfaitement justifiées.

Ajoutons que le remplacement de la taxe de consommation sur l'alcool par un impôt direct est une opération autrement grave que celle du remplacement des fermes de bacs et marchés par des cents

additionnels aux contributions personnelle et foncière puisqu'il s'agit dans le premier cas d'une recette budgétaire deux fois plus considérable que dans le second.

Enfin les notables, en optant pour la taxe directe, se sont laissé guider avant tout *par des considérations d'intérêt personnel* et nous touchons ainsi au vice capital du système envisagé.

b). — *Abus inhérents à la répartition et à la perception dans le village.* — A s'en tenir à la lettre des textes qui, au Tonkin, réglementent l'impôt direct annamite (1), on serait tenté de croire que cet impôt est une taxe de quotité frappant la matière imposable, personnelle ou foncière, à tant l'unité, tête de contribuable ou mâu (2) de rizières et terrains de diverses catégories. Mais dans la réalité cet impôt est une véritable taxe de répartition. Cela s'explique par l'état social et l'organisation politique du peuple annamite, par l'indépendance de la commune, l'absence d'état civil digne de ce nom et de cadastre parcellaire, l'insuffisance des moyens d'investigation dont dispose l'autorité chargée de l'assiette de l'impôt direct.

L'Administration ne connaît qu'un contribuable,

1. Arrêté du 2 juin 1897.

2. Le mâu vaut 3.600 mètres carrés.

la commune. C'est entre les communes qu'à l'origine le chef de province répartit l'impôt direct global imposé à sa circonscription. Cette répartition est faite au prorata des facultés déclarées des villages sans que souvent ces déclarations aient pu faire l'objet d'un contrôle sérieux ; puis un travail de péréquation tend à faire disparaître peu à peu les inégalités choquantes de la répartition primitive.

Quant au village, il reçoit chaque année du chef de la province une carte-quittance sur laquelle figurent, sous les diverses rubriques indiquées plus haut, ses impositions principales et additionnelles calculées d'après le chiffre des unités imposables portées aux rôles personnel et foncier. Une fois en possession de la carte-quittance, les Notables s'assemblent dans la pagode communale, additionnent le montant des impositions dues à l'État, y ajoutent celui des charges spéciales à la commune, en défalquent, le cas échéant, le produit de la location des rizières communales, puis procèdent à la répartition du total obtenu d'après des rôles que nous ne connaissons pas et qui n'ont généralement rien de commun avec ceux qui ont servi de base aux déclarations faites à l'Administration. Cette répartition opérée par les Notables ne tient aucun compte des classifications établies par les textes en vigueur. Non seulement la dette personnelle est généralement répartie entre tous les habitants imposables sans distinction de classe

et la dette foncière entre tous les mâs sans distinction de catégorie, mais il arrive aussi très souvent qu'une partie de la dette personnelle soit reversée sur la rizière ou qu'une partie de la dette foncière soit reversée sur le personnel, selon que le village est plus ou moins riche en terres cultivables.

En cette matière c'est, comme dit le proverbe annamite, « la coutume du village qui l'emporte sur la loi du souverain » ; il en a toujours été ainsi et nous n'avons pas, à l'heure actuelle, les moyens matériels de modifier cet état de choses.

La déformation infligée par la coutume à nos règlements ne serait d'ailleurs qu'un mal bien bénin, si la répartition de l'impôt direct, telle qu'elle est opérée par les notables du village, n'était généralement entachée d'arbitraire et viciée par les abus de tout genre imputables aux répartiteurs. Ceux-ci constituent, nous le savons, une oligarchie toute-puissante et profiteuse qui, par cela même qu'elle détient l'autorité, se trouve portée à en mésuser. Comme, pour un Annamite, un des attributs de l'autorité est l'exemption d'impôt, les notables ne se font point scrupule de s'exempter de toute contribution personnelle, de dégrever leurs rizières privées et de ne faire supporter à leurs parts de rizières communales, les meilleures du village naturellement, que des charges à peine égales à celles qu'ils imposent aux mauvai-

ses rizières alloties aux derniers inscrits de seconde classe. Il n'est pas rare non plus que ces mêmes notables se rendent coupables de véritables concussions en se livrant à des perceptions abusives ou en prélevant sur le contingent global du village des ristournes pour « frais de service » très supérieures à celles qui peuvent être prévues par le règlement intérieur de la commune.

En définitive l'impôt direct « engraisse » le notable tandis qu'il accable le contribuable pauvre et non privilégié (1).

Ajoutons que les notables ne sont pas seuls mêlés à la perception de l'impôt direct : au-dessus d'eux, chefs et sous-chefs de canton chargés par les mandarins d'en « hâter » le recouvrement dans les villages se font naturellement indemniser de leurs déplacements nombreux ; puis ce sont les employés subalternes des mandarins locaux (Dôi-lê, Lai-Muc, Thòng-lai et Linh-lê) qui comptent les piastres et dont les mains crochues se tendent impérativement vers le contribuable ; enfin ce sont parfois les mandarins locaux eux-mêmes qui perçoivent, — nous en

1. La grosse majorité des requêtes adressées aux mandarins et aux administrateurs français par les simples « nhà què » annamites sont motivées par les concessions et abus des notables, soit à l'occasion de la perception de l'impôt soit à l'occasion de la répartition des rizières communales. Et ce sont là les procès les plus difficiles à instruire et à trancher.

connaissions des exemples, — jusqu'à 5 % du montant total de l'impôt direct dû par les villages de leur circonscription. On ne s'étonnera plus, dans ces conditions, que les notables et certains mandarins consultés se soient décidés avec tant d'empressement en faveur du remplacement de l'impôt sur l'alcool par des cents additionnels aux contributions personnelle et foncière. Ils ont vu là une nouvelle source possible de revenus illicites ; ils y ont vu également la certitude d'échapper aux ennuis et aux tiraillements de toutes sortes qui, sous le régime du monopole de l'alcool, découlent de leur situation entre l'Administration qui les harcèle dans le but de prévenir la fraude, et leurs administrés qui récriminent et leur reprochent leurs rigueurs ; ils y ont vu enfin la perspective de pouvoir poursuivre et développer au grand jour l'industrie de la distillation qu'ils pratiquent en fraude depuis l'institution du monopole. Voilà des raisons trop puissantes pour n'avoir pas exercé une influence irrésistible sur l'esprit de gens fort peu soucieux d'un intérêt général dont ils n'ont qu'une notion très imparfaite et très vague.

Irons-nous de propos délibéré, pour satisfaire des appétits égoïstes, multiplier les abus qui déjà pèsent si lourdement sur la masse de nos protégés ? Ce serait, à notre avis, faillir à nos devoirs les plus élémentaires de peuple protecteur.

D'ailleurs nous devons à la vérité de dire que cha-

que fois que nous avons pu interroger isolément un simple « nhà què » sur la question qui nous occupe et lui poser en termes concrets la question suivante : « Si le Protectorat restitue au peuple annamite le droit de distiller et de vendre librement le « choum-choum » ton village qui jusqu'à présent payait 500 \$ comme impôt des inscrits et des rizières devra payer 650 \$ sans compter les cents additionnels, seras-tu satisfait » ? Nous avons invariablement — sauf en cẽ qui concerne les villages de distillateurs, lesquels sont une minorité — obtenu des réponses nettement négatives : « xin quan lón dẽ vãy » : nous vous demandons de laisser les choses en l'état !

En eût-il été autrement et la masse se montrerait-elle elle-même favorable à la taxe directe, soit qu'elle se laisse dominer par l'opinion intéressée de l'élite ploutocratique, soit qu'elle soit hypnotisée par les avantages apparents et immédiats à recueillir de l'adoption de ce système, que notre devoir n'en serait pas moins de suppléer à son imprévoyance : nous qui savons voir plus loin qu'elle, nous pouvons pressentir ce qui se produirait au cas où nous commettrions l'imprudence de céder au sentiment de la majorité des notables : le report de l'impôt de consommation sur l'impôt direct devant fatalement entraîner avec lui tout un cortège d'abus, d'injustices et de vexations, il n'est pas douteux que la population

avec la versatilité de son caractère, oublierait peu à peu les inconvénients et les charges du monopole de l'alcool pour n'être plus sensible qu'aux vices du nouveau régime et qu'elle ferait entendre des protestations plus vives que pendant les années les plus terribles du règne de la Régie.

c). — *Incidence.* — Que penser d'une solution qui consiste à remplacer une taxe frappant l'acte libre, facultatif, de la consommation de l'alcool, taxe exactement proportionnée aux facultés contributives de celui qui la paie, par un impôt direct perçu sur rôle, atteignant obligatoirement et indistinctement le consommateur et le non consommateur, celui qui consomme beaucoup et celui qui consomme peu ou pas, sinon que cette solution modifie dans le sens de l'iniquité l'incidence d'une partie importante des charges financières qui pèsent sur le contribuable annamite ?

On pourrait, il est vrai, nous faire l'objection suivante : au cas où la taxe directe perçue en remplacement de l'impôt de consommation serait additionnelle à la contribution foncière, l'incidence de la taxe ne serait pas sensiblement modifiée. En effet dans un pays comme le Tonkin, où presque tous les revenus proviennent de la mise en valeur du sol, le gros propriétaire foncier est celui qui a le plus de revenus, c'est aussi celui qui normalement consomme le plus

d'alcool et qui, sous le régime du monopole, acquittait la plus grosse partie de la taxe de consommation : c'est également lui qui supportera la part la plus forte de la taxe directe additionnelle à l'impôt foncier, créée en remplacement de la taxe de consommation, et ce sera justice. Cette objection n'a malheureusement qu'une valeur purement théorique, puisque, nous venons d'y insister longuement, le gros propriétaire foncier qui se confond avec le notable est en même temps le répartiteur de l'impôt direct dans le village et, comme tel, ne contribue en fait aux charges communales que dans une mesure tout à fait disproportionnée à ses facultés réelles. Il est aisé d'en conclure qu'en cas d'adoption d'une taxe directe de remplacement le dégrèvement dont bénéficieraient les gros consommateurs d'alcool se ferait au détriment des petits consommateurs, des simples inscrits de deuxième classe, qu'en un mot, ce seraient les pauvres qui paieraient pour les riches : on appréciera l'équité d'un semblable résultat.

On nous objectera encore que, sous le régime du monopole, l'incidence d'une bonne partie de la taxe de consommation ne se distingue pas sensiblement de celui d'une contribution directe. C'est que ce que cherche à démontrer M. Charles Fournier-Vailly dans une étude parue dans la revue « *l'Asie Française* », du mois d'avril 1912.

« La consommation de l'alcool par les Annamites,

expose cet écrivain, est dans la grande majorité des « cas, collective. Elle se produit dans les fêtes de « village, fêtes soigneusement réglées et où les repas « sont faits, la plupart du temps à frais communs. » Les dépenses afférentes à ces repas et spécialement à l'achat d'alcool, sont réparties par les notables entre les habitants du village, tout comme les contributions personnelle et foncière dues à l'État. Si donc on transformait officiellement la taxe de consommation en impôt direct, il n'y aurait pas grand'chose de changé à l'incidence de la charge.

A s'en tenir aux faits extérieurs, il semble que cette objection ait plus de valeur que la première, encore que, d'une part, la proportion d'alcool consommé à frais communs soit très variable selon les villages, alors que la taxe directe de remplacement serait uniformément répartie entre eux, et que d'autre part la consommation *communale* d'alcool ait depuis quelques années de fortes tendances à baisser par suite du travail de réforme des coutumiers de villages auquel nous avons déjà fait allusion.

Mais il y a plus et, en pareille matière plus qu'en toute autre, il y a lieu de faire état de considérations tenant à la psychologie et aux mœurs du peuple protégé. Or, dans l'esprit du contribuable annamite, il n'y a pas de comparaison possible entre l'impôt direct dû à l'État et la cotisation qu'il verse dans la caisse communale pour contribuer à la célébration

d'un grand festin, d'une cérémonie rituelle en l'honneur du génie patronal du village ou à la réparation de la pagode qui lui sert de tabernacle. La contribution due à l'État lui est imposée de force, il la paie bon gré mal gré, comme tout contribuable de tout pays paie son impôt, avec cette aggravation qu'en pays d'Annam le simple « nhà què » ne se rend que très vaguement compte de l'emploi qui est fait de son argent, parce qu'il n'a pas la notion de l'intérêt général. S'agit-il au contraire de cotisations destinées à ce qu'on appelle en Annamite les « affaires du village », par opposition aux « affaires de l'État », alors aucune arrière-pensée, aucun regret : on ouvre sans hésiter sa cassette à piastres, persuadé qu'on est de retrouver une bonne partie de sa quote-part sous forme de victuailles ou d'alcool communal voire même de faveurs octroyées par le Génie congrûment traité !

Un simple exemple vécu entre cent achèvera d'éclairer notre démonstration. C'était en 1911, dans un huyèn maritime où d'importants travaux d'hydraulique agricole venaient d'être exécutés sur les crédits du budget local et avaient assuré au village de X... deux récoltes de riz par an sur des terrains qui jusqu'alors n'en avaient produit qu'une. Au moment de la révision annuelle du rôle d'impôt foncier, le mandarin local proposa, pour tenir compte de cet accroissement notable de richesse, de porter un certain

nombre de mâu de rizières appartenant au dit village de la troisième et de la deuxième classe à la deuxième et à la première, ce qui avait pour effet de majorer sa contribution foncière de 250 piastres environ.

Ce furent aussitôt des protestations véhémentes contre le prétendu « arbitraire » du mandarin, protestations à la Résidence et même à la Résidence Supérieure du Tonkin. Une enquête fut dirigée sur place et permit au Résident Chef de province d'apprendre que le village de X..., si peu disposé à contribuer pour 250 \$ de plus aux charges publiques, venait par contre de mettre à profit le surcroît de richesse dont il se trouvait et se savait bénéficier, pour s'imposer librement une cotisation globale de plus de 4.000 \$ destinée à la construction d'une superbe pagode communale !

Se fût-il agi d'acheter en commun pour 400 \$ d'alcool de la régie, afin de célébrer une énorme fête, que le même village l'eût fait aussi volontiers, *ne se doutant pas* qu'en consommant en l'honneur du génie 1.380 litres d'alcool, il eût payé 165 \$ piastres d'impôt à l'État. C'est dans cette différence d'« incidence morale », si l'on peut dire, qu'est le nœud de la question : supposons que, par impossible, tout l'alcool officiel consommé au Tonkin soit de l'alcool acheté par les villages à frais communs répartis entre les contribuables à la façon d'une taxe directe et,

que, par suite, la taxe de consommation prenne, quant à l'incidence, la physionomie d'une véritable taxe directe de répartition, nous n'en considérerions pas moins la taxe de consommation comme infiniment préférable à l'impôt direct de remplacement par cette seule raison que le second constituerait un supplément de charge *visible*, due à l'État, donc non volontaire, tandis que la première se confond, dans l'esprit de l'Annamite, avec les charges volontairement consenties pour le fonctionnement de la vie communale.

d). — *Répartition de l'impôt dans l'ensemble du pays.* — Comment répartir avec équité le contingent de la taxe directe de remplacement sur l'ensemble du pays ? Comment déterminer la quote-part additionnelle, personnelle ou foncière du contribuable ? Deux procédés sont possibles.

a) Ou bien l'on divise le chiffre du rendement actuel moyen de la taxe de consommation sur l'ensemble du pays par la somme des unités imposables, inscrits et mâu de rizières, de l'ensemble du pays. Le procédé est simple mais parfaitement arbitraire : en effet la consommation non seulement officielle mais réelle d'alcool n'est pas uniforme ; elle peut varier de province à province, à nombre égal d'habitants, à superficie équivalente de terres cultivables.

b) Ou bien dans chaque province on prend pour base de la répartition de la taxe de remplacement le rendement actuel moyen de la taxe de consommation sur l'alcool officiellement consommé. Mais alors les régions où la contrebande, peu surveillée, a pris un développement considérable et où la taxe de consommation est peu productive, parce que l'alcool officiel y est peu consommé, vont bénéficier indéfiniment de cette quasi-exemption d'impôt au détriment des autres régions où, de gré ou de force, le contribuable a, depuis des années, acquitté plus régulièrement ses dettes envers le fisc : flagrante injustice !

Le problème nous paraît pratiquement insoluble.

e). — *Dangers financiers.* — Au point de vue purement financier nous n'hésitons pas à considérer comme une hérésie une solution qui consiste à remplacer une taxe indirecte de consommation par un impôt direct.

Ce qui fait la grande valeur des impôts indirects, c'est leur élasticité, leur faculté d'extension indéfinie. Il est impossible d'augmenter chaque année la quotité de l'impôt direct au fur et à mesure de l'accroissement des revenus du contribuable sans amener de sa part de véhémentes protestations, tandis que le rendement des taxes indirectes a une tendance naturelle à suivre très exactement, dans son mouve-

ment ascensionnel, le développement de la richesse publique auquel il sert pour ainsi dire de baromètre.

Ces considérations générales trouvent parfaitement leur application en pays d'Annam (1). L'extension de la taxe directe additionnelle perçue en remplacement de l'impôt sur l'alcool, serait forcément très limitée, subordonnée uniquement à l'accroissement de la population ou de la superficie des terres imposables. Or l'Indochine est un pays neuf, doté d'un outillage économique encore incomplet et où, jusqu'à ce jour, il n'a été fait que peu de chose par le Gouvernement protecteur pour accroître la production du sol ou créer d'autres sources de richesse : où donc l'État trouvera-t-il les excédents de recettes indispensables pour gager les futurs emprunts destinés au développement moral et matériel de la Colonie, s'il renonce par avance aux plus-values constamment progressives que lui promettent presque indubitablement les taxes indirectes ?

Enfin quelle imprudence n'y aurait-il pas, dans un pays de monoculture où les cataclysmes climatériques sont particulièrement fréquents (sécheresses, inondations, typhons, grêle, etc...) et où les « vaches maigres » alternent avec les « vaches grasses », à

1. Notons que le budget du Siam, royaume indépendant, est alimenté en grande partie par des impôts indirects.

fondre dans l'impôt direct, sous forme de cents additionnels, la taxe de consommation sur l'alcool et à gager ainsi une partie plus considérable encore des recettes budgétaires sur l'état de la récolte ?

Déjà le budget général subit très lourdement, par suite des moins-values sur la taxe à la sortie du riz, le contre-coup des récoltes déficitaires. Dans l'hypothèse en discussion, la situation ne ferait qu'empirer. Avec l'ère des « vaches maigres » s'ouvrirait à coup sûr celle des dégrèvements en masse et par suite celle du déficit : pitoyable moyen, on l'avouera, d'assurer la solidité du crédit de la Colonie !

f). — Passons outre à toutes ces objections pourtant aussi graves que diverses, et, pour répondre au vœu des Notables, rendons au peuple la liberté qui lui semble si chère moyennant le paiement d'une taxe additionnelle à l'impôt direct : sommes-nous au moins certains que ce gros sacrifice sera compensé pour lui par des avantages réels et surtout durables ?

Oui *en apparence* : D'abord il aura recouvré la liberté de distiller ou de boire de l'alcool à sa convenance, ce qui en soi vaut bien quelque chose ; ensuite il verra revenir dans son escarcelle les bénéfices qui jadis entraient dans la caisse des distillateurs privilégiés et des fermiers du monopole de vente ; et, avec cela, il aura largement de quoi payer ses cents additionnels.

Non en *réalité* : car l'établissement de la liberté absolue de fabrication aura pour la masse de la population indigène des effets auxquels elle est loin de s'attendre. Nous avons pu remarquer en effet, lors de l'enquête prescrite par le Chef de la Colonie, que bon nombre de mandarins et la quasi-totalité des notables étaient persuadés que le régime de liberté réclamé par eux bénéficierait aux seuls indigènes, et que les distillateurs européens, ou seraient purement et simplement renvoyés en France par les soins du Protectorat (*sic*), ou renonceraient d'eux-mêmes à vendre dans le pays leur produit peu apprécié. Ils partaient de ce principe que les usines européennes, grandement outillées et produisant beaucoup, devaient avoir des frais bien plus considérables que les distillateurs annamites (1), que c'est pour cette raison qu'elles étaient obligées de vendre leur alcool sensiblement plus cher que l'alcool traditionnel, et ils concluaient de là que, sous un régime de liberté, l'alcool « européen » ne pourrait pas lutter contre le « choum-choum » annamite, d'autant moins que les grandes usines n'arriveraient jamais à fabriquer un produit conforme au goût du consommateur indigène. Point n'est besoin de démontrer la fausseté de ces

1. C'est de l'économie politique annamite : le marchand indigène vend généralement par dix objets du même modèle plus cher qu'à la pièce !

croyances profondément ancrées, nous le répétons, dans l'esprit de la majorité des notabilités consultées.

Que se passerait-il en réalité ? La suppression de la taxe de consommation sur les alcools indigènes aurait immédiatement pour effet d'affranchir de toute imposition les distillateurs européens, tandis que la taxe directe de remplacement pèserait tout entière sur les indigènes et les Chinois. L'alcool indigène des usines, qui serait fabriqué à bas prix grâce aux procédés de distillation perfectionnés et de manière à satisfaire le consommateur — car il est certain que sous un régime de libre concurrence les usines européennes feraient très rapidement pour l'alcool ordinaire ce qu'elles ont déjà fait pour les spécialités — conquerrait peu à peu tous les marchés. On nous objectera en vain que, le procédé Calmette tombant dans le domaine public à la fin de 1913, il ne tiendra qu'aux distillateurs indigènes de l'utiliser pour obtenir des rendements supérieurs et abaisser d'autant le prix de revient du produit. Le procédé « Amylo » ne peut être employé utilement que dans des établissements pourvus d'un outillage moderne et perfectionné, tels que seuls des Européens, ou à la rigueur des Chinois, peuvent à l'heure actuelle en construire et en exploiter.

Il arriverait donc fatalement que, vaincues par une concurrence d'autant mieux armée pour la lutte

qu'elle opérerait sur la base de positions déjà acquises, les petites distilleries indigènes ne tarderaient pas à se refermer spontanément, laissant se constituer au profit des grandes usines un nouveau monopole de fait, lequel pourrait devenir bien plus dangereux que l'ancien, car il échapperait naturellement à tout contrôle de la puissance publique. Et devant un semblable état de choses l'indigène n'aurait qu'à s'incliner et à payer ses cents additionnels de remplacement sans pouvoir émettre la moindre protestation : en réalité, il ne paierait pas, il solliciterait des dégrèvements en masse ou rééditerait peut-être la « révolte des cheveux coupés ».

Pour parer à cette éventualité, certains publicistes (1) ont cru devoir préconiser l'institution d'un régime de protection des distilleries indigènes consistant à soumettre à une taxe de consommation le seul alcool produit dans les grandes distilleries utilisant les procédés européens.

Nous estimons avec M. Fournier-Vailly (2) que la conception suivant laquelle un alcool serait surtaxé parce qu'il est obtenu par un procédé moderne et perfectionné est anti-économique. Une combinaison de ce genre ne serait en l'espèce qu'une mesure de protection à rebours des intérêts français, les plus

1. Voir entre autres : Article de M. Dalcq, *Bulletin de l'Asie Française*, juin 1912.

2. Voir *ibidem*.

respectables pourtant, ce nous semble, de ceux que nous devons sauvegarder dans la Colonie ; elle serait de plus inconciliable avec le principe de la liberté absolue de fabrication ; enfin elle ne manquerait pas de soulever de légitimes protestations de la part des distillateurs européens lésés par l'établissement d'une taxe différentielle frappant exclusivement leurs produits. Nous ajouterons même que l'alcool sorti des grandes usines utilisant le procédé « Amylo » étant incontestablement le moins nocif qui puisse être consommé en Indochine, l'hygiène et le souci de la santé publique exigeraient qu'il fût au contraire protégé contre le « choum-choum » traditionnel bien autrement toxique et dangereux au point de vue social.

Pour conclure : l'institution d'une taxe directe additionnelle à l'impôt direct en remplacement de la taxe de consommation sur l'alcool présenterait les plus graves inconvénients et n'apporterait vraisemblablement aucune amélioration réelle et durable au sort du peuple annamite. Nous repoussons donc cette solution avec toute l'énergie d'une conviction étayée, soit sur des faits certains, soit sur des arguments qui, nous croyons l'avoir suffisamment démontré, relèvent davantage de la raison que l'imagination pure.

§ 2. — DISTILLERIES RÉGIONALES EXERCÉES.

Certaines des personnalités consultées dans la Colonie et, en France, M. Peyrouton (1) ont songé au remplacement du système du monopole par celui des distilleries régionales exercées tel qu'il a fonctionné déjà en Indochine sous l'empire des dispositions de l'arrêté du 16 septembre 1898.

On autoriserait l'ouverture dans les provinces d'une ou plusieurs distilleries présentant au point de vue construction et aménagement toutes les garanties permettant une surveillance facile de la production. Ces établissements seraient exercés d'une façon permanente par des agents de la Régie. On pourrait même obliger les distillateurs autorisés soit à louer des appareils aux bouilleurs de cru annamites désireux de distiller eux-mêmes le produit de leur rizière, soit à distiller les matières qui leur seraient apportées dans le même but par les petits propriétaires. Une taxe de consommation frapperait les alcools fabriqués à la sortie de la distillerie régionale.

La vente serait libre et subordonnée seulement à la possession d'une licence de marchand de gros ou de détail.

Remarquons tout d'abord que la mise en application

1. V. Peyrouton, *Les monopoles en Indochine*, p. 224 et suiv.

de cette combinaison ne suppose pas obligatoirement l'abrogation de l'arrêté du 20 décembre 1902 : la preuve en est que le régime de la distillerie régionale exercée est celui qui, depuis 1902, fonctionne dans le Centre est le Sud-Annam ainsi qu'au Cambodge. On peut dès lors se poser la question de savoir si pareil système pourrait être étendu au Tonkin et au Nord-Annam sans que soit respecté le droit au contingent de 40.000 hectolitres d'alcool pur reconnu aux deux Sociétés en vertu du contrat de mars 1903, pour tous les cas où, après l'expiration de cette convention, l'arrêté du 20 décembre 1902 resterait en vigueur.

Supposons cette question juridique tranchée — ce dont nous avons personnellement tout lieu de douter — dans le sens le plus favorable à l'Administration, la combinaison envisagée constituerait-elle une solution de nature à remédier réellement aux inconvénients du régime en vigueur à la fin de 1912? Nous ne le croyons pas.

La liberté de fabrication accordée aux petits distillateurs indigènes serait purement fictive. L'obligation qui leur serait faite de quitter leur village ou leur foyer pour aller pratiquer leur industrie dans l'enceinte de la distillerie régionale constituerait pour eux une telle charge que, comme en 1898, ils ne manqueraient pas de chercher à s'en exonérer par la fraude, d'où nécessité de la répression et continuation inéluctable des perquisitions. L'Adminis-

tration voudrait-elle négliger la distillation clandestine qu'elle s'exposerait non seulement à des déboires financiers mais aussi à des revendications énergiques de la part des distillateurs exercés.

D'autre part, dans l'hypothèse en discussion, les distilleries régionales seraient naturellement soumises à la concurrence les unes des autres et aussi, ne l'oublions pas, à celle des grandes distilleries européennes déjà installées dans le pays.

Il en résulterait qu'au bout de peu de temps les entreprises les mieux outillées pour produire à bas prix auraient tué les autres et que nous nous retrouverions en présence de nouveaux monopoles de fait au profit de quelques grandes usines européennes dans le delta et de quelques distilleries chinoises dans les régions excentriques. La population indigène ne recueillerait de la réforme aucune satisfaction, ni au point de vue de la dépossession économique dont elle s'est plainte, ni au point de vue du prix de l'alcool, lequel ne saurait être limité par mesure administrative.

Cette seconde hypothèse ne nous semble pas en conséquence plus digne d'être retenue que la première.

§ 3. — TAXE FRAPPANT L'APPAREIL DE FABRICATION.

Dans cette hypothèse qui nous ramène, en principe, au mode de taxation en vigueur sous l'ancien gouver-

nement annamite, l'impôt de consommation est supprimé, la fabrication et la vente de l'alcool sont rendues libres, mais les appareils de fabrication, c'est-à-dire les alambics, sont déclarés, recensés et vérifiés pour être frappés d'une licence dont le montant est calculé proportionnellement à la capacité de production de l'appareil et au procédé de distillation employé.

L'établissement des tarifs peut être fait sur deux bases différentes :

1° Les alambics déclarés sont recensés par province et imposés chacun proportionnellement à sa capacité de production d'après le contingent de consommation officielle de cette province. Le procédé est assez simple, mais de même que pour la répartition de la taxe directe de remplacement, il conduit à une iniquité car il fait bénéficier de détaxes injustifiées les alambics indigènes destinés à fonctionner dans les régions où, jusqu'en 1912, la contrebande fournissait la plus grosse partie de la consommation réelle.

2° On prend pour base un chiffre déterminé représentatif de la taxe de consommation par litre d'alcool et on établit le tarif de la licence en multipliant ce chiffre par le coefficient de production attribué à l'alambic supposé en marche constante.

Dans l'un et l'autre cas, on peut prévoir que les tarifs seront infiniment supérieurs aux droits perçus sur les alambics en vertu de l'ordonnance de Tu-

Duc : Il s'agit aujourd'hui de récupérer une somme de près de 1 million $1/2$ de piastres au lieu de 5.000 ou 6.000 \$ que rapportaient à notre arrivée les 400 alambics déclarés au Tonkin.

Les calculs suivants donneront une idée de ce que ces tarifs pourraient être dans l'hypothèse envisagée.

La production mensuelle de l'alambic annamite ordinaire tel que nous l'avons décrit dans notre chapitre préliminaire, est évaluée à 450 bouteilles de 75 centilitres (1) soit 5.400 bouteilles par an ou, en chiffres ronds, 4.000 litres à 35 degrés.

Si l'on estime à 100.000 hectolitres d'alcool pur soit environ 285.000 hectolitres d'alcool à 35 degrés, la consommation *réelle* globale du Tonkin, on voit qu'il suffirait de 7.125 alambics pour faire face aux besoins de la consommation. Le produit net de la taxe de consommation pour 1913 étant prévu pour 1.424.500 \$ piastres, la taxe de fabrication abonnataire par alambic devrait s'élever à *plus de* 200 \$ pour que les intérêts du Trésor soient sauvegardés. Cette taxe grèverait le litre d'alcool à 35 degrés d'une somme *de* 5 cents. Or, le prix de revient du même litre d'alcool à 35 degrés fabriqué par l'alambic indigène varie entre 6 cents et 11 cents selon que le cours du riz varie entre 2 \$ 50 et 4 \$ 70 le picul de 60 kgr. 400. On peut déduire de là que le prix de vente de cet alcool

1. Mesure aujourd'hui couramment employée par les Annamites

devrait osciller entre 11 cents et 16 cents, plus le bénéfice du distillateur calculé hypothétiquement à 120 \$ par an (1) soit à raison de 3 cents par litre, c'est-à-dire en définitive *entre 14 cents et 19 cents* le litre de liquide à 35 degrés.

Ces chiffres démontrent surabondamment que, dans le système envisagé, l'accaparement des marchés par les grandes usines existantes sera réalisé à coup sûr et sans lutte possible, à moins qu'une énorme surtaxe ne vienne frapper la production desdites usines. Nous avons déjà dit ce que nous pensions de pareille combinaison.

Admettons cependant, par hypothèse, que l'équilibre étant artificiellement rétabli entre les deux productions européenne et indigène, notre système soit né viable et supposons que les distillateurs annamites et chinois déclarent loyalement tous leurs alambics. Nous aurons pour l'année 1913 un chiffre de X alambics déclarés qui nous permettra de récupérer le montant prévu de la taxe de consommation abolie. Mais peut-on prétendre que, pour l'exercice 1914, le nombre des alambics déclarés sera le même qu'en 1913 ? Assurément non. Ce nombre variera et tout porte à penser qu'il variera dans le sens dégressif. D'abord la concurrence des distillateurs entre eux

1. C'est un minimum auquel viendraient s'ajouter dans la pratique les bénéfices tirés des sous-produits de la distillation.

en éliminera un certain nombre, celle des grandes usines, même supposées surtaxées, en éliminera d'autres, puis les déclarations des survivants deviendront moins spontanées et partant plus rares. Sous peine de courir au déficit il faudra mobiliser à nouveau l'armée du fisc, alors que le but de la réforme était précisément de la maintenir enfermée dans ses quartiers !

On nous objectera sans doute qu'il ne sera pas nécessaire de recourir à ces moyens extrêmes parce que les distillateurs honnêtes, ayant acquitté une licence de 200 \$ par an, seront trop intéressés à surveiller et à dénoncer leurs concurrents moins scrupuleux pour laisser au fisc le soin de le faire.

Cela serait vrai partout ailleurs que dans la société annamite où le respect de la hiérarchie et la crainte des « tyrannaux » de campagne ne connaissent pas de limite : lorsqu'un gros notable, chef ou sous-chef de canton par exemple, possédant trois ou quatre alambics disséminés chez des hommes de paille, n'en déclarera qu'un, on peut être sûr que les autres distillateurs de son canton n'oseront pas le dénoncer. Nous avons personnellement vu un chef de canton vivre pendant plus de dix-huit mois de la contrebande d'alcool pratiquée chez ses parents et amis, sans que le fait fût connu, même du mandarin local, dont en l'espèce nous pouvons affirmer que le silence n'avait pu être acheté. Il fallut une dénoncia-

tion extérieure au canton pour provoquer une enquête qui permit d'établir la réalité des faits et de prendre les sanctions nécessaires.

Si nous avons discuté ce système, c'est uniquement parce qu'il a été préconisé par certaines personnalités annamites, imbues sans doute des souvenirs du passé et peu renseignées sur les conditions actuelles de la concurrence, non plus que sur l'importance des nécessités budgétaires. Nous estimons pour notre part qu'il n'est pas viable et que par conséquent il doit être rejeté *de plano*.

§ 4. — PATENTES CONTINGENTAIRES PAR VILLAGE.

Ce système a été préconisé par bon nombre de hauts mandarins, il a eu également les faveurs de certains administrateurs-chefs de province et enfin celles de l'organe du Comité de l'*Asie Française* (1).

Voici essentiellement en quoi il consiste :

La fabrication de l'alcool est libre, mais taxée.

L'alcool produit par les usines utilisant les procédés européens acquitte les droits à la sortie de l'alambic.

La distillation indigène n'est pas exercée mais la taxe de consommation est remplacée par un abon-

1. Cf. *L'Asie Française*, février 1913.

ment forfaitaire imposé d'office à chaque village sous forme de *patente contingentaie*.

Le montant de la patente pourrait être calculé en prenant pour base soit le coefficient de consommation officielle par tête d'habitant dans l'ensemble du pays, soit le coefficient de consommation officielle par tête dans la région considérée, étant bien entendu que le total des patentes devrait procurer au Budget général une recette au moins égale à la taxe de consommation. Ces bases manquent évidemment de précision et il est probable que dans la pratique on serait obligé de se livrer à un travail très difficile et très long de péréquation entre les villages d'une même région, sous peine d'engendrer de criantes iniquités et d'instituer de véritables primes à la contrebande en faveur des villages qui, avant la réforme, fabriquaient ou consommaient le plus d'alcool de fraude. Mais supposons la difficulté résolue et passons.

Le village, nanti de sa patente contingentaie, serait laissé entièrement libre d'en recouvrer le montant comme il le voudrait, l'essentiel étant que ce montant fût intégralement versé entre les mains du fîsc en un ou plusieurs termes.

Le conseil des notables aviserait au meilleur moyen à employer pour exploiter la licence collective imposée au village : c'est ainsi que cette dernière pourrait être fractionnée en un certain nombre de petites

licences qui seraient attribuées de gré à gré ou par voie d'adjudication à des distillateurs du village même ; ou bien elle serait cédée contre son montant à des villages de distillateurs professionnels ; ou bien elle pourrait faire l'objet d'une exploitation collective par la commune, ce qui rentrerait tout à fait dans les traditions de la société annamite, ou bien encore tel village, possédant de gros revenus communaux, pourrait en prélever une partie pour l'affecter au paiement de la patente et laisser les habitants absolument libres de distiller et de vendre l'alcool à leur guise. Nous n'indiquons ici que quelques-unes des combinaisons possibles, mais elles peuvent varier presque à l'infini. On peut prévoir en tout cas que la plupart d'entre elles aboutiraient à restituer le caractère d'impôt indirect à l'abonnement contingentaire, qui présenterait pour nous, à l'égard du village, le seul contribuable que nous ayions à connaître en l'espèce, tous les aspects d'une véritable contribution collective *directe*. Il est probable qu'à l'intérieur du village, les distillateurs et, par répercussion, les consommateurs d'alcool contribueraient seuls à l'acquittement du prix de la patente contingentaire.

α) *Avantages.*

Les défenseurs de ce système font valoir en sa faveur les arguments suivants :

Dans l'hypothèse la plus vraisemblable où le village fractionnera sa patente collective en licences partielles, ces dernières trouveront aisément preneurs. En effet, le taux de la patente contingentaïre sera calculé par l'Administration sur la base du rendement moyen de la taxe de consommation sous l'empire de la réglementation antérieure ; or, la consommation que ce rendement fait ressortir par tête d'habitant est en fait inférieure du double et même du triple à la consommation réelle. Les bouilleurs annamites estimeront dans ces conditions que l'exploitation des licences partielles ne pourra être pour eux qu'une excellente affaire.

D'autre part, ajoute-t-on, la fraude deviendra presque nulle, car la police sera assurée non seulement par tous les contribuables du village, intéressés au recouvrement intégral du montant de la licence collective, mais aussi par les détenteurs de licences partielles naturellement portés à défendre des droits acquis par eux à beaux deniers comptants. Cette fraude se produirait-elle d'ailleurs, qu'elle ne porterait aucun préjudice au fisc et que par conséquent ce dernier n'aurait aucunement besoin d'intervenir pour la réprimer : plus de perquisitions, plus de condamnations, plus de ventes de biens ; la justice des notables et, à la rigueur, celle des mandarins suffiraient à régler toutes les contestations.

Une grande partie des agents du fisc deviendraient

inutiles et leur suppression permettrait de réaliser de sérieuses économies.

Enfin le consommateur indigène aurait de l'alcool à son goût et à bas prix par le seul effet de la concurrence.

3) *Inconvénients.*

Tous ces arguments présentent le système envisagé sous un jour, il est vrai, assez séduisant, celui sous lequel l'ont vu les personnalités annamites qui l'ont préconisé ; mais ils ne sauraient prévaloir contre les objections très graves que nous allons maintenant examiner.

I. — Objections d'ordre financier.

Le système des patentes contingentaires se caractérise, tout comme celui de la taxe directe additionnelle aux contributions personnelle et foncière, par le manque d'élasticité de l'impôt, voire même par son élasticité régressive.

D'abord, il paraît impossible, sous peine de soulever de la part de la population indigène les protestations les plus vives, de fixer le taux des abonnements imposés aux villages à un chiffre supérieur à celui du rendement moyen de la consommation *officielle* bien que cette dernière soit, nous le savons,

très inférieure à la consommation réelle d'alcool. En nous pliant à cette nécessité d'ordre politique, nous fixons définitivement le rendement de la taxe sur l'alcool à la moitié sinon au tiers seulement de ce qu'elle devrait produire, à un chiffre en tout cas très inférieur à celui qu'elle pourrait arriver à produire si, comme il est vraisemblable, son rendement continuait, sous un régime de monopole amélioré, à suivre la marche ascendante des derniers exercices écoulés.

Mais il y a plus : les contingents fixés au début du premier exercice, non seulement ne s'accroîtront plus, mais il est à prévoir qu'ils iront en diminuant : certains villages développeront leur production, et comme, par hypothèse, celle-ci ne sera pas contrôlée, ils se garderont de le déclarer pour éviter de voir majorer leur patente, de même qu'ils s'efforcent de dissimuler toute augmentation du nombre de leurs inscrits ou du rendement de leurs rizières ; d'autres villages au contraire pourront, pour une raison ou pour une autre, réduire leur production ou leur consommation et ils ne manqueront pas alors de solliciter des dégrèvements. Avec quelque circonspection que leurs demandes soient examinées, il y aura certainement des cas où le bien-fondé en sera reconnu et où satisfaction devra leur être donnée.

Le rédacteur de l'étude consacrée à cette question dans l'*Asie Française* de février 1913 admet le

bien fondé de ces objections, mais il estime que le problème qui se pose au Gouvernement étant essentiellement d'ordre politique, il n'y a pas lieu de les considérer comme un obstacle sérieux à la mise en pratique du système envisagé. « Il s'agit moins, dit-il, d'assurer de nouvelles ressources à un budget qui n'en manquerait pas s'il n'avait pas été aussi gaspillé, que de mettre fin à un régime qui a soulevé une irritation trop compréhensible. »

Nous estimons qu'il était impossible au chef de la Colonie, responsable des finances et du crédit de l'Indochine, de faire aussi bon marché que l'écrivain susdésigné des considérations d'ordre purement budgétaire. Au surplus nous n'avons pas à tenir compte des ressources dont disposerait le Budget général de notre Colonie s'il n'avait pas été gaspillé : nous n'avons à nous préoccuper, semble-t-il, que de celles dont il dispose effectivement au moment même où nous nous proposons de porter la main au régime en vigueur ; en ce qui concerne enfin la réprobation qu'à pu et dû soulever ce même régime, nous n'avons à tenir compte que de l'état d'esprit de nos protégés au moment même où nous cherchons la solution du problème : or, nous savons que cet état d'esprit à évolué et que l'antipathie des Annamites pour le régime du monopole « tempéré et indulgent » n'est plus, au début de 1913, ce qu'elle était pour le monopole « rigoureux et intransigeant » antérieur à 1909.

II. — Objections d'ordre politique.

Reprenons notre hypothèse et supposons la patente contingentaire collective fractionnée en un certain nombre de sous-licences destinées à être exploitées dans l'intérieur de la commune.

Selon toutes probabilités, au début du régime, ces licences seront prises, non par des bouilleurs de cru distillant juste pour leur consommation personnelle, mais par des notables, gros propriétaires fonciers et bouilleurs professionnels. La préoccupation de ces notables sera, en tant que distillateurs, de tirer le plus large profit possible de leur licence et, en tant que notables, d'abuser à leur profit de leur bénéfice de monopole : ils vendront leurs produits à des prix excessifs. Que s'en suivra-t-il ? Le consommateur, trouvant l'alcool des distillateurs patentés trop cher, se livreront à la fabrication clandestine. Les titulaires de sous-licences protesteront : s'ils sont notables, ils useront de leur autorité pour réprimer la contrebande et l'on peut s'attendre dans ce cas à des luttes intestines qui pourront bien dégénérer en batailles et exiger l'intervention de l'Administration ; s'ils n'ont aucune autorité dans le village, et ne peuvent empêcher la contrebande par la force, ils préféreront, plutôt que de compromettre leurs bénéfices par un abaissement de leurs prix de vente, se défaire de

leurs licences et les laisser à la charge du village. Celui-ci en sera alors réduit à répartir sur les inscrits et les rizières toute la charge de l'abonnement collectif. Ce dernier reprendra dès lors le caractère d'une taxe directe de répartition avec tous les vices que comportent l'assiette et la perception de ce genre d'impôt en pays annamite : nous n'y reviendrons pas.

Mais supposons que les consommateurs n'essayent pas de lutter par la fraude contre les abus des distillateurs patentés, supposés notables ; ils iront dans ce cas chercher leur alcool là où il sera le meilleur marché, dans un autre village, voisin ou même éloigné, car l'Annamite, qui ne connaît pas l'adage *time is money*, ne craint pas de longues courses pour économiser quelques sous.

Mais alors les titulaires de sous-licences du village d'origine de ces consommateurs prétendront qu'ayant acquis à prix d'argent le droit de distiller et de vendre de l'alcool dans leur commune, c'est près d'eux seuls que les consommateurs doivent se fournir. S'ils tentent de se faire justice à eux-mêmes, ce sont à nouveau en perspective des querelles et des batailles. S'ils appellent à leur aide l'Administration, quelle devra être l'attitude de cette dernière ? Elle ne pourra, à notre avis, que s'abstenir de toute intervention : elle ne connaît qu'un contribuable, le village et qu'une patente, celle du village. D'autre part, il est difficile d'admettre en droit que la possession des

licences partielles confère à leurs titulaires non seulement le droit exclusif de fabriquer pour la consommation de leur commune, mais le droit exclusif de fournir de l'alcool aux habitants de cette même commune. Qu'en résultera-t-il ? Dans ce cas, comme dans le précédent, les distillateurs patentés renonceront aux bénéfices aléatoires de leurs licences, ils les rendront au village et ce dernier se trouvera de nouveau acculé à la répartition.

Il est vrai qu'après avoir définitivement renoncé au système du fractionnement des patentes contingentes et avant d'en arriver à la répartition pure et simple du montant desdites patentes, ou, ce qui est encore pis, à l'expédient de la vente de places de préséance (1), les communes auront une autre res-

1. Dans les festins solennels qui ont lieu à la pagode communale, les convives sont placés sur des gradins et par rang de préséance. Ces places sont naturellement attribuées à la dignité des convives et à ce titre ce sont les vieillards, les notables majeurs, les titulaires de grades littéraires ou de grades de mandarinat qui occupent les places prééminentes. Mais celles-ci peuvent être également, selon la coutume, acquises à prix d'argent. La vente qui en est faite dans certaines circonstances par le conseil des notables constitue l'une des sources principales de recettes extraordinaires de la commune. Ces opérations, lorsqu'elles ne sont pas contrôlées par l'Administration, donnent lieu à de très nombreux abus. L'Annamite est si vaniteux à cet égard qu'il n'hésite pas, comme dit le proverbe, à « vendre un vivier profond pour se procurer une bouchée de viande communale cuite », c'est-à-dire la place de préséance devant lui assurer l'attribution de cette bouchée.

source : c'est celle de céder leurs patentes soit à des villages de distillateurs réputés, soit à de gros bouilleurs professionnels dont les établissements arriveront peu à peu à constituer à leur profit de petits monopoles locaux et à se comporter comme le feraient de véritables *distilleries régionales*.

Supposons cette évolution réalisée, nous ne trouverons plus alors en présence que les distilleries régionales par hypothèse non exercées et les grandes usines européennes exercées. La distillerie régionale, qui aura acquis les licences collectives d'un certain nombre de villages environnants, produira fatalement à un prix plus élevé que le bouilleur isolé : elle aura en effet le montant des licences à récupérer, des frais généraux à amortir et des bénéfices à réaliser. Il est dès lors facile de prévoir que bon nombre de consommateurs se livreront à la distillation clandestine familiale pour se procurer de l'alcool meilleur marché. La distillerie régionale protestera à bon droit et demandera aux notables de réprimer la fraude : ce sera le retour de tous les abus inhérents à l'exercice par les notables de pouvoirs dont ils ont toujours tendance à abuser ou à mésuser.

Admettons que les notables, qui seront sans doute les premiers fraudeurs, fassent la sourde oreille aux protestations de la distillerie régionale. Celle-ci n'aura qu'un moyen de soutenir la lutte, c'est d'abaisser ses prix de vente et, pour abaisser ses prix de vente, de

répartir ses frais généraux sur une production supérieure à la production totale représentée par le montant global des patentes contingentaires rachetées par elle, lesquelles, rappelons-le, ne sont calculées que d'après le rendement moyen de la consommation officielle.

Mais alors les distillateurs européens, dont l'alcool est frappé, à la sortie de l'alambic, d'une taxe de consommation supposée égale à la taxe abonnataire de remplacement qui, dans notre hypothèse, atteint l'alcool de production indigène, protesteront à leur tour contre la fraude commise par la distillerie régionale : elles demanderont que ces établissements soient exercés ou que le montant de leurs licences soit augmenté et l'Administration ne pourra pas, sans injustice ou risque de procès, opposer une fin de non recevoir à leurs réclamations. La distillerie régionale devra donc en définitive maintenir, sinon même accroître, ses prix de vente, lesquels pourront atteindre et même dépasser ceux de l'alcool officiel aux plus beaux jours du monopole !

Comment pourra-t-elle, dans ces conditions, lutter avec succès contre une concurrence bien autrement redoutable que celle du bouilleur de cru, celle des grandes distilleries européennes ? Il est certain que celles-ci utiliseront tous les moyens dont elles disposent pour mettre à la portée du consommateur un alcool à son goût et à bon marché. Elles nous ont déjà

prouvé qu'elles étaient capables de le faire en ce qui concerne les vins de Chine et alcools parfumés. Dès lors, il se pourra que le petit bouilleur de cru, qui n'a pas de frais généraux, puisse lutter pendant quelque temps : mais outre que le bouilleur de cru ne s'improvise pas aussi facilement qu'on le croit, il ne représentera jamais qu'une minime partie de la production indigène, la majeure partie sortant des alambics du distillateur professionnel, en l'espèce de la distillerie régionale. Cette dernière, elle, ne pourra pas lutter : elle sera ruinée ou rachetée à vil prix sans que l'Administration puisse rien faire pour la sauver puisque nous nous plaçons, par hypothèse, sous un régime de liberté.

Nous nous retrouvons ainsi, comme dans les autres systèmes déjà étudiés, devant un nouveau monopole de fait qui aura tous les inconvénients du monopole de droit avec un défaut énorme en plus, c'est celui de ne fournir au budget qu'une recette dépourvue de toute élasticité.

Le rédacteur de l'*Asie Française* (1) nous objecte, il est vrai, que dans le but de parer à cette éventualité, l'Administration n'aurait nullement à se faire scrupule d'instituer un régime différentiel entre les fabricants indigènes et les fabricants européens parce que « si le devoir du gouvernement est de pro-

1. Cf. même numéro, février 1913.

téger les industries capables de développer la richesse d'un pays, il n'en va pas de même pour celles qui vivent uniquement sur le dos des indigènes et qui sont une cause de déperdition morale et d'énergie ». Nous avons répondu par avance à cette argumentation et nous n'y insisterons pas davantage.

Ce même écrivain nous dit aussi qu'en prétendant que, « sous un régime de liberté et d'égalité entre les producteurs, la distillerie européenne tuera la distillerie régionale, on tourne dans un cercle vicieux : si les usines européennes se croient assez fortes pour tuer la distillation indigène, pourquoi demandent-elles un monopole pour subsister ? »

A quoi nous répondons : pour établir un monopole de fabrication *voulu par l'Administration*, les distillateurs européens se sont, en 1903, imposé des sacrifices ; pour leur permettre d'amortir ces sacrifices l'Administration leur a conféré des droits. Ils demandent simplement, ou à être maintenus en jouissance desdits droits pendant un temps qui leur permette d'achever cet amortissement nécessaire, — et ils ne peuvent être matériellement sûrs de le faire que sous le régime du monopole, — ou à être indemnisés desdits sacrifices au cas où l'Administration, en supprimant le monopole, leur enlèverait par cela même la certitude de pouvoir achever l'amortissement susvisé. Ce n'est pas « pour subsister » que les deux sociétés liées par le contrat de 1903 demandent le main-

tien du monopole ; c'est pour éviter d'avoir à s'imposer de nouveaux sacrifices toujours nécessaires au début pour triompher de la concurrence, avant que le montant de ceux qu'elles se sont imposés en 1903 n'ait été entièrement récupéré.

Mais, pense-t-on que, une fois évanouie la raison même du droit qu'elles ont acquis et qu'elles prétendent faire valoir, les mêmes sociétés continueront à exiger le maintien du monopole ? Nous ne croyons pas nous avancer beaucoup en presumant que leurs représentants envisageraient sans crainte, dès aujourd'hui, la perspective de continuer à produire sous le régime de liberté et d'égalité absolues qui pourrait être institué à compter du jour où elles n'auraient plus de raison de droit ou d'équité à faire valoir en faveur du maintien de leurs privilèges actuels. La victoire leur est d'avance assurée sur le terrain de la concurrence : ce sera l'affaire de quelques efforts, de quelques sacrifices et de peu de temps. Il en sera de même si dès maintenant le Gouvernement met en pratique le système envisagé : L'indigène boira de l'alcool « Fontaine » parce qu'il le trouvera bon et qu'il se le procurera à bon marché. Mais tandis que sous le régime du monopole il pouvait en boire peu ou beaucoup ou même pas du tout et ne supportait le poids de la taxe que proportionnellement à sa consommation, sous le régime des patentes contingentes, fatalement transformées en

taxe de répartition additionnelle aux contributions personnelle et foncière, il paiera toujours et il paiera beaucoup même s'il boit peu, même s'il est pauvre et surtout il sentira plus que jamais le poids de sa charge. Alors, ou bien il nous demandera de le dégrever et, si nous lui donnons satisfaction, nous courrons au déficit budgétaire et à la faillite, ou bien nous resterons impassibles devant ses supplications et il nous reprochera très amèrement de lui avoir fait racheter très cher un droit dont il ne pourra user, d'avoir gravement lésé ses intérêts alors que nous n'aurons fait en somme que le replacer, *sur sa demande*, sous l'empire des lois économiques de la concurrence industrielle et commerciale.

Aboutir à un pareil résultat serait tourner le dos au but poursuivi. Au moment où le Gouvernement de l'Indochine fait de nouveau appel au crédit public et où il est aux prises avec une situation politique qui, sous l'influence de facteurs extérieurs à la Colonie, pourrait devenir délicate, nous estimons qu'il eût commis une imprudence grave en donnant ses préférences à une solution par bien des points séduisante mais vouée à un insuccès que tout nous porte à considérer comme certain.

§ 5. — TAXE DOUANIÈRE.

Quelques personnalités pénétrées des avantages certains du régime financier institué dans d'autres parties de notre domaine colonial et en particulier dans notre Afrique Occidentale, ont préconisé le remplacement de la taxe de consommation sur l'alcool indigène par l'établissement d'un *droit de douane à l'entrée* en Indochine sur les marchandises importées tant françaises qu'étrangères, les tarifs devant naturellement rester différentiels de manière à protéger le commerce métropolitain.

Cette combinaison se heurte à notre avis à des obstacles très sérieux :

Il n'y a aucune comparaison possible, au point de vue qui nous occupe, entre l'Afrique Occidentale et l'Indochine, non seulement par ce que la situation géographique et économique de ces deux colonies diffère du tout au tout, mais parce que, en vertu de la législation de 1892, la première appartient au point de vue douanier, au groupe des colonies « non assimilées », tandis que la seconde fait partie du groupe des colonies « assimilées » et par conséquent ne jouit d'aucune liberté pour l'établissement de ses tarifs douaniers.

La mise en application du système envisagé supposerait donc que l'Indochine aurait été placée préa-

lablement, par une modification à la loi de 1892, dans le groupe auquel appartient l'Afrique Occidentale. Si l'on songe que c'est un an seulement avant l'expiration du contrat du 10 mars 1903 que le Gouvernement de l'Indochine a commencé à se préoccuper sérieusement du régime à instituer à partir de cette échéance, et si l'on songe que le Parlement français a mis plusieurs lustres pour se décider à apporter dans un sens libéral en faveur de certaines de nos colonies, quelques légères retouches à la législation douanière de 1892, on comprendra que, pressés par l'heure, ceux qui président actuellement aux destinées de l'Indochine n'aient pas songé à se lancer dans la formidable entreprise qu'eût été la « désassimilation » douanière de notre grande colonie. Non seulement ils ne seraient pas parvenus, dans un si court délai, à triompher des lenteurs inévitables de la discussion parlementaire, mais on est en droit de se demander également s'ils seraient arrivés de si tôt à vaincre les résistances du parti protectionniste. On nous objectera sans doute qu'on aurait pu s'y prendre plus tôt et que, du jour où l'on avait manifesté l'intention de modifier le régime de l'alcool en Indochine, à l'expiration des contrats d'exploitation du monopole, on aurait dû faire toutes diligences dans le but d'obtenir pour la Colonie la liberté de ses tarifs douaniers : nous n'en disconvenons pas mais pratiquement nous n'avons pas à en tenir compte. Le

Gouverneur Général en fonctions au début de 1912 a pu lui-même regretter qu'on n'ait pas fait avant lui ce que lui-même n'avait plus le temps matériel de faire, mais il a dû s'incliner devant le fait... non accompli et passer outre. Personne ne peut lui en tenir rigueur : des questions de ce genre ne se solutionnent pas avec des regrets rétrospectifs.

Mettons les choses au mieux et supposons qu'en quelques mois le Chef de la Colonie ait pu obtenir le résultat désiré : eût-il été prudent de sa part de faire usage de la liberté acquise pour combler le vide creusé dans le Budget général par la suppression éventuelle de la taxe de consommation sur les alcools indigènes ? Nous ne le pensons pas.

N'oublions pas, en effet, que la Régie de l'alcool n'est qu'une des trois « bêtes de somme » du Budget général. Ce n'est pas la plus grosse, mais c'est celle qui, *en 1912*, paraît de beaucoup la plus vigoureuse. La plus grosse, c'est la Régie de l'opium : ses forces ne cessent de décroître depuis quelques années et, s'il faut en croire les échos venus de la Haye, elle est menacée d'un jour à l'autre d'une attaque foudroyante qui l'anéantira sans espoir de survie, creusant dans les finances de la Colonie un vaste trou *de 6 millions de piastres*, soit 15 millions de francs.

Si, dès maintenant, l'on sacrifie la « bête de somme » Régie de l'Alcool, pleine de force, pleine de pro-

messes, devenue avec l'âge bien moins hargneuse qu'aux premiers temps de sa jeunesse, pour la remplacer par une « bête de somme » taxes douanières, la dernière ressource de l'écurie fiscale, que restera-t-il pour prendre la place vide laissée par la « bête de somme » opium dans les limons du lourd chariot financier de l'Indochine ?

Jamais, ce nous semble, le proverbe « garder une poire pour la soif » ne s'appliqua plus justement qu'à la nécessité s'impôsan^t au Gouvernement de l'Indochine de réserver au comblement d'un gros déficit en perspective toutes les recettes nouvelles à espérer d'un régime douanier modifié dans un sens « désassimilateur ».

SECTION II

Systèmes basés sur le principe du monopole

§ 1. — MONOPOLE EXERCÉ EN RÉGIE DIRECTE

Nous avons vu que cette hypothèse était prévue par l'article 12 § 2, 1°, du contrat du 10 mars 1903 pour la fabrication de l'alcool indigène. Nous l'avons déjà examinée, discutée et finalement repoussée : nous n'y reviendrons donc pas.

§ 2. — MONOPOLE AMÉLIORÉ.

En présence des obstacles de tout genre qui s'opposent, en théorie comme en pratique, à l'adoption des divers systèmes que nous venons d'étudier, on peut se demander si le maintien du régime *du monopole sérieusement corrigé de ses déféctuosités réelles et amélioré dans le sens des desiderata légitimes de la population annamite*, ne serait pas la seule solution capable de sauvegarder les intérêts du Trésor tout en procurant à nos protégés le maximum de satisfactions que nous puissions leur donner sans courir le risque de leur nuire en voulant leur faire trop de bien.

Nous nous sommes suffisamment étendu déjà sur les avantages du monopole au point de vue fiscal, nous avons insisté également sur ce fait que le monopole actuel n'est plus celui de la période 1903-1909 ; nous avons enfin conclu de notre étude critique des griefs articulés par les Annamites contre le monopole, tel qu'il fonctionne en 1912, que ces griefs se ramènent à quatre, tenant au prix du produit de la Régie, à sa teneur alcoolique et à son goût, au manque de variété et enfin à la répression de la fraude. Nous avons indiqué par avance, comment, sur ce dernier point, il serait possible de remédier aux inconvénients du régime justement critiqué. Il ne nous

reste plus qu'à examiner par quels moyens ce même régime pourrait être corrigé en ce qui concerne les trois autres griefs susrappelés. :

a) La régie doit mettre en vente un alcool ordinaire qui, de même que le vin de Chine et les alcools parfumés, plaise au consommateur. Nous sommes, répétons-le, persuadés que les distilleries européennes sont capables d'arriver à ce résultat. Elles l'atteindront d'autant plus aisément que, dans bien des régions, la masse de la population s'est parfaitement habituée à la longue au goût neutre de l'alcool « Fontaine ». Seuls les notables et les distillateurs clandestins ont le palais rebelle à cette boisson : nous en savons la cause.

Cet alcool ordinaire doit être d'une teneur inférieure à 40 degrés. Il peut être ramené à 35 degrés, teneur très légèrement supérieure à celle de l'alcool fabriqué par les procédés traditionnels.

b) La Régie doit mettre en vente plusieurs sortes d'alcool ordinaire, différenciées par le degré et la qualité.

Rien de plus facile que de donner sur ce point satisfaction entière aux consommateurs. Il suffit de modifier dans le sens indiqué les clauses contractuelles qui lient les fournisseurs à la Régie.

c) La Régie doit surtout mettre en vente un produit moins cher, ceci s'entendant non des spécialités, mais des alcools ordinaires.

Sur quelle base sera calculée la réduction à opérer sur les tarifs anciens ? Sur la base de la prime à la contrebande résultant de la surélévation des prix de vente de l'alcool officiel, par rapport aux prix de vente du produit de la distillation clandestine.

Nous savons que le prix de vente de l'alcool officiel est de 29 cents le litre en vrac, et que le prix de vente moyen de l'alcool de fraude varie actuellement entre 18 et 22 cents. Il faut donc, pour lutter avec succès contre la fraude du bouilleur professionnel distillant pour vendre, ramener le prix de l'alcool populaire titrant 35 degrés à un taux intermédiaire entre 18 et 22 cents le litre en vrac. On aura ainsi réalisé le moyen le plus sûr et le plus expéditif sinon d'anéantir la contrebande professionnelle, du moins de la réduire dans des proportions considérables puisqu'on l'aura rendue presque sans profit. Restera la question du goût : à supposer que sous le régime nouveau l'alcool populaire de la Régie ne soit pas d'une saveur absolument identique à celle du « choum-choum » traditionnel, on peut être persuadé que cette seule considération ne suffira jamais pour pousser le simple consommateur à s'adresser à la contrebande. Il n'ira pas pour si peu exposer sa tranquillité, sa famille et ses biens, alors qu'il sera sûr de pouvoir acheter au grand jour de l'alcool aussi bon marché que celui du distillateur clandestin. La faim pousse quelquefois le loup hors du bois, mais

jamais l'air plus ou moins parfumé qu'il y respire !

Lorsqu'on sera parvenu à réduire la contrebande professionnelle à presque rien, on pourra du même coup ramener la répression vers le zéro d'un thermomètre dont la colonne d'alcool monta jadis si haut, sans faire hausser d'autant celle des ventes de la Régie !

Le fisc n'aura plus en face de lui que de rares professionnels incoercibles et de misérables bouilleurs de cru distillant cinq ou six fois l'an quelques bouteilles de « choum-choum » pour fêter leurs ancêtres ou traiter leurs amis. Il pourra se permettre de négliger de pareils ennemis ou de ne les rappeler que par des démonstrations aussi bénignes qu'espacées au respect de la loi. Les « évasions » que lui vaudra son indulgence seront largement compensées par les progrès certains que réalisera la consommation officielle sur la marge considérable qui, au début de 1912, la sépare encore du taux de la consommation réelle d'alcool dans l'ensemble du pays.

C'est un fait d'expérience universelle que, pour les objets d'usage courant, tels que l'alcool en pays annamite, toute réduction de prix est toujours compensée et au delà par un accroissement de la consommation. Cette loi économique jouera d'elle-même au Tonkin comme partout ailleurs, car elle n'est pas fonction du milieu géographique ni du milieu ethnique.

Mais comment parviendra-t-on à réduire le prix

de vente de l'alcool officiel dans une proportion qui, rappelons-le, ne pourra guère être inférieure au tiers du tarif appliqué depuis le 1^{er} janvier 1911 ?

1° On peut tout d'abord songer à obtenir des fournisseurs privilégiés une réduction notable de leurs prix de cession d'alcool à la Régie. L'échelle de prix qui figure dans le contrat du 10 mars 1903 était basée sur un rendement en alcool de la matière première sensiblement inférieur au rendement obtenu actuellement grâce aux perfectionnements apportés dans l'intervalle au procédé « Amylo » et à son exploitation industrielle.

2° On peut, sans faire courir grand risque au budget général, réduire légèrement la taxe de consommation.

Supposons que cette réduction soit de $\frac{1}{6}$ environ ce qui abaisserait à 0 \$ 10 la taxe par litre à 40 degrés.

Le produit de la taxe en 1912 s'élève à 1.650.000 \$ pour une consommation officielle qui peut être considérée comme équivalent au plus à la moitié de la consommation réelle. On peut prévoir, que grâce à la réduction du prix de vente, cette consommation officielle gagnera rapidement un troisième quart de la consommation réelle.

En réduisant la taxe de $\frac{1}{6}$ on perdra 275.000 \$ mais on récupérera vraisemblablement par l'accrois-

sement spontané des ventes un chiffre de recettes bien supérieur à cette moins value.

3^e Enfin il est possible de dégrever le produit de la Régie d'une partie des frais inhérents à la rémunération des intermédiaires de vente. Il n'est pas nécessaire pour cela de mettre la vente en régie directe : ce système ne donnerait que des déboires ; il n'est même pas indispensable de supprimer les débitants généraux, leur intermédiaire nous paraissant utile aussi longtemps que les Annamites livrés à eux-mêmes ne fourniront pas en général de garanties suffisantes au point de vue honnêteté commerciale et solvabilité.

Il suffira de réduire, dans une proportion variable selon les conditions spéciales à chaque région, les remises consenties aux débitants généraux et débitants de gros. Il en est qui, depuis 1911, ont réalisé de trop beaux bénéfices proportionnellement à d'autres qui ont tout juste gagné leur vie : il n'y a qu'à rétablir l'équilibre, il en résultera certainement une économie appréciable sur l'ensemble des frais de vente grevant la totalité de l'alcool officiel consommé au Tonkin et dans le Nord-Annam.

Et maintenant se pose la question de savoir si lorsque, par les remèdes que nous venons d'énumérer, nous aurons purgé le monopole de toutes ses tares originelles, nous aurons donné à nos protégés des gages suffisants de notre bienveillance à leur égard.

Nous sommes, quant à nous, persuadé que nous aurons donné satisfaction à la *masse du peuple*.

On a toujours eu, tant en France que dans la Colonie, une tendance exagérée à confondre le sentiment de cette masse muette avec celui de ses pseudo-représentants officiels, les seuls que l'on ait consultés et dont on ait recueilli l'expression de doléances et de vœux sur la sincérité desquels on s'est souvent abusé.

Si nous en jugeons par ce que nous avons personnellement constaté chaque fois que nous sommes entré en contact avec le « bonhomme peuple » du Tonkin, avec le simple « nhà què », nous pouvons avancer qu'en réalité ce peuple, dans son for intérieur, n'a aucune idée préconçue, aucun système établi par avance auquel il soit particulièrement attaché. Ce qu'il veut, c'est un nouveau régime qui ne comporte plus les abus et les vexations de l'ancien. Toute autre considération sur la matière semble lui être indifférente : il est donc peu à craindre que la solution du monopole amélioré lui cause une déception sensible, vu les avantages immédiats et tangibles qu'il en recueillera.

Si l'on ajoutait foi aux déclarations de certains mandarins et à celles des notables, en particulier des membres de la commission consultative, on pourrait penser que la réforme de 1911 n'a apporté au peuple annamite que de très maigres satisfactions. M. le Tòng-Dộc Doàn-Triên n'a-t-il pas écrit lui-même

qu'elle n' « avait procuré à ses compatriotes aucun avantage ? » En fait, nous affirmons, pour l'avoir vu et senti, que cette réforme a été au contraire du plus heureux effet sur le simple peuple des campagnes : il n'est pas à ce sujet de protestations spontanées que nous n'ayions recueillies de sa part au cours des tournées effectuées pendant l'année 1911 dans les villages du Thaï-binh. N'aurait-il rien dit d'ailleurs que son empressement inaccoutumé autour des débits de la Régie aurait largement suffi à témoigner de ses sentiments intimes.

Les notables, eux, étaient plus réservés, parce que moins satisfaits, et pour cause, ils attendaient plus et ne se résignaient à se contenter du mieux provisoire que dans l'espoir d'une solution définitive conforme à leurs désirs intéressés.

Nous confessons que ce « Messie » n'était pas, dans leur esprit, le monopole amélioré, c'était tout sauf cela et nous touchons ici à la grosse objection formulée par les adversaires irréductibles, blancs et jaunes, du monopole contre la solution envisagée : depuis 1908 la question de l'impôt sur les alcools indigènes occupe la première place dans les discussions et délibérations de l'élite intellectuelle du peuple tonkinois. Tout ce qui a été dit et écrit sur cette question : débats parlementaires, déclarations ministérielles, proclamations de Gouverneur Général, discours d'ouverture du Conseil Supérieur, articles

de la presse métropolitaine et locale, ont été traduits en Annamite, divulgués et colportés partout.

Poussés par une tendance naturelle à leur race, ceux de nos protégés qui ont eu connaissance de ces documents et qui sont précisément les intellectuels et les notables, ont interprété les promesses indéterminées par lesquelles l'Administration manifestait son intention formelle de réviser le régime existant dans la mesure du possible en vue de donner satisfaction aux justes revendications de la population, dans le sens, conforme à leurs propres désirs, d'un régime de liberté complète de fabrication et de vente. La consultation du début de 1912 n'a pu avoir pour résultat que de raffermir encore les espoirs et de surexciter les attentes.

Les Annamites sont en effet si peu habitués à être consultés par les pouvoirs publics sur des questions d'ordre général et de semblable importance, qu'il ne leur vient pas à l'idée de supposer que pareille manifestation de la bienveillance gouvernementale soit purement platonique et que l'État puisse ne pas tenir compte de l'opinion émise par la majorité des personnes ou des groupements appelés à se prononcer.

Nous connaissons bien certaines provinces où le Résident a eu soin, dès avant la consultation générale du début de 1912 et derechef à l'occasion de cette dernière, de faire aux mandarins et aux notables des conférences spéciales pour les prévenir contre

les espoirs chimériques suivis de déception et leur faire comprendre d'une façon très nette que ce sur quoi ils pouvaient compter, c'était sur la réalisation de la promesse formellement faite par le Gouvernement d'améliorer le régime alors en vigueur, et rien de plus. Mais nous ne saurions affirmer que les mêmes précautions aient été prises dans toutes les provinces du Tonkin et du Nord-Annam et nous sommes en conséquence amenés à nous demander si le maintien du régime du monopole amélioré, mais monopole quand même, ne sera pas considéré par la majeure partie de l'élite intellectuelle ou « ploutocratique » du peuple protégé, comme la violation de la « parole de la France », c'est-à-dire comme un acte indigne d'un pays civilisé et de nature à entraîner les plus graves conséquences politiques. C'est ce qu'affirment avec indignation bon nombre de critiques ou publicistes dominés par un sentimentalisme bien français mais qui gagnerait à être tempéré par une connaissance un peu plus vécue des choses et des hommes de la Colonie. Nous sommes tout à fait d'accord avec eux pour reconnaître qu'avant d'abreuer nos protégés du Tonkin de promesses solennelles dont les formules volontairement vagues devaient fatalement dégénérer dans leur esprit en précisions conformes à leurs aspirations, il eût peut-être été prudent de se mettre en situation de tenir sans rien promettre. C'est ce principe qui, eu égard

à la mentalité annamite, devrait dominer toute notre politique indigène en Indochine : jamais de promesses, mais des actes, des réalisations.

Nous l'avouons donc de très bonne foi : sans qu'on puisse parler de « violation de parole donnée » — car nous avons en vain cherché un acte officiel quelconque où il fût promis à la population annamite qu'en 1913 serait instauré un régime de liberté absolue — il est certain que le monopole amélioré, tout en donnant matériellement pleine satisfaction à la masse de nos protégés, ne sera subi par certains mandarins et par la presque totalité de la classe privilégiée qu'avec amertume et avec dépit.

Le mal ainsi engendré sera-t-il plus grave que celui qui pourrait résulter de la mise en pratique de l'un quelconque des systèmes précédemment étudiés ?

Nous ne le croyons pas.

Un mal s'atténue dans la mesure de la valeur curative des remèdes qu'on y applique. Or, nous croyons avoir suffisamment démontré que celle des différents remèdes proposés contre la « plaie » du monopole était, ou nulle, ou très problématique ; celle de la formule thérapeutique présentement envisagée est au contraire réelle, susceptible de se traduire par des résultats immédiats : optons donc pour cette formule et la plaie sera fermée. Il ne restera plus qu'à mettre du baume sur la blessure morale faite au cœur d'une partie fort intéressante sans doute,

mais aussi, nous le savons, non désintéressée de la population : cela, ce n'est plus affaire de formules, d'arrêtés ni de règlements, c'est affaire de politique indigène et, comme l'a écrit excellemment un de nos plus distingués anciens, « l'on peut s'en rapporter, sur ce point, au patriotisme, à l'intelligence et au cœur de nos Résidents ».

Ce sont ces dernières considérations qui, après une année d'études et de mûre réflexion, ont conduit le Chef actuel de la Colonie à donner ses préférences au système du monopole amélioré. Nous croyons en toute sincérité qu'il ne lui était pas possible de se rallier à une autre solution, du moins au stade de l'histoire où, nouveau venu en Indochine, il a pu entreprendre une étude sérieuse de la question.

Contentons-nous donc de regretter en silence qu'on n'ait pas pu faire mieux, consolons-nous à la pensée qu'on aurait pu faire beaucoup plus mal, et vivons de l'espoir que le remède de fortune adopté, honnête après tout, ne tardera pas à justifier, à l'usage le choix qui vient d'en être *courageusement* fait par le Gouvernement de l'Indochine (1).

1. Il n'est pas sans intérêt de noter que la solution du monopole amélioré a rallié les suffrages de bon nombre d'administrateurs, et des meilleurs. Or, avant 1911, tous ces fonctionnaires s'accordaient à imputer au monopole de l'alcool la crise politique traversée par l'Indochine en 1907-1908. Ce revirement complet dans leur opinion prouve assez que, depuis deux ans, le monopole s'est transformé heureusement et qu'il n'est plus aujourd'hui l'épouvantail dont chacun souhaitait jadis l'anéantissement.

CHAPITRE IV

Le régime en vigueur depuis le 12 avril 1913

La Régie améliorée

SECTION I

L'organisation du nouveau régime

§ 1. — FABRICATION.

Désireuse avant tout d'améliorer le monopole par l'abaissement du prix de l'alcool officiel, l'Administration n'a pas hésité à maintenir en vigueur le système du fournisseur unique, le plus économique et le moins aléatoire.

Elle a en conséquence entamé de longs et parfois laborieux pourparlers avec les deux Sociétés antérieurement liées à elle comme fournisseurs privilégiés par le contrat du 10 mars 1903 et ces pourparlers ont abouti à l'élaboration d'une nouvelle convention signée le 31 décembre 1912 et entrée en vigueur le 12 avril 1913.

Il ne s'agit pas, comme on l'a dit et écrit, d'un renouvellement pur et simple du contrat expiré mais bien d'un acte nouveau qui se distingue du précédent par des points essentiels.

a) *Prix de cession de l'alcool à la Régie.* — Il est fixé par l'article 9 du nouveau contrat (cf. annexe III) à 23 § l'hectolitre d'alcool ordinaire pur quand le cours moyen du picul de riz est de 4 § 08, et il augmente ou diminue de 4 cents suivant que le cours du picul de riz augmente ou diminue de 1 centième de piastre. Ces données nous permettent d'établir le tableau comparatif suivant :

Cours du riz	Prix de cession du contrat de 1903	Prix de cession du nouveau contrat
3 § 96 le picul	30 § 50 l'hect. d'alc. pur	22 § 52
3 97 —	—	22 56
3 98 —	—	22 60
3 99 —	—	22 64
4 — —	—	22 68
4 01 —	—	22 72
4 02 —	—	22 76
4 03 —	—	22 80
4 04 —	—	22 84
4 05 —	—	22 88
4 06 —	—	22 92
4 07 —	—	22 96
4 08 —	—	23 »
4 09 —	—	23 04
4 10 —	—	23 08
4 11 —	—	23 12
4 12 —	—	23 16
4 13 —	—	23 20
4 14 —	—	23 24
4 15 —	—	23 28
4 16 —	—	23 32
4 17 —	—	23 36
4 18 —	—	23 40
4 19 —	—	23 44
4 § 20 —	31 § 50 l'hect. d'alc. pur	23 § 48

Il ressort de ce tableau que les Sociétés contractantes ont consenti sur leurs prix de cession antérieurs une réduction de 25 % en moyenne soit pour un cours du picul de riz de 4 \$ 08 une diminution de 0 \$ 03 par litre d'alcool à 40 degrés. Le prix de cession du litre à 35 degrés ressort ainsi pour le même cours de 4 \$ 08 à 0 \$ 08 au lieu de 0 \$ 106 d'après l'ancien tarif.

Le lourd sacrifice consenti par les sociétés contractantes s'explique non seulement par leur désir de se voir agréer pour une nouvelle période comme fournisseurs privilégiés de la Régie, mais encore, rappelons-le, par l'augmentation effective du rendement du procédé Amylo, consécutive aux perfectionnements qui y ont été apportés depuis 1903 et enfin par la certitude de récupérer par une augmentation considérable des ventes le montant du manque à gagner résultant de l'abaissement du prix de cession.

Mais il y a plus et l'article 12 du nouveau contrat organise en faveur de la Régie une sorte de participation dans les bénéfices des sociétés de distillation qui, presque fatalement appelée à jouer dans la pratique, contribuera à abaisser d'autant les prix de cession indiqués au tableau que nous venons de dresser. Il y est stipulé que, dans le cas où la totalité des livraisons faites à la Régie au cours d'une même année s'établirait entre 70.000 et 75.000 hectolitres d'alcool pur, les sociétés contractantes fe-

raient à la Régie sur l'ensemble desdites livraisons une remise de 0 \$ 50 par hectolitre d'alcool pur et que cette remise serait de 1 \$ par hectolitre au cas où la totalité des livraisons dépasserait 75.000 hectolitres d'alcool pur.

Or nous savons que la consommation officielle du Tonkin et du Nord-Annam s'est élevée en 1912 à 68.000 hectolitres d'alcool pur et nous avons dit que ce contingent ne représentait qu'une partie de la consommation réelle. On peut donc être assuré que, grâce à l'abaissement du prix de vente du produit de la Régie, ce dernier, luttant victorieusement contre l'alcool de contrebande, se vendra en quantités qui, dès le premier exercice, atteindront, dépasseront même peut-être 75.000 hectolitres d'alcool pur. La Régie est donc à peu près certaine de payer effectivement 22 piastres (23 \$ prix du contrat moins 1 \$ de ristourne) ce qu'elle payait 30 \$ 50 sous le régime antérieur, soit une économie de près de 28 %.

Un tolle général s'est élevé dans certains milieux métropolitains lorsque l'on a appris que la nouvelle convention était passée pour une période de dix années. Il est aisé de comprendre que seule cette stipulation a permis au Gouvernement de l'Indochine d'obtenir de ses cocontractants des conditions aussi avantageuses pour lui et, par répercussion, pour le contribuable annamite. Faut-il le blâmer de s'être lié les mains pour une aussi longue période ? Les adver-

saires irréductibles du monopole le croient et le proclament. Nous ne partageons pas leur avis. Il est d'abord certain que, pour une durée d'exploitation inférieure à dix années, les sociétés de distillation n'eussent jamais consenti à abaisser leurs prix de cession dans les proportions susindiquées ; ensuite, à supposer que la nouvelle convention n'ait été passée que pour deux ou trois années au plus, qu'eût-on décidé à l'expiration de cette période ? On se serait trouvé en face du même problème, des mêmes solutions, des mêmes objections qu'en 1913, la question n'aurait pas fait un pas de plus : c'eût été encourager une fois encore nos protégés aux chimériques espoirs et par conséquent faire de mauvaise politique indigène : nous estimons qu'il y a lieu de louer le Chef actuel de la Colonie de ne s'être point arrêté, malgré les critiques et les soupçons, à une solution aussi bâtarde et aussi négative.

b) *Situation des parties à l'expiration du nouveau contrat.* — Par l'article 14 les sociétés de distillation « renoncent par avance au bénéfice des dispositions de l'article 91 de l'arrêté du 20 décembre 1902 en ce qui concerne le contingent auquel elles pourraient prétendre en vertu dudit article, à la date du 12 avril 1923 ».

Remarquons qu'en approuvant cette clause l'Administration consacre l'interprétation que nous avons donnée de l'article 12 du contrat du 10 mars 1903 en

ce qui concerne la survivance du droit des sociétés au contingent de 40.000 hectolitres postérieurement à l'expiration de la convention et en cas de maintien du régime institué par les arrêtés des 20 et 22 décembre 1902.

Que se passera-t-il donc à la date du 12 avril 1923 ? Ou bien l'Administration pourra renouveler purement et simplement le contrat actuel, ou passer avec la Société des distilleries de l'Indochine, avec laquelle vient de fusionner la Société des distilleries du Tonkin, une nouvelle convention, ou, maintenant en vigueur les arrêtés de décembre 1902, s'adresser à d'autres fournisseurs que la société susdésignée sans tenir compte du contingent auquel celle-ci a renoncé par avance, ou encore abroger le régime du monopole pour instituer tel système fiscal qui bon lui semblera.

Cette dernière hypothèse n'est pas prévue dans la convention du 31 décembre 1912 non plus que dans celle du 10 mars 1903. Nous estimons que, de même qu'en 1913, l'Administration sera, en 1923, absolument libre d'abroger les arrêtés des 20 et 22 décembre 1902 sans ouvrir par cela même aucun droit à indemnité à son cocontractant. Nous avons dit qu'en 1913 les deux Sociétés de distillation eussent eu des raisons *d'équité* assez plausibles à faire valoir à l'appui d'une demande d'indemnité, en cas de suppression pure et simple du monopole. En sera-t-il de

même en 1923 ? Nous avons tout lieu d'en douter.

Comme conséquence des dispositions contenues à l'article 14, les deux sociétés renoncent à toutes réclamations ou prétentions déjà émises ou qu'elles pourraient émettre en vertu du contrat du 10 mars 1903.

L'Administration se trouve ainsi mise à l'abri, tant pour le présent que pour l'avenir, de toutes difficultés de nature contentieuse : c'est un gros point d'acquis.

§ 2. — VENTE.

Les contrats passés le 25 juillet 1910 avec les débiteurs généraux pour la vente des alcools indigènes ont été prorogés jusqu'au 31 janvier 1914 et, en échange de cette prorogation, les adjudicataires des débits régionaux de la majeure partie des provinces ont consenti à abandonner 1 cent $\frac{1}{2}$ sur les remises qu'ils touchaient antérieurement tant comme débiteurs généraux que comme débiteurs de gros et qui, nous le savons, s'élevaient à 4 cents par litre, soit une réduction de 37 %. Ce sacrifice est considérable : il sera largement compensé dans certaines provinces par l'accroissement des ventes, dans d'autres lots il est probable qu'il se traduira par une diminution assez sensible des bénéfices réalisés sous le régime antérieur par les adjudicataires desdits lots.

Voici quelle est en vertu des arrêtés du 11 avril

0913 L'échelle des remises actuellement consenties aux divers débiteurs.

A. — *Alcool en vrac.*

Débitant général.	. 0 \$ 01	par litre à 35° ou à 40°.
Débitant de gros.	. 0 \$ 015	— —
Débitant de détail.	. 0 \$ 015	— —
Total.	. 0 \$ 040	au lieu de 0 \$ 055 sous l'ancien régime.

B. — *Alcool en bouteilles de 75 centilitres.*

Débitant général.	. 0 \$ 0075	par bouteille d'alcool à 35° ou à 40°.
Débitant de gros.	. 0 \$ 015	par bouteille d'alcool à 35° ou à 40°.
Débitant de détail.	. 0 \$ 015	par bouteille d'alcool à 35° ou à 40°.

Les prix de vente aux consommateurs sont fixes ainsi qu'il suit.

- 1^{er} Alcool en vrac titrant 35°. 0 \$ 19 le litre.
— titrant 40°. 0 \$ 24 le litre (au lieu de 0 \$ 29 sous l'anc. rég.).
- 2^{er} Alcool en bouteilles de 75 centilitres.
— titrant 35°. . 0 \$ 19 la bouteille.
— titrant 40°. . 0 \$ 24 la bouteille.
- 3^{er} Alcools parfumés à 50° : 0 \$ 39 la bouteille de 0 l. 75.
- 4^{er} Vins de Chine à 40° : 0 \$ 33 la bouteille de 0 l. 75.

Ainsi donc l'alcool « populaire » à 35 degrés désormais mis en vente est ramené au prix de 19 cents le

litre, prix inférieur de 10 cents à celui de l'ancien alcool populaire à 40 degrés et sensiblement égal à celui de l'alcool de contrebande (1).

La taxe de consommation n'a été modifiée par aucun acte réglementaire mais par la force des choses elle se trouve abaissée en fait aux environs de 0 § 20 par litre d'alcool pur au lieu de 0 § 30. C'est une moins-value sensible pour le budget mais une moins-value qui sera facilement compensée par un accroissement des ventes de 33 % par rapport aux résultats des derniers exercices écoulés.

SECTION II

Premiers résultats

§ 1. — RÉSULTATS FINANCIERS.

Les chiffres suivants démontreront mieux que tous longs commentaires le succès complet de la réforme dont nous venons d'exposer l'esprit et l'économie générale.

1. Notons qu'en dehors des alcools ordinaires à 35° et à 40° il est prévu la mise en vente d'alcools supérieurs et d'eaux-de-vie vieilles. Nous apprenons, au moment de mettre sous presse que les types de ces spiritueux de luxe sont prêts à être livrés à la consommation. Seule la question du prix de cession, n'est pas encore tranchée.

I. — Etat comparatif des ventes d'alcools indigènes pendant les mois d'avril, mai, juin et juillet 1912 et 1913 (en litres d'alcool pur).

Avril 1912.	495.893 l. 37
Avril 1913.	629.197 l. 85
Soit 134.304 l. 48 en plus en faveur de 1913	
Mai 1912	439.788 l. 15
Mai 1913	668.414 l. 43
Soit 228.626 l. 28 en plus en faveur de 1913.	
Juin 1912	541.866 l. 65
Juin 1913	676.913 l. 25
Soit 135.046 l. 60 en plus en faveur de 1913.	
Juillet 1912	499.840 l. 75
Juillet 1913	592.668 l. 64
Soit 92.827 l. 89 en plus en faveur de 1913.	

Ces chiffres font ressortir une augmentation de 34 % environ pour l'ensemble du deuxième trimestre 1913 par rapport à la période correspondante de 1912. Si cette proportion se maintient jusqu'à la fin de l'exercice, le budget général sera assuré de récupérer la moins-value résultant de l'abaissement effectif de la taxe de consommation et du titre de l'alcool populaire. Si elle s'accroît comme il est probable (1), le

1. Malheureusement de très graves inondations ont, au mois d'août, dévasté une partie du Tonkin et fortement compromis la récolte du

trésor bénéficiera d'une augmentation de recettes proportionnelle.

II. — Etat comparatif des ventes d'alcools en unités de litres à 40 degrés pendant les mois d'avril, mai et juin 1912 et 1913.

Avril 1912 1.220.376 l. 57

Avril 1913 1.564.366 72

Mai 1912 1.099.481 l. 09

Mai 1913 1.679.125 50

Juin 1912 1.351.801 l. 18

Juin 1913 1.691.933 35

Soit une différence de 1.263.766 l. 73 en faveur de 1913.

dixième mois prochain. Il se pourrait donc que, par suite de cette cause toute accidentelle, nos prévisions ne se réalisent pas entièrement.

III. — Etat comparatif détaillé par régions, des ventes
de mai 1912 et mai 1913 en litres d'alcool pur.

Provinces	Mai 1912	Mai 1913	Pourcentage d'aug- mentation
Hadong	49.297	78.293	58,7 %
Thái-binh	61.410	73.870	20,2
Hải-duong	41.495	68.183	64,3
Nam-dinh	41.064	54.300	32,2
Hung-yên	47.159	46.931	nul
Vinh	13.269	21.078	59,1
Ha-tinh	9.858	12.246	24,2
Thanh-Hoa	24.030	48.525	102
Hanoi-ville	20.174	22.241	10,2
Hải-phong	8.774	14.029	60,4
Quang-yên	8.806	12.214	38,7
Kiên-an	8.046	14.914	85,8
Bac-giang	8.752	21.649	148,2
Bac-Ninh	18.116	40.847	125,5
Lang-Son	2.786	8.124	192
Thái nguyên	3.715	6.464	74,1
Bac-Kan	1.015	2.026	100
Vinh-yên	12.101	20.768	71,6
Phuc-yên	2.643	12.096	358
Tuyên-Quang	4.864	6.233	28,1
Ha-giang	1.167	1.594	36,8
Phu-ly	14.969	24.143	61,5
Ninh-Tinh	4.811	8.441	75,6
Son-tây	15.482	21.700	40,1
Hoa-binh	3.217	3.903	21,4
Hung-hoa	2.775	5.954	114,7
Phu-tho	7.185	11.361	58,1
Yên-Bay	1.675	2.239	33,7
Lao-Kay	1.140	4.037	254,2

Soit dans l'ensemble un accroissement de 51,7 %.

Ce tableau fait ressortir que la progression des ventes n'est pas uniforme dans toutes les provinces et il prouve par là même de façon péremptoire que le but poursuivi a été parfaitement atteint : en effet dans les provinces comme Thaï-binh, Nam-dinh, Hung-yên, etc... où, par suite de la surveillance plus facile et plus étroite dont la contrebande était l'objet, l'alcool officiel avait réussi à gagner la majeure partie de la consommation, l'accroissement des ventes est, ou nul comme dans Hung-yên, ou relativement peu important ; au contraire dans les provinces jadis peu surveillées et alimentées presque entièrement par la contrebande, le seul abaissement du prix de l'alcool officiel entraîne un accroissement des ventes dépassant les prévisions les plus optimistes : c'est le cas de Bac-Kan (100 %), de Thanh-Hoa (102 %) de Bac Ninh (125 %), de Bac-Giang (148 %) de Lang-Son (192 %), de Lao Kay (254 %) et enfin et surtout de Phuc-yên (358 %!). C'est dire que dans ces diverses circonscriptions la contrebande a reçu le coup de mort par le seul effet de la concurrence commerciale et sans qu'il ait été nécessaire de redoubler de surveillance ni de sévérité. Bien au contraire la répression de la fraude se trouve, au cours du trimestre envisagé, réduite dans des proportions énormes par rapport à la période correspondante des exercices antérieurs : c'est ainsi que pendant le mois de mai 1913 il n'a été dressé dans toute l'étendue

du Tonkin et du Nord-Annam que 57 procès-verbaux pour fabrication clandestine d'alcool, alors que pendant le même mois de 1912 il en avait été dressé 232 et nous avons vu qu'au cours de la même période les ventes s'étaient accrues d'une année à l'autre de plus de 51 % !

En résumé le contribuable annamite se trouve dégrevé d'une somme considérable, et pratiquement délivré des tracasseries inhérentes à la répression d'une fraude qui tend automatiquement à disparaître. Le trésor de son côté ne subit aucun préjudice bien au contraire, tel est le bilan de la réforme au point de vue fiscal.

§ 2. — RÉSULTATS POLITIQUES

B. Au point de vue politique les résultats obtenus jusqu'à ce jour ne semblent pas moins heureux. La plus grande partie de la population protégée a vu ses vœux comblés : dûment informée par voie d'affiches, de circulaires, de conférences, des bases du nouveau régime et des motifs ayant inspiré le Gouvernement dans l'élaboration de ce dernier, elle n'a formulé aucune objection, aucune plainte, ne s'est livrée à aucune manifestation hostile et a prouvé au contraire, par son empressement autour des débits de la Régie, que ses desiderata les plus légitimes avaient reçu satisfaction.

Le malheur a voulu que les événements tragiques dont le Tonkin a été le théâtre en avril dernier coïncidassent avec la mise en vigueur du nouveau régime et les adversaires du monopole en ont immédiatement profité pour établir des relations de cause à effet entre le renouvellement du contrat « Fontaine » et les bombes d'Hanoï et de Thaï-binh.

Nous sommes quant à nous, et avec tous ceux qui ont quelque connaissance vécue des choses d'Indochine persuadé que pareil rapprochement ne repose sur aucune base sérieuse. Nous n'avons point à rechercher ici d'où sont venues les bombes d'avril 1913, mais nous croyons devoir affirmer nettement que ce ne sont point des « produits » du monopole de l'alcool.

Pour le cas où l'on serait tenté de juger nos assertions empreintes d'un optimisme trop « officiel », nous croyons utile de reproduire ici, traduites littéralement, quelques-unes des appréciations écrites qui viennent de nous être adressées par un certain nombre de personnalités du monde indigène notoirement connues de nous comme autrefois hostiles au principe du monopole.

Voici d'abord ce que nous dit le plus haut mandarin d'une province dans laquelle les ventes d'alcool de la Régie ont augmenté de 565 % au mois de juillet 1913, par rapport au mois correspondant de 1912 : ... « en considérant la statistique du bureau des

« Douanes et Régies, je constate que ce que vous me
« faisiez pressentir jadis s'est aujourd'hui réalisé...
« L'alcool à 35 degrés se vend en quantités bien plus
« considérables que l'alcool à 40 degrés : c'est donc
« qu'il plaît davantage à la population annamite...
« J'entends dire de tous côtés qu'il n'y a presque plus
« de contrebande ; les ventes de la Régie ne cessent
« de s'accroître et le service des douanes ne fait plus
« de saisies comme autrefois... On dit dans le peu-
« ple que l'alcool de la Régie à 35 degrés étant bon
« et ne coûtant pas plus cher que l'alcool de contre-
« bande, il vaut mieux en acheter que de distiller
« clandestinement. »

Voici comment s'exprime un simple sous-chef de canton d'une grande province du Bas-Delta tonkinois :
« La population estime que le régime appliqué de-
« puis le 13 avril lui est très profitable. L'alcool à
« 35 degrés vendu 0 § 19 est trouvé bon marché ; on
« lui reproche seulement d'être un peu fade. Depuis
« que le Gouvernement a réduit le prix de l'alcool,
« les ventes de la Régie ont augmenté de plus de 2/10.

« Il n'y a plus à l'heure actuelle beaucoup d'indi-
« vidus qui se livrent à la distillation clandestine,
« car les fraudeurs ne peuvent plus rivaliser avec la
« Régie ; s'ils vendaient leur alcool de contrebande
« aussi bon marché que l'alcool de la régie, ils y
« perdraient (*sic*). Depuis la réforme la population
« ne se lamente plus : l'alcool de la Régie étant bon

« marché et fabriqué maintenant exclusivement avec
« du riz (*sic*) le consommateur en boit volontiers et
« les distillateurs clandestins renoncent d'eux-mêmes
« à leur industrie ; il n'y a plus de punitions, plus
« de ruines, chacun paie l'impôt proportionnellement
« à sa consommation, la population n'est plus tour-
« mentée, donc elle ne se plaint plus. »

Un autre gros notable nous déclare ce qui suit :
« L'alcool vendu 0 § 19 le litre est trouvé très bon
« marché. Étant moins fort que l'ancien alcool il
« plaît davantage, il ne fait plus mal à la tête et rend
« bien portant (*sic*). Maintenant les distillateurs clan-
« destins n'ont plus de profits. S'ils sont pris ils sont
« punis, ils perdent leurs biens, aussi n'y a-t-il plus
« beaucoup d'individus qui se risquent à rivaliser
« avec la Régie. Le seul ennui est que les titulaires
« de licences de gros et de détail continuent comme
« par le passé à mouiller l'alcool de la Régie. Le dé-
« bitant français et les agents de la Régie vont bien
« souvent faire des vérifications mais les débitants
« de gros et de détail le savent d'avance et il n'y a
« pas moyen de les prendre (*sic*). »

Nous pourrions, au risque de tomber dans des re-
dites inutiles, multiplier les citations de ce genre :
nous pensons que celles que nous venons de faire,
ajoutées aux statistiques éloquentes reproduites plus
haut, suffiront à étayer la seule conclusion que nous
puissions tirer de cette longue étude :

Lorsqu'à la date du 11 avril 1913 le Gouvernement de l'Indochine allait avoir à trancher l'un des plus graves problèmes politiques et financiers qui se soient jamais posés à lui, il avait le choix entre deux lignes de conduite : l'une consistait à tout sacrifier à l'opinion généralement exprimée par les notables annamites et à la majorité de l'opinion métropolitaine ; c'était sans doute courir au-devant des louanges, mais c'était, répétons-le, ne tenir aucun compte des véritables intérêts des indigènes auxquels on aurait fait racheter très cher une liberté dont, à brève échéance, ils se seraient vus dans l'impossibilité d'user ; l'autre consistait à accorder au peuple protégé des avantages moins brillants en apparence mais du moins tangibles, certains et durables ; mais c'était conserver dans le vocabulaire indochinois le terme de « monopole » et en bravant ainsi l'opinion, s'exposer aux critiques, voire même aux soupçons les plus injustifiés.

En administrateur et par conséquent en homme pratique, en empiriste, nous estimons qu'il convient de louer sans réserve le Gouvernement actuel de notre « France d'Asie » d'avoir courageusement opté pour la seconde politique, celle des réalisations. L'avenir nous dira si nous nous sommes trompé : nous l'envisageons, quant à présent, avec confiance.

ANNEXES

ANNEXE I

Gouvernement général de l'Indochine

Administration des Douanes et Régies de l'Indochine

Contrat pour la vente des alcools indigènes et vins de Chine

(Exception prévue à l'article 18 § 6 et 7 du décret
du 18 novembre 1882.)

Entre :

M. Levecque, directeur p. i. des Douanes et Régies
de l'Indochine, agissant pour le compte du Gouver-
nement général de l'Indochine,

d'une part,

et M. Raoul Debeaux, commerçant, domicilié à
Hanoï,

d'autre part ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

M. Raoul Debeaux est agréé par l'Administration des Douanes et Régies de l'Indochine en qualité de Débitant Général de la Régie pour la vente des alcools indigènes et vins de Chine au Tonkin et dans le Nord-Annam (provinces de Vinh, Thanh-Hoa et Hatinh), conformément à l'article 81 § 7 de l'arrêté du 20 décembre 1902 et aux dispositions de l'arrêté du 22 décembre 1902.

Ce droit de vente est concédé aux conditions énumérées aux arrêtés des 20 et 22 décembre 1902, dont M. Raoul Debeaux déclare avoir une parfaite connaissance et, en outre, aux conditions stipulées ci-après :

ARTICLE 2

L'exploitation de la vente des alcools indigènes ordinaires, vins de Chine et alcools indigènes parfumés, est concédée à M. R. Debeaux au Tonkin et dans le Nord-Annam (provinces de Vinh, Thanh-Hoa et Hatinh), pour une période de dix années, commençant le 1^{er} janvier 1903 et finissant le 31 décembre 1912, avec toutefois faculté pour l'Administration de reprendre son monopole à partir de l'expiration de la huitième année d'exploitation par le Débitant Général : et ce, en le prévenant un an à l'avance.

ARTICLE 3

Le Débitant Général ne pourra acheter, vendre et faire circuler les alcools indigènes que dans les limites des territoires qui lui ont été concédés par le présent contrat. Tous les territoires autres demeurent en dehors de son action.

ARTICLE 4

M. R. Debeaux devra toujours avoir, dans chaque province, un approvisionnement d'alcools indigènes, de vins de Chine, d'alcools indigènes parfumés, suffisant pour satisfaire aux besoins de la consommation pendant quinze jours au moins.

Il devra ouvrir dans les centres ou villages autant de débits de gros et au détail qu'il sera nécessaire pour assurer le ravitaillement de la population.

Il devra également assurer la vente par les débiteurs ambulants et sur les marchés.

ARTICLE 5

L'Administration des Douanes et Régies délivrera sur la demande de M. R. Debeaux, et contre paiement immédiat, les licences nécessaires à l'ouverture des débits de gros, au détail, au fonctionnement de la vente sur les marchés et ambulants.

Les débitants seront choisis par le Débitant Général et agréés par l'Administration.

M. R. Debeaux devra, en conséquence, fournir au fur et à mesure des besoins un relevé des noms et domicile des débitants auxquels il se propose de délivrer des licences.

Les licences devront en principe être réservées aux Annamites.

L'Administration se réserve le droit d'exercer à tous moments son contrôle sur la délivrance des licences. Elle pourra éliminer qui elle jugera utile. Elle aura le droit au cas où le nombre des débits de gros, au détail, sur les marchés et ambulants, ouverts par M. R. Debeaux, lui paraîtrait insuffisant, d'augmenter, par l'intermédiaire du Débitant Général, le nombre de licences de diverses catégories.

ARTICLE 6

M. R. Debeaux sera tenu de prendre livraison au moins une fois par semaine, des alcools indigènes, vins de Chine, alcools indigènes parfumés, dans les distilleries qui lui auront été désignées ; les quantités à prendre dans chaque distillerie lui seront fixées par l'Administration et le Débitant Général ne sera nullement admis à les dépasser.

Le prix auquel il devra payer l'alcool indigène aux distillateurs sera déterminé par arrêté de M. le

Gouverneur Général. Le paiement devra en être fait au comptant.

ARTICLE 7

M. R. Debeaux devra, les 1 et 18 de chaque mois, faire parvenir à M. le Sous-Directeur à Haïphong, pour le Tonkin, à M. le Chef du Service à Tourane, pour le Nord-Annam, un état dûment signé comprenant, pour chaque province, le nombre de litres d'alcool indigène, de vin de Chine, d'alcool indigène parfumé, vendus pendant le cours de la quinzaine précédente, ainsi que le montant des stocks en approvisionnement, tant dans ses entrepôts que dans les magasins de gros, au dernier jour de la quinzaine. Il fera connaître ses évaluations de vente pour la quinzaine suivante et fournira tous renseignements propres à permettre à l'Administration de suivre ses opérations et de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'un accroissement ou d'un ralentissement de la consommation.

ARTICLE 8

Il est alloué à M. R. Debeaux à titre de rémunération de ses frais généraux, frais de transport, de manipulations, déchets de remplissage, prix de licences, fourniture d'acquets à caution et de permis de

circulation et tous autres frais quelconques, une remise de trois centièmes de piastre par chaque litre d'alcool vendu.

Cette remise s'appliquera à toutes les quantités qu'il aura vendues dans toute l'étendue du Tonkin et du Nord-Annam, jusqu'à concurrence de 12 millions de litres par an. Le Débitant Général tiendra compte à l'Administration des Douanes et Régies d'une bonification d'un demi-cent (0 § 005) par litre, mais cette bonification ne portera que sur le nombre de litres vendus au-dessus de 12 millions.

Le compte de bonifications sera arrêté le 31 décembre de chaque année d'après les états de vente fournis par M. R. Debeaux chaque quinzaine, et reconnus exacts par l'Administration.

Le compte de bonification ainsi arrêté, le montant en sera soldé à l'Administration par le Débitant Général dans la première quinzaine du mois de janvier.

ARTICLE 9

Concurremment avec les alcools indigènes, ordinaires, M. R. Debeaux mettra en vente des vins dits de Chine et des alcools indigènes parfumés (alcools de Nénuphar et Camomille à 50 degrés réels).

Il sera alloué, sur les quantités d'alcool de cette nature une rémunération par litre et bouteille de 75 centilitres, de :

Cinq centièmes de piastre pour les vins de Chine ;

Six centièmes de piastre pour les alcools indigènes parfumés.

L'étiquette apposée sur le récipient renfermant du vin de Chine ou de l'alcool indigène parfumé donnera le degré réel de la boisson.

ARTICLE 10

Dès que l'Administration aura adopté et imposé des modèles réglementaires de jarres et bouteilles munis d'un système de garantie, des étiquettes et marques officielles, la rémunération de M. R. Debeaux fixée à l'article 8 ci-dessus pour la vente des alcools indigènes ordinaires, sera augmentée à raison des frais supplémentaires de fournitures de récipients, systèmes de fermetures, étiquettes et marques officielles, de mise en bouteilles, etc... de :

Un centième de piastre pour chaque litre d'alcool logé dans des jarres officielles ;

Un centième et demi de piastre par récipient de un litre et 75 centilitres ;

Un centième de piastre par récipient de 50 centilitres ;

Un demi-centième de piastre par récipient de 25 centilitres et au-dessous,

Ce qui revient à dire qu'en confondant l'allocation prévue à l'article 8 avec celle du présent article, la

remise à allouer au Débitant Général, lorsque l'alcool indigène ordinaire sera livré en bouteilles munies d'un système de garantie, d'étiquettes et de marques officielles, sera :

Quatre centièmes de piastre pour chaque litre d'alcool logé dans les jarres officielles.

Quatre centièmes et demi de piastre par récipient de un litre ;

Trois centièmes trois quarts de piastre par récipient de 75 centilitres ;

Deux centièmes et demi de piastre par récipient de 50 centilitres ;

Un centième et quart de piastre par récipient de 25 centilitres ;

Huit millièmes de piastre par récipient de dix centilitres.

M. R. Debeaux d'accord avec l'Administration sur les conditions de prix d'achat, commandera le nombre de récipients nécessaires et de systèmes de garantie adoptés.

Les récipients et les systèmes de garantie seront remis à l'Administration des Douanes et Régies qui les délivrera à M. R. Debeaux sur sa demande et au fur et à mesure de ses besoins.

Le règlement des fournisseurs sera fait par M. R. Debeaux.

ARTICLE 11

Dans tous les cas de vente de l'alcool en récipients le Débitant Général est autorisé à exiger de tout acheteur la consignation d'une somme représentant la valeur du récipient à son prix de revient.

Cette consignation sera obligatoirement remboursée dans tous les débits, contre remise dudit récipient.

ARTICLE 12

La majoration qui sera consentie en faveur du prix de vente des débiteurs en gros est la suivante :

Dans les provinces du Tonkin à l'exception de l'Archipel et des Territoires militaires, tels qu'ils sont déterminés actuellement :

Un centième de piastre par litre ou par bouteille jusqu'à 50 centilitres ;

Un demi-centième de piastre par bouteille au-dessous de 50 centilitres.

Dans l'Archipel et dans les Territoires militaires du Tonkin ainsi que dans le Nord-Annam :

Deux centièmes de piastre par litre ou par bouteille au-dessus de 50 centilitres ;

Un centième de piastre par bouteille de 50 centilitres et au-dessous.

La majoration qui sera consentie en faveur du prix de vente des débitants au détail, sur les marchés et ambulants sera d'une façon générale de :

Un centième de piastre par litre ou bouteille au-dessus de 50 centilitres ;

Un demi-centième de piastre par bouteille de 50 centilitres et au-dessous.

ARTICLE 13

Chaque débit de gros devra être muni d'une licence de gros et d'une licence au détail et assurer, outre la vente aux débitants au détail sur les marchés et ambulants, la vente directe au consommateur.

Les prix de vente du Débitant Général aux marchands en gros et des marchands en gros aux marchands en détail, sur les marchés et ambulants, des débitants au détail, sur les marchés et ambulants aux consommateurs, seront fixés par arrêté de M. le Gouverneur Général ; ils devront comprendre le prix de cession de l'alcool par les distillateurs, tel qu'il aura été déterminé par arrêté, augmenté de la taxe de consommation et des allocations accordées ci-dessus au Débitant Général et aux autres débitants particuliers.

ARTICLE 14

Les prix de vente ainsi arrêtés seront affichés de manière très apparente, en français, caractères et

quôc-ngú, à la porte de chaque magasin de vente ou débit.

L'affiche fera, en outre, savoir que la valeur des récipients sera restituée intégralement à tout acheteur qui en fera le rapport.

L'affiche portera la valeur à son prix de revient du récipient.

ARTICLE 15

Le Débitant Général devra constituer dans les conditions d'installation matérielle prévues à l'arrêté du 23 décembre 1902 et ouvrir à l'exploitation dans un délai de six mois au plus à compter du jour de la notification du présent contrat, les dépôts régionaux ci-après :

1° Au Tonkin :

Province de Haïphong . . .	Haïphong
— Haiduong . . .	} Haiduong. Phu-ninh-Giang.
— Bac-Ninh . . .	
— Bac-Giang . . .	Dap-Cau.
— Thai-Binh . . .	Phu-Lang-Thuong.
— Thai-Binh . . .	Thai-Binh.
— Nam-Dinh . . .	Nam-Dinh.
— Ninh-Binh . . .	Ninh-Binh.
— Hanam . . .	Phu-Ly.
— Hung-Yên . . .	Hung-Yên.

Province de Hanoi	Hanoi.
— Sontay	Sontay.
— Vinh-Vên	Bac-Hat.
— Cho-Bo	Hoa-Binh.
Premier territoire militaire . . .	Langson.

2° En Annam :

Province de Thanh-Hoa }	Thanh-Hoa.
	Phu-Tho.
— Vinh	Vinh.
— Hatinh.	Hatinh.

Chaque dépôt régional est soumis à l'exercice permanent des Agents de l'Administration des Douanes et Régies. A cet effet, il sera prévu dans l'établissement même, autant que possible, un logement confortable pour le préposé à l'exercice. Ce logement comportera au moins trois pièces et les dépendances d'usage. La fourniture du mobilier de bureau est à la charge du Débitant Général.

Le plan de chaque dépôt régional devra recevoir l'approbation du Directeur des Douanes et Régies.

Le Débitant Général fera gérer par un agent européen à sa solde chaque dépôt régional, il devra se munir pour chacun de ces dépôts régionaux d'une licence d'entrepôt et de licences de marchands en gros et en détail.

Dans chaque province, M. R. Debeaux devra en

outre avoir un agent européen pour la surveillance des débiteurs particuliers.

ARTICLE 16

Les constructions formant le dépôt régional et le logement du préposé à l'exercice seront entretenus en bon état constant par les soins du Débitant Général de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.

Tous les frais de premier établissement, de modification de transformation et d'entretien sont à la charge du Débitant Général.

L'Administration se réserve le droit de faire augmenter par le Débitant Général le nombre des dépôts régionaux suivant les nécessités de la consommation. Des délais seront accordés au Débitant Général pour la mise en état de ses constructions nouvelles.

ARTICLE 17

Les dépôts régionaux devront être pourvus de tout le matériel nécessaire à l'exploitation du présent contrat; les frais d'achat et d'entretien sont à la charge du Débitant Général.

ARTICLE 18

En outre des dépôts régionaux, une décision du Directeur des Douanes et Régies pourra autoriser l'ouverture dans les conditions réglementaires, d'entrepôts de régie ou de magasins de dépôt dans l'intérieur de chaque province.

La décision fixera les conditions dans lesquelles fonctionneront lesdits entrepôts de régie ou magasins de dépôt et les opérations auxquelles le Débitant Général s'y livrera.

ARTICLE 19

En ce qui concerne la comptabilité des dépôts régionaux, entrepôts de régie ou magasins de dépôts, débits de gros, la mise en usage des acquits à caution des permis de circulation, le régime des récipients officiels, la soumission à l'exercice, et, d'une manière générale, le fonctionnement entier de son entreprise, le Débitant Général devra se conformer aux prescriptions des arrêtés des 20 et 22 décembre 1902.

ARTICLE 20

Le Débitant Général est pécuniairement responsable vis-à-vis de l'Administration dans les termes

et conditions de l'article 16 de l'arrêté du 22 décembre 1902, des infractions commises par ses employés ou débitants particuliers.

ARTICLE 21

Aucune diminution dans les prix officiels, résultant d'une réduction des prix d'achat, ne pourra avoir lieu avant un laps de temps suffisant pour permettre au Débitant Général l'écoulement des stocks existant dans ses dépôts régionaux et chez les marchands en gros.

De même, aucune augmentation dans les prix officiels, résultant d'une élévation des prix d'achat n'interviendra avant un laps de temps suffisant pour permettre au Débitant Général l'écoulement des stocks subsistant dans ses dépôts régionaux et chez les marchands en gros.

ARTICLE 28

La taxe de consommation est due à la sortie des entrepôts sur toutes les quantités prêtes à être livrées à la consommation.

Les manquants constatés dans la limite accordée par l'arrêté du 22 décembre 1902 seront exonérés de la taxe de consommation.

Les déchets supérieurs à cette proportion seront passibles de la taxe de consommation, à moins que

M. R. Debeaux ne produise la preuve officielle de la circonstance de force majeure ayant occasionné la perte des alcools aux entrepôts. L'Administration réserve à cet égard son droit de décision, sans recours possible.

ARTICLE 23

Un compte sera ouvert au Débitant Général, à la Sous-Direction du Tonkin, pour l'inscription de toutes les sommes dues par lui, tant pour la taxe sur les alcools indigènes ordinaires, vins de Chine et alcools ordinaires parfumés, que pour le prix de cession des registres d'acquets à caution et de permis de circulation.

Le relevé de ce compte sera arrêté le 18 de chaque mois, M. R. Debeaux devra en acquitter le montant dans les dix jours qui suivront.

En cas de non-paiement à cette échéance extrême la présente convention sera résiliée de plein droit. Les alcools en approvisionnement dans les dépôts régionaux ou dans les autres magasins du dépôt du Débitant Général, les immeubles le matériel d'exploitation seront saisis administrativement en garantie du paiement des droits et sommes dues jusqu'à concurrence du montant de la créance de l'Administration, le tout sans préjudice de tous autres droits et actions.

ARTICLE 24

Faute par le Débitant Général de remplir les obligations qui lui incombent aux termes du présent contrat, sa déchéance pourra être prononcée par M. le Gouverneur Général, après mise en demeure faite au moins un mois à l'avance.

En outre, au cas de résiliation pour défaut de paiement ou d'abandon de l'entreprise ou pour inexécution du présent contrat, M. R. Debeaux autorise expressément l'Administration des Douanes et Régies à se mettre immédiatement en possession de ses immeubles, matériel et mobilier, dont l'inventaire serait immédiatement dressé et dont le prix lui serait réglé ultérieurement dans les conditions de l'article 27 ci-après, défalcation faite du montant intégral de sa dette vis-à-vis de l'Administration.

Il déclare, en conséquence, renoncer à toute revendication judiciaire ou autre du chef de cette prise de possession, mais sous réserve expresse du droit de demande d'une indemnité devant les tribunaux administratifs en cas de résiliation mal fondée.

ARTICLE 25

Une inscription hypothécaire sera prise par le Gouvernement Général de l'Indochine, en vertu du présent contrat ou s'il est nécessaire, d'un acte nota-

rié à la charge de M. Debeaux, sur tous les immeubles présents ou à venir servant ou pouvant servir à l'exploitation, le tout jusqu'à concurrence d'une somme de 150.000 francs.

En raison de cette garantie M. R. Debeaux est dispensé de la production d'un cautionnement en numéraire.

ARTICLE 26

Les clauses de l'arrêté du 21 décembre 1899, relatif aux conditions générales des marchés, sont applicables à la présente convention, en tout ce qui n'est pas contraire aux stipulations qu'elle renferme.

M. R. Debeaux ne pourra se prévaloir d'aucune circonstance, même de force majeure, pour réclamer aucune indemnité ni compensation, quelle qu'elle soit pour préjudice subi à l'occasion du présent contrat.

ARTICLE 27

A l'expiration du présent contrat, l'Administration des Douanes et Régies reprendra directement l'exercice de son monopole de vente des alcools indigènes.

Toutefois elle entend conserver, après huit années d'exploitation par le Débitant Général, la faculté de rentrer dans tous ses droits, ainsi qu'il a été stipulé à l'article 2 du présent contrat.

Dans l'un et l'autre cas, elle devra reprendre les immeubles, le mobilier, les approvisionnements, le matériel d'exploitation à l'exception du matériel naval et dont l'inventaire sera arrêté contradictoirement.

Le prix sera au choix de l'Administration pour tout ou partie ou fixé par expert ou établi d'après la valeur exacte portée aux inventaires de l'entreprise après amortissements annuels qui ne pourront être inférieurs à 5 % de la valeur actuelle pour la partie immobilière et à 10 % pour la partie mobilière.

Le prix des alcools indigènes, vins de Chine, alcools indigènes parfumés, sera remboursé au Débitant Général aux stipulations du tarif officiel.

ARTICLE 28

Le Débitant Général s'engage à restreindre ses opérations commerciales aux produits monopolisés ou frappés de taxe de consommation, ci-après désignés : alcools indigènes : sel, opium (pour les provinces où la vente lui aura été concédée) allumettes et pétrole. Il s'interdit absolument de faire dans ses entrepôts et magasins de vente le commerce de toutes autres marchandises, tant directement qu'indirectement à peine de résiliation du présent contrat.

ARTICLE 29

En aucun cas, et sous peine de déchéance, le Débitant Général ne pourra sous-traiter, en tout ou en partie, le présent contrat.

Il pourra toutefois substituer dans ses droits et obligations une Société anonyme qui devra avoir son siège social à Hanoï et dont les Directeurs et Administrateurs délégués devront être agréés par l'Administration.

ARTICLE 30

Toutes les contestations relatives à l'exécution et à l'interprétation du présent contrat seront jugées administrativement.

Toute mise en demeure, notification, signification sommation, se fera de la part de l'Administration, dans la forme administrative.

ARTICLE 31

Le présent contrat sera enregistré aux frais de l'Administration.

ARTICLE 32

Le Débitant Général devra fournir dans les dix jours de l'approbation de M. le Gouverneur Général, 200 exemplaires imprimés de la présente convention.

ARTICLE 33

Le Débitant Général fait, en ce qui concerne l'exécution du présent contrat, élection de domicile à Hanoï.

Fait en triple à Hanoï, le 31 décembre 1902.

Lu et Approuvé :

LEVECQUE.

Lu et Approuvé

R. DEBEAUX.

Approuvé

Hanoï, le 6 janvier 1903
le Gouverneur Général,

BEAU.

ANNEXE II

Convention pour la fabrication de l'alcool nécessaire à la consommation du Tonkin et du Nord-Annam.

Entre M. Crayssac, Directeur General des Douanes et Régies de l'Indochine, agissant pour le compte du Gouvernement General de l'Indochine,

d'une part :

M. Fontaine, Industriel, agissant au nom et pour le compte de la Société Française des Distilleries de l'Indochine et M. Fischer, agissant au nom et pour le compte de la Société des Distilleries du Tonkin,

d'autre part :

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

La Société Française des Distilleries de l'Indochine et la Société des Distilleries du Tonkin s'engagent respectivement à livrer à l'Administration des Douanes et Régies les quantités d'alcool de riz nécessaire à la consommation indigène au Tonkin et

dans les trois provinces du Nord-Annam, Thanh-Hoa, Nghê-An et Hatinh, dans la proportion de :

70 % par la Société des Distilleries de l'Indo-chine ;

30 % par la Société des Distilleries du Tonkin.

ARTICLE 2

Les quantités approximatives à fournir par an sont de 10 millions de litres d'alcool à 40 degrés mais cette indication n'engage en rien l'Administration qui augmentera ou diminuera ses commandes suivant les besoins de la consommation.

ARTICLE 3

L'Administration réservera aux autres distilleries qui pourraient exister au jour de la mise en vigueur du présent contrat, les quantités d'alcool qui devraient leur être attribuées aux termes de l'article 91 de l'arrêté du 20 décembre 1902, mais ces quantités basées sur la moyenne de leur production pendant les deux dernières années ne pourront jamais être augmentées.

En cas de diminution dans la consommation, les quantités à fabriquer par chaque distillerie seront réduites au prorata de la fabrication attribuée à chacune.

Si la consommation annuelle dépasse 10 millions

de litres, l'excédent de production sera fourni dans la proportion des $\frac{2}{3}$ par la Société des Distilleries de l'Indochine et de $\frac{1}{3}$ par la Société des Distilleries du Tonkin.

ARTICLE 4

Pendant la durée du présent contrat, aucune autorisation ne pourra être donnée pour la création de nouvelles distilleries, tant que les sociétés contractantes assureront la production des quantités nécessaires à la consommation.

ARTICLE 5

La Société Française des Distilleries de l'Indochine et la Société des Distilleries du Tonkin devront toujours avoir en magasin un stock d'alcool de riz égal aux quantités qu'ils devraient produire pendant trois mois, pour parer à toute éventualité d'augmentation de la consommation ou à tout arrêt fortuit dans la production.

Ce stock devra être constitué dans le délai de dix mois à dater de la signature du présent contrat. Son existence sera constatée à ce moment par une commission nommée par le Directeur Général des Douanes et Régies. La même commission s'assurera ensuite par des visites inopinées de la permanence du stock de prévoyance.

En cas d'inexécution des prescriptions ci-dessus, les sociétés contractantes seront tenues de payer à l'Administration des Douanes et Régies, à titre de pénalité, une piastre par 10 hectolitres de manquant et par jour de retard.

ARTICLE 6

Les livraisons seront faites sur demandes du Débitant Général dans les conditions stipulées par les arrêtés des 20 et 22 décembre 1902.

ARTICLE 7

Si les sociétés contractantes diminuait leur production ou la cessaient complètement de façon à compromettre les besoins de la consommation en dehors de tout cas démontré de force majeure, l'Administration leur adresserait une sommation dès l'épuisement de la moitié du stock de prévoyance.

Huit jours après cette sommation, si le stock n'est pas reconstitué, l'Administration exercera son droit de mise en Régie.

ARTICLE 8

Les prix de cession au Débitant Général seront déterminés le premier jour de chaque trimestre et pour tout trimestre d'après le cours du riz.

Quand le cours moyen du riz sera au-dessous : de 2 § 45 le picul de 60 kilogrammes, le prix de l'hectolitre d'alcool à 100 degrés sera de 20 § 80 l'hectolitre.

2 § 46 à 2 § 70	22 § 40 l'hectolitre
2 § 71 à 2 § 95	24 § —
2 § 96 à 3 § 20	25 § 50 —
3 § 21 à 3 § 45	26 § 90 —
3 § 46 à 3 § 70	28 § 20 —
3 § 71 à 3 § 95	29 § 40 —
3 § 96 à 4 § 20	30 § 50 —
4 § 21 à 4 § 45	31 § 50 —
4 § 46 à 4 § 70	32 § 50 —

et ainsi de suite.

ARTICLE 9

Les vins de Chine, alcool de camomille ou de lotus (nénuphar) seront livrés suivant les besoins de la demande du Débitant Général. Ils seront fournis aux prix ci-dessus, majorés de cinq piastres par hectolitre d'alcool pur.

Toutefois cette fabrication spéciale pourra être confiée par l'Administration à toute autre personne, pourvu que l'alcool nécessaire soit fourni par les sociétés contractantes.

ARTICLE 10

Dans le cas où l'une des parties contractantes ne livrerait pas les quantités qu'elle s'est engagée à fournir à l'Administration, celle-ci se réserve le droit d'augmenter les quantités demandées à l'autre partie.

ARTICLE 11

Le présent contrat est conclu pour une durée de dix années entières et consécutives qui commenceront à courir le jour de la notification du présent contrat.

ARTICLE 12

Un an avant l'expiration du présent contrat, les sociétés contractantes d'une part et de l'autre l'Administration des Douanes et Régies formuleront leurs intentions au sujet du renouvellement du présent contrat.

L'Administration se réserve le droit d'exercer directement le monopole de fabrication en rachetant le terrain, les constructions, le matériel et la valeur industrielle des exploitations qui existeront à cette époque sous les réserves ci-après :

1° Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 20 décembre 1902, aucune construction nouvelle ne sera

faite sans l'autorisation préalable de l'Administration.

2° La valeur industrielle sera basée sur le droit à la production annuelle reconnu actuellement par l'Administration aux sociétés contractantes, savoir : 28.000 hectolitres d'alcool pur à la Société des Distilleries de l'Indochine et 12.000 hectolitres d'alcool pur à la Société des distilleries du Tonkin.

3° A l'expiration du présent contrat, l'Administration réserve son droit de traiter pour l'excédent dont elle aura besoin avec tel producteur qu'elle jugera à propos.

ARTICLE 13

Toutes les contestations relatives à l'exécution ou à l'interprétation du présent contrat seront jugées administrativement.

Toute mise en demeure, notification, signification, sommation, se fera de la part de l'Administration dans la forme administrative.

ARTICLE 14

Le présent contrat sera enregistré aux frais de l'Administration.

ARTICLE 15

Dans le délai d'un mois après la notification de l'approbation du présent contrat, les sociétés con-

tractantes devront en fournir 50 exemplaires imprimés.

ARTICLE 16

Pour l'exécution du présent contrat, les sociétés contractantes font élection de domicile à Hanoi.

Fait en triple à Hanoï le 10 mars 1903.

Signé : CRAYSSAC.

P. la Société Française P. la Société des Distilleries
des Distilleries de du Tonkin
l'Indochine :

Signé : FONTAINE.

Signé : FISCHER.

ANNEXE III

Nouvelle convention pour la fabrication de l'alcool nécessaire à la consommation du Tonkin et du Nord-Annam.

ARTICLE PREMIER

La Société Française des Distilleries de l'Indochine et la Société des Distilleries du Tonkin s'engagent individuellement et solidairement à fournir à l'Administration des Douanes et Régies toutes les quantités d'alcool de riz et de spiritueux ou liqueurs à base d'alcool de riz qui leur seront commandées par la dite Administration.

ARTICLE 2

L'Administration des Douanes et Régies s'engage à réserver à la Société Française des Distilleries de l'Indochine et à la Société des Distilleries du Tonkin, la totalité des fournitures des produits énumérés à l'article premier nécessaires à la consommation indigène au Tonkin et dans les trois provinces du Nord-

Annam, Thanh-Hoa, Nghè-an et Hatinh, telles qu'elles sont actuellement délimitées.

ARTICLE 3

La Régie répartira ses commandes entre les sociétés contractantes dans la proportion de :

70 % à la Société Française des Distilleries de l'Indochine, et :

30 % à la Société des Distilleries du Tonkin, pour les premiers 40,000 hectolitres d'alcool pur ;

Des 2/3 à la Société Française des Distilleries de l'Indochine ;

Et 1/3 à la Société des Distilleries du Tonkin pour les quantités au delà de 40,000 hectolitres.

Si l'une des Sociétés contractantes se trouvait, même dans le cas de force majeure, dans l'impossibilité de livrer dans un délai normal les commandes qui lui auraient été ainsi attribuées, la Régie en donnerait immédiatement avis à l'autre société qui devrait exécuter les commandes en souffrance aux lieu et place de la société défailante ; les frais de manutention et de transport supplémentaires qui en résulteraient pour la Régie seraient à la charge du fournisseur défailant ; celui-ci ne pourrait réclamer ultérieurement aucune répétition des quantités ainsi distraites de son quantum.

ARTICLE 4

Afin de parer à toute éventualité, la Société des Distilleries de l'Indochine et la Société des Distilleries du Tonkin devront toujours avoir en magasin un stock d'alcool de riz égal aux quantités livrées à la Régie au cours du mois précédent.

Le stock dont il s'agit devra être constitué à la date d'entrée en vigueur du présent contrat : son existence sera constatée par une commission nommée par le Directeur des Douanes et Régies, commission qui s'assurera au cours du contrat par des visites inopinées dans les usines des sociétés contractantes, de la permanence du stock de prévoyance.

En cas d'inexécution des clauses qui précèdent, les sociétés contractantes, chacune en ce qui la concerne, seront tenues de payer à l'Administration des Douanes et Régies de l'Indochine à titre de pénalité, une piastre par 100 hectolitres d'alcool pur de manquant et par jour de retard jusqu'à reconstitution intégrale du stock obligatoire.

ARTICLE 5

Hors le cas d'incendie de l'une des usines ou de tout cas de force majeure, si les sociétés contractantes cessaient leur production ou la diminuaient de façon à compromettre les besoins de la consomma-

tion, l'Administration leur adresserait une sommation dès l'épuisement de la moitié du stock de prévoyance.

Huit jours après cette sommation, si les dispositions nécessaires n'étaient pas prises en vue de la reconstitution du stock et si les deux sociétés étaient dans l'impossibilité de satisfaire aux commandes de l'Administration, celle-ci pourrait exercer son droit de mise en Régie.

Tant que les sociétés contractantes assureront la production des quantités nécessaires à la consommation pendant la durée du présent contrat, aucune autorisation ne pourra être donnée pour l'ouverture de nouvelles distilleries ou fabriques de l'un des produits énumérés à l'article premier.

ARTICLE 6

Les livraisons seront faites sur commandes de l'Administration des Douanes et Régies ou de ses représentants dans les conditions stipulées par les arrêtés des 20 et 22 décembre 1902. Les alcools livrés à la Régie devront être fabriqués exclusivement avec du riz et être de bonne qualité marchande.

Les fournitures seront payées au comptant.

ARTICLE 7

Les alcools de riz, les vins de Chine et les alcools parfumés des qualités actuellement livrées à la Régie

seront payées par l'Administration aux sociétés contractantes à des prix fixés par le Directeur des Douanes et Régies au commencement de chaque mois et pour toutes les livraisons dudit mois, d'après la moyenne des cours pratiqués pendant le mois précédent sur les marchés de Hanoï, Namdinh et Haï-duong, pour le riz de qualité équivalente à la troisième qualité de riz blanc des décortiqueries françaises du Tonkin.

ARTICLE 8

Le cours moyen sera déterminé par une commission composée du Président du Tribunal de commerce de Hanoï, Président de la commission avec voix prépondérante d'un représentant de chacune des sociétés contractantes et d'un délégué du Directeur des Douanes et Régies.

La Commission prendra comme bases de la fixation du cours moyen du riz les mercuriales officielles et tous autres renseignements présentant un caractère suffisant d'authenticité : elle pourra requérir communication des livres de commerce des sociétés contractantes.

ARTICLE 9

Les alcools de riz, les vins de Chine et les alcools parfumés (camomille, nénuphar) des qualités actuel-

lement livrées à la Régie seront payés à raison de 23 piastres pour les alcools de riz ordinaires et 40 piastres 50 cents pour les vins de Chine et les alcools parfumés, lorsque le cours moyen du picul de riz sera égal à 4 § 08.

Chaque augmentation ou diminution d'un centième de piastre sur le cours moyen du picul de riz entraînera une augmentation ou une diminution correspondante de quatre centièmes de piastre sur le prix des dits alcools ordinaires, vins de Chine et alcools parfumés.

Les fractions de centième de piastre ressortant sur le cours moyen du picul de riz seront négligées au profit de la Régie.

Ces prix s'entendent pour l'hectolitre d'alcool pur à 100 degrés livré nu dans les usines des sociétés contractantes.

ARTICLE 10

En dehors des vins de Chine et des alcools parfumés des types actuels, les Sociétés contractantes auront la faculté de fabriquer pour être livrés à la consommation, de nouveaux types de spiritueux ou liqueurs à base d'alcool de riz, des eaux-de-vie supérieures et des eaux-de-vie de riz vieilles.

Les types des produits, les prix de cession à la Régie ainsi que les prix de vente au consommateur se-

ront établis d'un commun accord entre le Directeur des Douanes et Régies et les deux sociétés contractantes.

ARTICLE 11

Les vins de Chine, les alcools parfumés des types actuels et les autres spiritueux ou liqueurs à base d'alcool de riz visés à l'article 10 ne pourront être vendus qu'en bouteilles avec les marques des Sociétés productrices et la vignette de la Régie.

ARTICLE 12

Dans le cas où la totalité des livraisons faites à la Régie au cours d'une même année par les deux sociétés contractantes s'établirait entre 70.000 et 75.000 hectolitres d'alcool pur, les sociétés contractantes feraient à l'Administration des Douanes et Régies sur l'ensemble des dites livraisons une remise de 0 \$ 50 par hectolitre d'alcool pur.

La remise serait de une piastre si la totalité des livraisons dépassait 75.000 hectolitres d'alcool pur.

La ristourne serait récupérée par voie de précompte sur les derniers mandats de l'exercice.

ARTICLE 13

Le présent contrat est conclu pour une durée de dix années entières et consécutives qui commenceront à courir le 12 avril 1913.

ARTICLE 14

Les sociétés contractantes renoncent par avance au bénéfice des dispositions de l'article 91 de l'arrêté du 20 décembre 1902 en ce qui concerne le contingent auquel elles pourraient prétendre en vertu dudit article, à la date du 12 avril 1923.

ARTICLE 15

Comme conséquence des dispositions qui précèdent la Société Française des Distilleries de l'Indochine et la Société des Distilleries du Tonkin renoncent, pour le Tonkin et le Nord-Annam, à toutes réclamations ou prétentions déjà émises ou qu'elles pourraient émettre dans l'avenir en vertu du contrat du 10 mars 1903 ou pour toute autre cause antérieure à la signature du présent contrat.

ARTICLE 16

Pour l'exécution du présent contrat, les Sociétés contractantes font élection de domicile à Hanoï.

ARTICLE 17

Toutes les contestations relatives à l'exécution ou à l'interprétation du présent contrat seront jugées administrativement.

Toute mise en demeure, notification, signification, sommation, se fera de la part de l'administration dans la forme administrative.

ARTICLE 18

Le présent contrat sera enregistré aux frais de l'administration.

ARTICLE 19

Les Sociétés contractantes devront fournir à l'Administration, dans un délai d'un mois, à partir de la notification de l'approbation, 200 exemplaires imprimés du présent contrat.

Lu et approuvé
Hanoï, le 31 déc. 1912
Signé : A. KIRCHER.

Lu et approuvé
Hanoï, le 31 déc. 1912
Signé : L. FONTAINE.

Lu et approuvé
Hanoï, le 31 décembre 1912
Signé : R. PIOT.

Vu : Le Doyen,
CAUWES

Vu : le Président de la Thèse,
PERREAU

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

OUVRAGES ET DOCUMENTS CONSULTÉS

A. — **Ouvrages spéciaux**

DEMORGNY. — Les principales réformes financières en Indochine de 1897 à 1899 (1900).

BAFFELEUF. — Les impôts en Annam (thèse), 1910.

GUERMEUR. — Le régime fiscal de l'Indochine, 1909 (imprimerie d'Extrême-Orient Hanoï-Haïphong).

DE LANESSAN. — La colonisation française en Indochine, 1895.

PEYROUTON. — Les monopoles en Indochine (thèse), 1913.

B. — **Périodiques**

Bulletin du Comité de l'Asie française et l' « Asie Française ».

Quinzaine Coloniale.

La Revue indochinoise (notamment juin 1913).

Le Temps.

La Dépêche Coloniale.

L'Avenir du Tonkin (Hanoï).

Le Tonkin industriel et commercial (Sontay).

C. — **Documents officiels**

Rapports sur la situation de l'Indochine par MM. Doumer, 1897-1902, et Beau (1902-1907).

Rapports parlementaires et notamment rapports Viollette et Métin.

Journal officiel de l'Indochine française.

Bulletin officiel de l'Indochine française.

Budget Général et budgets locaux du Tonkin et de l'Annam.

Rapports et statistiques divers que les services compétents du Gouvernement Général de l'Indochine, de la Résidence supérieure du Tonkin et de la Direction des Douanes et Régies de l'Indochine ont bien voulu, sur notre demande mettre à notre disposition ou nous laisser consulter.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	I
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Fabrication des alcools indigènes	5

PREMIÈRE PARTIE

Histoire de l'impôt sur les alcools indigènes au Tonkin (et dans le Nord-Annam depuis 1903).

TITRE PREMIER

<i>Régime de l'impôt sur les alcools indigènes au Tonkin depuis les origines jusqu'à décembre 1902 . . .</i>	15
CHAPITRE PREMIER. — Régime antérieur à 1893 . . .	15
CHAPITRE II. — Régime en vigueur de 1893 au 1 ^{er} juin 1897	22
CHAPITRE III. — Régime en vigueur du 1 ^{er} juin 1897 à décembre 1902.	33

TITRE II

<i>Régime de l'impôt sur les alcools indigènes au Tonkin et dans le Nord-Annam de décembre 1902 à 1913. Le monopole absolu de fabrication et de vente</i>	50
---	----

CHAPITRE PREMIER. — Le monopole « rigoureux et intransigeant » 1902-1906.	54
<i>Section I.</i> — Étude des arrêtés des 20 et 22 décembre 1902	
§ 1. — L'arrêté du 20 décembre 1902 (fabrication).	54
§ 2. — L'arrêté du 22 décembre 1902 (vente).	59
<i>Section II.</i> — Organisation des deux monopoles de fabrication et de vente	
§ 1. — Monopole de vente (contrat Debeaux).	62
§ 2. — Monopole de fabrication (contrat Fontaine-Fischer)	72
<i>Section III.</i> — Fonctionnement du monopole jusqu'en 1906	85
CHAPITRE II. — Le monopole « tempéré et indulgent » 1906-1913	101

DEUXIÈME PARTIE

La question du monopole de l'alcool au Tonkin et dans le Nord-Annam en 1913. Le problème.	
La solution	143
CHAPITRE PREMIER. — Le régime des alcools indigènes à l'expiration des contrats.	145
<i>Section I.</i> — Ses avantages.	145
<i>Section II.</i> — Ses défauts	148
<i>Étude critique des griefs formulés par les Annamites.</i>	
§ 1. — Griefs concernant l'alcool officiel.	155
§ 2. — Griefs concernant le système du monopole.	170
CHAPITRE II. — Situation juridique de l'Administration au regard de ses cocontractants à l'expiration des contrats passés pour la fabrication et la vente des alcools indigènes.	184

CHAPITRE III. — Les solutions proposées	203
<i>Section I.</i> — Systèmes basés sur la liberté de fabrication et de vente.	
§ 1. — Taxe directe.	204
§ 2. — Distilleries exercées	232
§ 3. — Taxe frappant l'appareil de fabrication.	234
§ 4. — Patentes contingentaires	239
§ 5. — Taxe douanière.	255
<i>Section II.</i> — Systèmes basés sur le principe du monopole	
§ 1. — Monopole exercé en Régie directe absolue	258
§ 2. — Régie actuelle améliorée	259
CHAPITRE IV. — Le régime en vigueur depuis le 12 avril 1913. Le monopole amélioré	271
<i>Section I.</i> — Organisation	
§ 1. — Fabrication	271
§ 2. — Vente.	277
<i>Section II.</i> — Premiers résultats	279

ANNEXES

ANNEXE I. — Contrat du 31 décembre 1902 pour la vente des alcools indigènes et vins de Chine (contrat Debeaux).	289
ANNEXE II. — Contrat du 10 mars 1903 pour la fabrication des alcools indigènes (contrat Fontaine-Fiseher)	310
ANNEXE III. — Nouveau contrat du 31 décembre 1912 pour la fabrication des alcools indigènes	318

